

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

# JEUX DE HASARD

Dans leurs rapports

## AVEC LE DROIT PÉNAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le jeudi 12 mars 1903, à 3 heures 1/2 de l'après-midi*

PAR

Joseph DESMARAIS

---

CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

---

1903



# JEUX DE HASARD

Dans leurs rapports

## AVEC LE DROIT PÉNAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le jeudi 12 mars 1903, à 3 heures 1/2 de l'après-midi*

PAR

Joseph DESMARAIS



CAEN

Imprimerie Charles VALIN  
7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

—  
1903



# UNIVERSITÉ DE CAEN

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

Année scolaire 1902-1903

---

### DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✳, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

### PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✳, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✳, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✳, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕. L. ✕), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ②), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ②), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I. ②), secrétaire de l'Université de Caen.

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## JURY D'EXAMEN

---

MM. LEBRET, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

VILLEY, *professeur*, *doyen*.

DEGOIS, *agrégé*.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### DROIT PÉNAL

- TISSOT. — *Le Droit pénal*, Paris, 1859.
- NYPELS. — *Droit pénal français*, 2 vol., Bruxelles, 1863.
- Rolland DE VILLARGUES. — *Les Codes criminels interprétés*, 2 vol. in-8°, Paris, 1877.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire formulaire des parquets et de la justice*, 3 vol. in-8°, Paris, 1884.
- CHAUVEAU et Faustin HÉLIE. — *Théorie du Code pénal*, 6 vol. in-8°, 6<sup>e</sup> édit., par Villey, 1887.
- LAUTOUR. — *Code usuel d'audience, Code pénal*, 2 vol. in-8°, Paris, 1887.
- BLANCHE. — *Études pratiques sur le Code pénal*, 7 vol. in-8°, Paris, 1889.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 5 vol. in-8°, Paris, 1893.

### JEU

- X... — *Encore l'observateur des maisons de jeu*, in-8°, Paris, 1819.
- D. RICARD. — *Sur l'utilité du rétablissement des jeux de hasard*, in-8°, Paris, 1819.
- Van TENAC. — *Album des jeux de hasard et de combinaisons en usage dans les salons et les cercles*, in-32, Paris, 1846.
- Van TENAC et DELANOE. — *Bibliothèque des jeux de cartes*, in-8°. Paris, 1851.

Étienne PAL. — *Les échos de Hambourg*, in-12, Paris, 1856.

X... — *Abolition des maisons de jeu dans les principautés allemandes*, in-8°, Paris, 1859.

JOUET DE LANCIDUAIS. — *Trente et quarante dévoilé, ou influence de l'esprit aléatoire sur l'économie politique et sociale*, in-8°, Paris, 1859.

A. DE CASTON. — *Les tricheurs, scènes de jeu*, in-12, Paris, 1863.

DUMESNIL. — *Académie de jeux*, in-18, Paris, 1865.

M<sup>lle</sup> MAXIMUM (Léonide LEBLANC). — *Les joueuses*, in-12, Paris, 1865.

M<sup>me</sup> Christian DE WASKA. — *Dessous des cartes des maisons de jeux publics*, in-32, Bruxelles, 1865.

A. HOGEL. — *Fortune, Traité complet des banques vertes*, in-8°, Paris, 1863.

X.. — *Les jeux en France*, in-8°, Paris, 1871.

Ernest DRÉOLLE. — *Jeux publics en France, lettre à M Passy*, in-18, Paris, 1872.

A. DE ROQUEFORT. — *Rétablissement des jeux publics en France*, Nice, 1872.

Ch. VIRMAITRE. — *Jeux en France, législation, moralité*, in-16, Paris, 1872.

Ch. VIRMAITRE. — *Les jeux et les joueurs*, in-12, Paris, 1872.

PASSY. — *Question des jeux*, in-18, Paris, 1872.

G. DE M... — *Rétablissement des jeux publics en France*, in-12, Paris, 1872.

Van TENAC. — *Académie des jeux*, in-32, 1874.

CAVAILHÉ. — *Filouteries du jeu*, in-12, Paris, 1875.

CARLE DES PERRIÈRES. — *Rien ne va plus, Monaco, M. Blanc, Décavés, croupiers, suicidés, professeurs, filous, cercle de Nice*, in-12, Paris, 1875.

Gaston DE PARIS. — *Monde interlope à Nice et à Monaco*, in-8°, Nice, 1876.

- H. REVOIL. — *Monaco et Monte-Carlo*, in-12, Paris, 1878.  
Robert HOUDIN. — *Les tricheries des grecs*, in-18, Paris, 1879.  
V. PIC. — *Croisade contre Monte-Carlo*, in-8°, Nice, 1881.  
D<sup>r</sup> PROMPT. — *Jeu public et Monaco*, in-18, Paris, 1882.  
CARLE DES PERRIÈRES. — *Paris qui joue et Paris qui triche*, in-12, Paris, 1885.  
MAGNIN. — *Monte-Carlo et France*, in-8°, Paris, 1885.  
Alfred MORON. — *Autour de la roulette*, in-12, Paris, 1886.  
H. DRAUSSIN. — *Monaco et sa maison de jeu*, in-8°, Paris 1886.  
Hogier GRISON. — *Le monde où l'on triche*, in-18, Paris, 1886.  
LE BARON (Alfred). — *Monaco-roulette*, in-8°, Paris, 1886.  
X. LEROY. — *Le monde des jeux*, in-8°, Paris, 1893.  
A. BETHÉZENB. — *Baccara*, vol. in-18, Paris 1896.  
PONOLI. — *Jeu et pari au point de vue pénal*, thèse in-8°, Paris, 1900.

### COURSES

- DORMOY. — *Théorie mathématique des paris de courses*, in-8°, Paris, 1874.  
Luc-Louis CORBORIEU. — Rapport sous Cassation, 18 juin 1875. (Sirey, 1875, I, 386.)  
E. VILLEY. — Note sous Cassation, 5 janvier 1877. (Sirey, 1877, I, 481.)  
E. CAVAILHON. — *Courses et paris*, in-18, Paris, 1885.  
Paul FAUCHER. — *Paris de courses et jeux de hasard*, in-8°, Paris, 1885.  
DU CHATENET. — *Étude sur les paris de courses*, in-8°, Paris, 1886.  
E. VILLEY. — Note sous Cassation, 7 mai 1885. (Sirey, 1886, I, 281.)

HARBULOT. — *Emprunts de l'ancienne monarchie*, in-8°, Nancy, 1889.

DURAND DE SAINT-ANDRÉ. — *La loterie et ses applications les plus remarquables*, in-8°, Paris, 1891.

FRÈREJOUAN DU SAINT. — *Jeu et pari*, in-8°, Paris, 1893.

X... — Mise en gage des valeurs à lots. (Note sous Cassation, 14 mars 1894. — S. 1894, I, 393.)

X... — Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit. (Note sous Tribunal correctionnel de la Seine, 22 décembre 1892, *Pandectes françaises*, 1893, II, 41.)

Paul LEROY-BEAULIEU. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, in-8°, Paris, 1896.

André GUIGNARD. — Vente à tempérament de valeurs à lots. (*France judiciaire*, 1898, 1<sup>re</sup> partie.)

Charles CARO. — Caractères constitutifs de la loterie. Note sous Tribunal de Lille, 3 janvier 1899. (Dalloz, 1899, II, 345.)

J. LEFORT. — Sociétés de capitalisation. Note sous Cassation, 18 décembre 1899. (*Pandectes françaises*, 1900, I, 481.)

A. THIROUIN. — *Les loteries*, thèse in-8°, Paris, 1901.

---

## INTRODUCTION

---

De tout temps, l'homme a poursuivi des chimères ; le mystère de l'inconnu l'attire ; il est avide d'émotions, et il cherche, en exerçant son activité, à rompre la monotonie de l'existence et à éloigner l'ennui qui le menace.

Le jeu, par ses alternatives d'espoir et de désespoir, l'a particulièrement séduit. Il y trouve d'abord la satisfaction de son amour-propre, car il se persuade volontiers que ses calculs sont infaillibles contre le hasard. Puis il plonge son âme dans le charme de l'oubli ; les maux de la vie s'effacent momentanément, le monde extérieur disparaît ; le joueur échappe à sa sensation douloureuse, et n'éprouve plus aucun désir de contact et de rapport avec les autres individualités. C'est une ivresse. « Qu'importe ce qui suivra <sup>1</sup> ? Qu'importe que la fortune s'engloutisse, pourvu qu'on se sépare du souvenir ? Pourvu que le cœur batte, qu'importe que la raison s'évanouisse ? Soulagé du poids de la destinée, il semble au joueur que les obligations

1. A. DE ROQUEFORT, *Rétablissement des jeux publics en France.*

de la vie n'existent plus ; les devoirs de sa condition, il les croit annihilés. » Ainsi, le jeu procure à l'homme un délassement qui le repose de ses travaux. « A côté de la peine et du travail <sup>1</sup>, la nature propice a mis la distraction et le plaisir. » Si l'on trouve du plaisir à jouer au billard, à la paume, aux échecs, aux cartes, aux dés même, pourquoi ne pourrait-on pas s'y divertir aussi bien qu'à la promenade, à la musique, à la chasse, à la pêche et à mille autres choses pareilles ? Des hommes célèbres n'ont pas dédaigné le jeu pour se distraire de leurs occupations : Ésope jouait aux noix avec des enfants ; Scipion l'Africain s'exerçait avec son ami Lælius au jeu de « cochonnet <sup>2</sup> » ; Caton, après une harangue sur la moralité des ancêtres, faisait sa partie de dés comme un homme du peuple.

Inoffensif comme récréation, le jeu devient funeste comme moyen d'acquérir la fortune : il porte à la paresse, et enflamme la cupidité à la façon de « ces liqueurs poivrées qui attisent la soif bien plus qu'elles ne l'apaisent ». « Le jeu est toujours là qui vous appelle. Cet or, qui ne s'épuise jamais, est toujours devant vos yeux ; il vous invite et vous dit : Espère ». Si le jeu réalise parfois ses promesses, plus souvent il

1. TROP LONG.

2. Jeu qui consistait à faire rouler des pierres en avant et à les ramasser en-courant.

précipite à la ruine ceux qui se laissent tenter. N'a-t-on pas vu « des caissiers, des garçons de recette, en courses de recouvrement, entrer au jeu, attirés par la convoitise du gain, et perdre jusqu'au dernier centime de la somme qu'ils avaient perçue, un quart d'heure auparavant, pour le compte de leur maison ? »

Après la ruine, le joueur glisse inévitablement au déshonneur. « Se représente-t-on<sup>1</sup>, en effet, la tentation de cet homme qui a tout perdu et auquel un seul écu pourrait, en quelques heures, rapporter des milliers d'écus ? Pense-t-on qu'il sera scrupuleux sur les moyens de se le procurer ? Quand une fois on a vu la possibilité de gagner de grosses sommes, comment retourner au travail ? Quand on a savouré en esprit toutes les jouissances que l'or peut donner, comment renoncer à la perspective de posséder cet or ? Quand on a goûté cette émotion de parcourir dans une même soirée les degrés de l'échelle sociale, et qu'on s'est dit vingt fois : « Sortirai-je d'ici pauvre comme un mendiant ou riche comme un prince », comment rentrer dans la vie ordinaire ? »

C'est ainsi que nombre de joueurs, « des mieux et des plus haut cotés », affolés par la perte perpétuelle sont tombés dans l'escroquerie. Des membres de l'aristocratie anglaise

1. G. DE M., *Rétablissement des jeux publics en France.*

comparaissaient naguère devant un tribunal pour avoir corrigé les détailances du hasard au moyen d'une poussette habilement pratiquée. « Au Jockey-Club <sup>1</sup>, un prince de B... tripotait sur les faux jetons. Au grand Cercle, le colonel G... se livrait à une poussette dévergondée. Au cercle de l'Union artistique, le jeune de F.., dirigé par B..., « roi des grecs, » essaya de passer ses séquences. »

Le jeu attire à lui tous ceux qui cherchent la fin par des moyens faciles : des femmes galantes, car « elles <sup>2</sup> savent que l'argent qui vient d'une source impure va forcément à un usage impur » ; des escrocs émérites, à l'affût des naïfs aux dépens desquels ils vivent ; des commerçants, à la veille d'être ruinés, qui tentent un dernier moyen de relever leurs affaires ; des débauchés qui cherchent, dans un gain de hasard, un supplément d'argent pour leurs plaisirs ; des désœuvrés enfin qui se laissent tenter, risquent une pièce, puis deux, puis dix, et sortent le plus souvent les poches vides.

Dans cette société équivoque, le niveau moral s'abaisse, et le joueur s'approprie les manières et les procédés de ceux qui l'entourent. « Des femmes de mœurs légères <sup>3</sup>, dites « dames du monde », des légitimes même, ne

1. HOGIER GRISON, *Le monde où l'on triche*.

2, 3. X. LEROY, *Le monde des jeux*.

se font pas scrupule de pratiquer la poussette ; et, à ce sujet, certaines d'entre elles reçoivent des affronts publics dont le bruit se colporte au dehors, sans avoir pour cela le don de les corriger, soit parce que certaines se fient sur la protection de leurs maris, ou que d'autres comptent sur l'appui de ceux qu'elles appellent leurs amis. »

Enfin, par la violence de ses émotions, le jeu ébranle l'organisme et trouble les facultés intellectuelles. Le joueur n'attribue ses pertes qu'à ce hasard qu'il accuse d'injustice : « Il regrette <sup>1</sup> également ce qu'il a perdu et ce qu'il n'a pas gagné. Aussi humilié de se trouver dans la nécessité qu'affligé de n'avoir plus le moyen de satisfaire sa cupidité, dans son désespoir il s'en prend à son étoile malheureuse. » Il perd l'habitude et le goût du travail. La rémunération régulière que celui-ci assure lui paraît infime, en comparaison du gain qu'une série de paris heureux peuvent procurer en quelques minutes. Il s'emplit l'esprit d'illusions et d'espérances chimériques ; il fait des rêves sur l'emploi de l'argent qu'il ne tient pas, et qu'il ne tiendra jamais probablement. Il ne songe pas que la richesse est le résultat d'une activité intelligente et féconde. « Quelle richesse <sup>2</sup> peut sortir d'un simple bou-

1. BUFFON.

2. RICARD, *Sur l'utilité du rétablissement des jeux de hasard.*

leversement des fortunes ? Quel appauvrissement, au contraire, ne doit pas résulter fatalement de ces alternatives subites d'opulence et de misère, de désespoir et de folle joie, d'illusion et de découragement, d'attente fiévreuse et d'abattement ? »

A raison de ces dangers, le législateur a considéré le jeu comme un mal social.

Au point de vue civil, le jeu est dépourvu d'action ; la raison en est bien simple : on joue soit pour passer le temps, soit pour s'enrichir. Dans le premier cas, le jeu est indigne de l'attention de la loi, *de minimis non curat prætor* ; comment un acte que les parties considèrent comme un simple passe-temps et dont la loi ne s'occupe point, pourrait-il produire un effet légal ? Dans le second cas, lorsque chacune des parties joue pour s'enrichir des dépouilles de l'autre, c'est une fin qui n'est pas honnête. « La morale la réprouve, dit M. Pont, la raison la condamne, l'équité la désavoue ; les mœurs et l'intérêt de la société en souffrent ». « Or, se peut-il, ajoute Mourlon, que la loi ait, à certains égards, pris sous sa protection un acte qui n'a lieu qu'au détriment des mœurs publiques et de la société générale, qui dévore la subsistance des épouses et des enfants, qui tarit toutes les sources de la probité, qui engendre des crimes, un acte impie, un acte odieux, un acte inhumain et, pour tout dire en un mot, un acte antisocial. »

Une simple disposition de droit civil, que le plus souvent il répugne au joueur d'invoquer, n'a pas paru un moyen de défense suffisamment énergique ; il était nécessaire de mettre en mouvement l'action publique et « l'arsenal des lois répressives ».

Dans l'étude que nous entreprenons, nous nous proposons d'examiner, au point de vue pénal, le jeu sous ses différentes formes : *jeu proprement dit, pari aux courses, loteries.*





PREMIÈRE PARTIE

---

DU JEU



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### NOTIONS HISTORIQUES

L'amour du jeu<sup>1</sup> est inhérent à la nature humaine ; il persiste malgré toutes les prohibitions ; partout et toujours, l'homme cherche à satisfaire sa passion.

1. L'origine des jeux remonte à la plus haute antiquité. Les échecs étaient connus dans l'Inde. L'inventeur, selon l'opinion des savants modernes, est un brahmane indien du v<sup>e</sup> siècle, Sissa ou Sussa. Le roi Sirham, dit-on, ravi de la découverte de Sussa, lui fit offrir la récompense qu'il choisirait lui-même. Sissa demanda qu'on lui fit don de la somme de blé obtenue en mettant un grain sur la première case, deux sur la seconde et doublant sur chaque case jusqu'à la soixante-quatrième. Le roi, qui pensait s'acquitter avec une centaine de grains, promit solennellement. On fit le calcul, et on annonça au roi qu'il faudrait 16.384 villes possédant chacune 1.080 greniers, chaque grenier contenant 174.762 mesures, et chaque mesure 32.758 grains. Le roi, furieux, n'accorda rien. — Pline rapporte qu'un certain Pithus inventa le jeu de paume. On ignore quel était ce Pithus, et en quel temps il vivait. Athénée attribue l'invention à Nausicaa, fille d'Alcinoüs. Dicéarque l'attribue aux Sicyoniens, et Hysipa aux Lacédémoniens. Hérodote cite tour à tour comme inventeurs les Lydiens, les Grecs et les Romains. Virmaître est d'avis que les Lydiens le trouvèrent dans un moment de disette extrême ; ils mangeaient un jour, et jouaient l'autre pour tromper leur faim. — Le jeu de dés était en usage chez les Grecs au temps d'Hoinère. Dans l'Odyssée, les prétendants, assis sur des peaux de bœufs, jouent aux dés devant la porte du palais d'Ulysse. Les Grecs se servaient aussi des palets et des osselets, ainsi que du jeu d'oie. — Le jeu de dames était pratiqué en Egypte, le domino en Chine et chez les Hébreux. Les cartes étaient répandues en Asie. Elles furent importées en France vers le XIII<sup>e</sup> siècle ; cependant, on considère le jeu de cartes de Charles VI comme le premier paru. Ce jeu se composait de 78 cartes. Les cartes étaient alors enluminées et réservées comme objet

1. Les Grecs montrèrent un goût très vif pour le jeu. Les lois de Lycurgue interdirent le jeu à Sparte, et Thémistocle, d'Athènes, était d'avis qu'il fallait le défendre aux fonctionnaires qui prenaient part au gouvernement, « de peur, disait-il, que la république ne parût se jouer elle-même ».

A Rome, sous l'Empire, le jeu prit un développement exagéré ; les empereurs eux-mêmes donnaient l'exemple. Auguste aimait à jouer ; Néron risquait, sur un coup de dés, 400.000 sesterces ; Claude jouait même en voiture. La société romaine était dévorée de la fièvre du jeu. Caton le Censeur ne cessait de répéter : « Citoyens, fuyez les jeux de hasard ! » Juvénal, dans ses satires, exhale son indignation contre

de luxe aux grands seigneurs. La découverte de la gravure sur bois, en 1423, les vulgarisa. Les rois David, César, Charlemagne, Alexandre, symbolisent les quatre grandes monarchies juive, asiatique, romaine et française. Le valet de cœur Lahire représente Etienne de Vignolles, capitaine sous Charles VII; Hector, le valet de carreau, rappelle un capitaine de la grand' garde sous Louis XI; Lancelot est le fameux Lancelot du Lac, et le valet de pique Ogier est Ogier le Danois, un des compagnons de Roland. Pallas, la dame de pique, figure Jeanne d'Arc ; la dame de carreau, Rachel, est Agnès Sorel, la maîtresse du roi ; le nom Argine est l'anagramme de Regina et désigne l'épouse de Charles VII, Marie d'Aragon ; enfin, la dame de cœur paraît être Isabeau de Bavière. — Le P. Menestrie croit que les divers ordres de cartes cachent une allégorie des diverses classes de la société. Il reconnaît la noblesse dans les rois, reines et valets, le clergé dans le cœur, l'armée dans le pique, la bourgeoisie dans le carreau, et les paysans dans le trèfle. — A la révolution, les rois furent supprimés des jeux de cartes. On mit à leur place des génies : il y eut le génie de cœur ou de la guerre, le génie de carreau ou du commerce, le génie de trèfle ou de la paix, le génie de pique ou des arts ; aux valets on substitua des égalités et, aux reines, des libertés.

les joueurs qui faisaient porter leurs coffres-forts dans les salles de jeu. Horace cite un certain Volaverius qui, empêché par la goutte de jouer lui-même aux dés, payait un homme pour les mettre dans le cornet et les jeter à sa place.

Le joueur n'était pas noté d'infamie, comme le prétend à tort Cujas ; mais le métier de donner à jouer était réputé aussi infamant que le vol ou l'adultère. Toute action en justice était refusée à celui qui l'exerçait. Impunément, il pouvait être maltraité pendant le jeu et dans la maison où l'on jouait. (Ulpien, fragm. 1, § 3, *De aleatoribus*.)

Une *lex alearia* punissait les joueurs de la *pœna ex quadrupli*. D'après cette loi, explique Ihering, le perdant exigeait, par une sorte de demande reconventionnelle, le quadruple de l'enjeu que le gagnant lui demandait.

Ces mesures étaient inefficaces. Sous Septime Sévère, un sénatus-consulte régla les maisons de jeu, alors tolérées mais non autorisées, et fit défense de jouer de l'argent ou des objets appréciables en argent.

En même temps, le prêteur intervint : il accorda au perdant une exception pour repousser l'action du gagnant tendant à réclamer les bénéfices faits au jeu, et une *condictio* pour se faire restituer les sommes qu'il avait versées.

Au lieu de diminuer, la passion du jeu s'accrut encore. Justinien réagit contre cet état de

choses. Il fixa le maximum des enjeux à un écu d'or. Il permit, puis ordonna aux officiers municipaux, de répéter l'argent qui avait été payé pour dettes de jeu, si les intéressés ne le faisaient pas. L'action était prescrite par 50 ans, et les sommes perçues étaient affectées à des travaux d'utilité publique.

Le mal était si répandu, que le clergé lui-même n'en était pas exempt. « Nous avons appris, dit Justinien, qu'il se trouve des diacres, des prêtres et, nous en rougissons, des évêques qui jouent aux dés et n'ont pas honte de prendre part à des spectacles que nous avons interdits à plusieurs reprises. Il en est à la vérité qui ne se livrent pas personnellement au jeu, mais qui se mettent en communication avec les joueurs, s'assoient auprès d'eux pour être spectateurs de leurs faits déshonnêtes, et s'intéressent avec une avidité odieuse aux choses les plus inconvenantes. Ils s'exposent à entendre les blasphèmes que le jeu fait nécessairement proférer. Ils souillent ainsi leurs mains, leurs yeux et leurs oreilles. »

L'Église prit des mesures pour restreindre la passion du jeu. Les anciens canons portent que, si un évêque, ou un prêtre, ou un diacre prend part aux jeux de hasard et qu'il ne s'en corrige pas, il doit être déposé ; si c'est un sous-diacre, ou un lecteur, ou un chantre, ou même un simple laïque, il faut le priver de la communion.

Ce fut en vain, le clergé se remit à jouer. M. Le Beau cite un évêque qui était le plus beau joueur de son époque ; le cardinal Pierre Damien condamna un évêque de Florence pour avoir joué dans une auberge ; un évêque de Langres s'attira cette épitaphe :

Le bon prélat qui gît sous cette pierre  
Aima le jeu plus qu'homme de la terre.  
Quand il mourut, il n'avait pas un liard,  
Et, comme perdre était chez lui coutume,  
S'il a gagné Paradis, on présume  
Que ce doit être un grand coup de hasard.

L'évêque Wicbaldus, au dire de la chronique de Baldéric, inventa même un jeu appelé le jeu d'évêque, dans lequel les vertus et les passions jouaient un rôle. C'était assurément fort vertueux, mais enfin c'était un jeu, et la chance ne donnait pas toujours le dessus aux vertus.

Impuissante à réprimer le jeu, l'Église essaya d'en profiter. Il fut permis de jouer pour l'amour de Dieu, c'est-à-dire pour la réparation des églises et pour l'entretien des monastères. « Des jeux de hasard <sup>1</sup> furent créés à Paris, notamment en faveur de St-Louis-en-Ile, des Dames religieuses bénédictines de la Présentation, et de la chapelle de St-Philippe-du-Roule. « Pour la seule église de St-Sulpice, il fut vendu 16,282,000 billets, d'abord à un

1. Pic, *Croisade contre Monte-Carlo*.

franc, puis à 24 sous, sur le produit desquels il fut prélevé pour l'abbaye de St-Germain un bénéfice de 2 sous par livre, qui atteignirent la somme de 1,685,000 livres. »

2. Les Barbares se livrèrent au jeu avec fureur : « Les Germains, dit Tacite, jouent même à jeun, même au milieu de leurs occupations les plus sérieuses ; quand ils ont tout perdu, ils jouent leurs corps, cèdent leur liberté, et, dans ce cas, le perdant se résigne à l'esclavage ». Les Huns jouaient leur vie, et se donnaient la mort malgré la générosité des vainqueurs.

Nos ancêtres les Gaulois, peuple guerrier, avide d'aventures, occupaient au jeu le temps qu'ils n'employaient pas à la guerre. Après la conquête de César, au contact de la civilisation décadente, ils prirent des habitudes de jeu si effrénées, que Sidoine Apollinaire les compare aux Romains.

Au moyen âge, les barons, lorsqu'ils ne guerroyaient pas ou qu'ils ne pillaient pas les récoltes des manants, se retiraient au fond de leurs châteaux et passaient leur existence à jouer. Le jeu pénétra dans les mœurs ; on en vint à le considérer comme essentiel à la vie et à l'enseigner aux enfants.

Pour enrayer pareil débordement, Philippe-Auguste publia un édit contre les jeux de hasard. Son exemple fut imité de ses successeurs.

Saint Louis défendit de jouer aux échecs, aux dés et au trictrac, interdit les lieux publics où l'on donnait à jouer, et prohiba même la fabrication des dés.

Charles IV proscriit les dés, les tables, les trictrac, les palets, les quilles, les billes et les boules. Tout délinquant était passible d'une amende de 40 sols parisis.

En 1365, Charles V renouvela la prohibition.

Ces diverses dispositions furent prescrites moins dans un but de moralité que d'utilité publique. Le jeu devenait un danger ; il absorbait les esprits au point que la chose publique en souffrait.

Charles VII, en 1445, permet aux joueurs de naissance, prisonniers pour cause civile, de jouer au trictrac et aux échecs.

François I<sup>er</sup> accorda même aux joueurs le droit d'intenter à un adversaire malhonnête une action en paiement des dettes contractées au jeu de paume.

Charles IX assimila les maisons de jeu aux maisons de commerce, et commença à en tirer un revenu ; mais, soit que les gens chargés de le recueillir fussent infidèles, soit qu'ils fussent malhabiles, leurs recettes furent si minimes, qu'en 1565 il défendit les unes et les autres.

Pour empêcher le peuple de se livrer au jeu (et aussi pour réserver exclusivement ce

privilège à la noblesse), Louis XIII rendit, en 1629, un arrêté qui portait en substance que les gens du peuple qui se prostitueraient trois fois à cet exercice seraient déclarés incapables, infâmes et intestables. Il ferma 47 brelans dans Paris seulement, et condamna deux maîtres de maisons de jeu à 10.000 livres d'amende.

Louis XIV défendit, sous les peines les plus sévères, la bassette et le hocca. Que firent les joueurs ? Ils déguisèrent ces jeux sous les noms de pharaon, de pour et contre, de barbacole. Sous ce même roi parurent vingt ordonnances, déclarations ou édits contre les jeux de hasard.

Louis XVI aggrava encore les pénalités existantes par un édit enregistré au Parlement en mars 1781 :

« Les édits, ordonnances, arrêts et règlements contre des jeux de hasard et autres prohibés, seront exécutés selon leur forme et teneur, et sous les peines y portées, suivant l'exigence des cas, tant dans notre bonne ville de Paris que dans toutes les autres villes et bourgs de notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance.

« Seront réputés prohibés, outre les jeux de hasard, principalement tous les jeux dont les chances sont inégales et qui présentent des avantages certains à l'une des parties au préjudice des autres.

« Faisons très expresses et itératives inhibitions et défenses à toutes les personnes, de quelque état et conditions qu'elles soient, de s'assembler en aucuns lieux, privilégiés ou non privilégiés, pour jouer aux dits jeux prohibés et à tous les autres de même nature, sous quelque nom que les dits jeux aient été ci-devant introduits, et sous quelque forme ou dénomination qu'ils puissent être présentés dans la suite.

« Les commissaires au Châtelet, dans notre bonne ville de Paris, et les officiers de police, dans les autres villes et bourgs de notre royaume, sont tenus de veiller exactement sur les maisons où il pourra être tenu de pareilles assemblées de jeux prohibés ; ils en informeront nos procureurs et les juges de police, lesquels seront tenus de procéder contre les contrevenants dans les formes prescrites par les ordonnances, de les condamner aux peines portées par les articles ci-après, et d'en donner avis à nos procureurs généraux.

« Ceux qui seront convaincus d'avoir joué aux dits jeux prohibés seront condamnés, pour la première fois, savoir : ceux qui tiendront les dits jeux sous le titre de banquiers ou sous quelque autre titre que ce soit, en 3.000 livres d'amende chacun, et les joueurs en 1.000 livres chacun ; applicables : un tiers à nous, un tiers aux pauvres des hôpitaux des lieux, un autre tiers au dénonciateur.

« Les amendes seront payables sans déport et par corps, et, faute de paiement d'icelles, les contrevenants garderont prison jusqu'à parfait paiement.

« En cas de récidive, l'amende contre ceux qui auront tenu les dits jeux et contre les joueurs sera du double, sans que les dites amendes puissent être remises ni modérées pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit.

« Ceux qui, après avoir été deux fois condamnés aux dites amendes, seront de nouveau convaincus d'avoir tenu lesdites assemblées, seront poursuivis suivant la rigueur des ordonnances, et punis de peines afflictives et infamantes, suivant l'exigence des cas.

« Ceux qui, pour faciliter la tenue des dits jeux, auront prêté sciemment leurs maisons, seront condamnés en 10.000 livres d'amende, au paiement de laquelle les dites maisons seront affectées. »

Pendant la période intermédiaire, les anciennes prohibitions portées contre les maisons de jeu furent expressément renouvelées par l'article 36, titre 2, de la loi des 19-22 juillet 1791, aux termes duquel « ceux qui tenaient des maisons de jeux de hasard où le public était admis, étaient punis d'une amende de 1.000 à 3.000 livres et d'un emprisonnement d'un an ».

Après la Révolution, dès que le calme fut rétabli, le jeu reprit avec frénésie; les maisons de jeu se multiplièrent: il y en avait à chaque coin de rue. La police ne tarda pas à en arrêter l'extension; elle réduisit à 9 le nombre des maisons de jeu, et les entrepreneurs de ces maisons furent obligés de payer une redevance; cette redevance fut portée au budget des fonds secrets.

Plusieurs années après, les jeux furent donnés à ferme régulièrement. Les frères Perrin, de Lyon, obtinrent le premier privilège. Ils se retirèrent vers 1810. Boursault-Malherbe leur succéda, et se retira, après fortune faite, en 1817. Deux gentilshommes, le comte et le vicomte de Chalabre, reprirent le bail moyennant une rétribution de cinq millions par an; le dernier fermier a été M. Benazet.

Ces diverses exploitations rapportèrent au gouvernement des sommes considérables.

Dans la première période du bail, comprenant les dix premières années (de 1815 à 1829 inclusivement), la moyenne des produits bruts fut de 11.139.899 fr. Dans les trois dernières années du même bail, elle descendit à 9.999.264 fr.

Les trois premières années du second bail, de 1828 à 1830, ne produisirent qu'une moyenne de 8.781.224 fr.; enfin, pendant les cinq années suivantes, de 1831 à 1835, la recette s'élevait seulement à la somme de 7.725.185 fr.

Cette diminution dans les recettes s'explique par la révolution qui éclata ; elle fut cause de la détermination de la Chambre des Pairs, qui jugeait ce revenu insuffisant, eu égard aux protestations que soulevait ce privilège.

Le 7 juillet 1836, parut à l'ordre du jour une proposition tendant à supprimer du budget la recette des jeux.

« Le 31 décembre 1837, à minuit, le *veto* de la loi arrêtait la bille d'ivoire dans sa course circulaire, et brisait les râteaux entre les mains des croupiers, qui venaient eux-mêmes de prononcer leur sentence de mort en répétant pour la millionième fois le « Rien ne va plus » traditionnel. » (G. de M., *Rétablissement des jeux publics en France.*)

---

## CHAPITRE II

### DÉLITS COMMIS AU JEU

3. Le jeu, pris intrinsèquement, ne tombe pas sous la loi pénale. Par définition, c'est une convention entre plusieurs personnes appelées joueurs, et dans laquelle chaque personne attend un bénéfice ou une perte éventuelle.

« Chaque partie, dit Pothier, se charge d'un risque qui est le prix de celui dont l'autre se charge, c'est-à-dire chaque joueur court risque de donner à l'autre la somme convenue, si c'est l'autre qui gagne la partie ; et ce risque que l'un court est le prix de celui que l'autre joueur court de son côté de lui en donner autant, si c'est lui qui le gagne. »

Si donc l'égalité des risques est modifiée au profit d'un joueur de façon à lui assurer le gain de la partie, il y a délit de tricherie au jeu.

4. Quelle est la nature de ce délit ? Est-ce une escroquerie ? est-ce une filouterie ?

D'après un premier système, la tricherie au jeu constitue une filouterie : c'est une mauvaise action, une manœuvre frauduleuse, mais non pas du caractère de celles dont parle l'article 405, car les manœuvres frauduleuses de

l'article 405 ne sont pas des manœuvres frauduleuses quelconques ; ce sont des manœuvres ayant un caractère défini, précis, circonscrit. Or, dans la tricherie au jeu, elles n'ont pas été employées pour persuader l'existence d'une fausse entreprise ou l'existence d'un pouvoir ou crédit imaginaire : cela est hors de doute ; elles ne l'ont pas été davantage pour faire naître l'espérance d'un succès chimérique ; elles ont été employées pour rendre chimérique une espérance légitime, qu'elles n'ont pas fait naître et qui existait sans elles, mais ce n'est pas elles qui ont fait naître l'espoir que le joueur gagnerait. Cet espoir est inné : le joueur ne s'est mis au jeu que parce qu'il espérait gagner. Que les cartes soient biseautées, peu importe ; cet espoir existe par le fait même du jeu ; les manœuvres ne l'ont pas fait naître. L'escroquerie est un délit qui comporte l'adresse de l'esprit, la filouterie, l'adresse des mains. L'escroc bâtit une fable, imagine un roman, le fait valoir avec habileté, avec intelligence ; il trompe l'esprit et exploite la crédulité par ses mensonges. Point d'escroquerie sans mensonge verbal. Au contraire, le filou ne ment pas, il ne fait pas de roman, il exécute, il fait jouer les doigts, il agit par la subtilité de la main ; qu'en conclure au point de vue du délit du tricheur au jeu ? Ici, on n'a point fait de fable au perdant, on n'a proposé aucun mensonge à sa crédulité ; il n'y a donc pas

escroquerie, mais on a fait jouer la subtilité de la main ; on a employé des cartes préparées ; il y a eu des escamotages ; voilà la filouterie. Toutefois, dans ce premier système, la tricherie au jeu ne serait pas punissable, même à titre de filouterie, si les joueurs ont joué sur parole ; car, en pareil cas, il ne peut y avoir soustraction frauduleuse, le perdant étant lié par une simple promesse qu'il ne peut être contraint légalement de tenir.

Un second système va plus loin et décide qu'il y a filouterie dans tous les cas, et qu'il y aurait même tentative de filouterie, alors que le perdant n'aurait fait qu'une simple promesse de payer. La loi punit la tentative de filouterie, et il y a bien là une tentative ordinaire. Le jeu étant fini, on a liquidé la perte ; les perdants se sont reconnus débiteurs ; ils auraient payé s'ils avaient eu de l'argent ; ils n'ont fait qu'ajourner le paiement, et ce paiement aurait eu lieu, si on ne leur avait ouvert les yeux. Il y a donc bien là un délit, manifesté par un commencement d'exécution, qui a manqué son effet par des circonstances fortuites. D'ailleurs, au jeu, le numéraire est généralement représenté par des fiches. Ces fiches sont un signe de gain ou de perte ; elles représentent une valeur ; le gagnant a donc en main une chose qu'il a ravie, et qui lui représente une valeur payable en argent : il y a *contrectatio*. A la

vérité, l'obligation de payer n'est que verbale ou naturelle; mais ici, ne se trouve pas l'article 405 avec ses expressions rigoureuses et ses conditions restreintes; l'obligation doit donc être prise en considération.

Ces deux systèmes sont aujourd'hui rejetés par la jurisprudence qui décide que la tricherie au jeu constitue une escroquerie. Si, en effet, le jeu n'est pas sérieux, s'il n'y a volonté de jouer que d'un côté, et que de l'autre il n'y ait que la volonté de tromper, il n'y a plus de convention de jeu, et tous ces actes qui y ressemblent ne sont plus que de vaines apparences, des fantômes évoqués par la fraude, et, par conséquent, des manœuvres frauduleuses. Dans le jeu ainsi pratiqué, on trouve l'espérance d'un succès chimérique; n'est-ce pas là l'effet principal du jeu? Quoi de plus propre à faire naître une espérance de succès que l'appât du gain offert à la passion humaine? Si, au lieu du jeu, on en organise l'apparence, de toutes les manœuvres qui peuvent faire naître l'espérance d'un succès, y en a-t-il de plus certaine que celle-là? Si, d'autre part, les moyens frauduleux assurent au prévenu un gain infaillible (comme il arrive le plus souvent), le succès est par là même chimérique pour la victime; si donc à ces manœuvres vient s'ajouter la remise de fonds, nul doute qu'il y ait là une escroquerie bien caractérisée et non une filouterie,

5 Certains jeux constituent en eux-mêmes, et en dehors de toute circonstance, le délit d'escroquerie.

Tel est le cas du jeu de bonneteau<sup>1</sup>. La Cour d'Orléans le décrit ainsi: « Ce jeu se pratique avec 3 cartes que le banquier montre à découvert; il invite le joueur à suivre des yeux l'une d'elles, qui sera la carte gagnante. Il les place toutes les trois sur la table, l'envers en-dessus; il les remue ensuite rapidement; le joueur indique celle qu'il croit avoir remarquée; mais, cette carte étant retournée, il en trouve une autre que celle qu'il était convaincu n'avoir pas perdue de vue. Si, au moment où les cartes sont montrées à découvert, le banquier les plaçait effectivement sur la table dans l'ordre qu'il annonce et qui fait le point de départ des paris, le résultat de ces paris pourrait dépendre d'un événement incertain, ou de la dextérité avec laquelle le banquier batterait les cartes, et le jeu renfermerait un véritable aléa. Mais il n'en est pas ainsi, l'opération est faussée dès le début par un

1. Ce jeu se nomme encore « la Barbouillée » « ou les 3 cartes ». Il se joue avec 3 cartes légèrement ployées en long. Certains bonneteurs jouent encore avec deux cartes rouges et une noire; on mise sur la noire. Tandis que le bonneteur se mouche, l'un des compères montre que la carte noire est facile à reconnaître, attendu qu'on peut distinguer à l'un de ses angles une toute petite corne. Le spectateur se laisse alors entraîner, parie et perd; car, en battant les cartes, le bonneteur a été assez adroit pour décorner la noire et corner l'une des rouges. (X. LEROY),

tour de main, qui consiste à intervertir d'une manière occulte, et contrairement à ce qui est annoncé, l'ordre dans lequel les cartes sont placées; à partir de ce moment, les opérations et les calculs des joueurs sont nécessairement inexacts, et le banquier s'assure le gain de la partie. »

Le jeu des trois palets, rapporté par Frère-jouan<sup>1</sup>, repose sur un procédé identique. Il consiste, de la part des adversaires du banquier, à engager un pari sur la place occupée par tel ou tel des palets que celui-ci vient de leur montrer, et qu'il a ensuite déposé sous leurs yeux; les personnes qui ont attentivement suivi les palets du regard croient pouvoir désigner à coup sûr celui sur lequel elles ont résolu de mettre leur enjeu; mais le banquier, par un habile coup de main, intervertit l'ordre dans lequel il a présenté les palets à l'assistance, si bien que l'égalité des risques se trouve rompue, et que les adversaires sont fatalement trompés dans leurs calculs.

Constitue encore le délit d'escroquerie le jeu dit des trois coquilles<sup>2</sup>, qui consiste à faire

1. FRÈREJOUAN, *Du jeu et du pari*, p. 111.

2. Trois coquilles de noix sont placées sur une table; une petite boule noire est mise ostensiblement sous l'une d'elles, puis un mouvement rapide est imprimé aux trois coquilles, de manière à faire perdre de vue, si possible, celle sous laquelle se trouve la boule. Il s'agit, pour la personne qui a consenti à jouer, de la deviner et de la reconnaître.

engager par le public des sommes d'argent sur celle des trois coquilles qui recouvre une petite boule noire, laquelle est frauduleusement déplacée par une manœuvre habile du joueur. (Paris, 5 octobre 1892, — Gazette du Palais, table 1892-1897.)

6 Les jeux licites en eux-mêmes deviennent délictuels, s'il s'y joint des fraudes susceptibles de rompre l'égalité des chances.

Tel est le fait de modifier la composition des jeux de cartes, soit en ajoutant, soit en retirant certaines cartes, par exemple : à l'écarté, introduire une carte spéciale dite « carte large » <sup>1</sup> au moyen de laquelle on fait couper l'adversaire à l'endroit que l'on veut ; au baccara, « faire une portée », c'est-à-dire ajouter au jeu un paquet de cartes préparées à l'avance et disposées de manière que le banquier ait, pendant un certain nombre de coups, un point supérieur à son adversaire. « Attendu, dit la Cour suprême, que le joueur déloyal qui vient prendre part à une partie de jeu, donne à ses adversaires l'espérance d'un succès chimérique, puisque ce succès ne peut se réaliser lorsque, comme dans l'espèce, l'introduction de cartes préparées dans les jeux de cartes jusque-là réguliers doit

1. Un Vénitien inventa la carte large. Elle est remplacée aujourd'hui par une carte légèrement bombée, et qu'on appelle, en argot des joueurs, « la tuile » ou le « pont » : de là l'expression couper dans le pont.

avoir nécessairement pour effet de les dépouiller de tout ou partie de leur fortune ». (Cass., 8 mars 1854 (D. 1884, I, 383.)

Il n'est pas nécessaire, pour encourir les pénalités de l'article 405, de modifier la composition des jeux; il suffit d'en modifier l'aléa.

Serait donc punissable le fait de « filer la carte » <sup>1</sup>, distribuer une carte pour une autre dans le but de se faire ou se compléter un beau jeu; le fait de pratiquer « le miroir » : voir, chaque fois qu'on détache quelques cartes du talon, quelle est celle du dessous, et à se la donner, si elle vous convient; de même le « change » <sup>2</sup>, « la minerve » <sup>3</sup>, « le saut de coupe » <sup>4</sup> etc...

La jurisprudence reconnaît le caractère de

1. Le « grec » trompe l'œil de la galerie en lui faisant croire, par un mouvement du pouce de la main gauche, que la première carte continue à avancer, tandis qu'elle recule, laissant libre la seconde carte, qui est saisie avec la main droite, entre le pouce et l'index. Des grecs sont assez habiles pour filer, nonseulement la deuxième carte du dessus, mais la troisième. Pour plus de facilité, ils vont jusqu'à s'enduire de résine le bout de l'index. Il leur faut si peu de prise pour extirper une carte... (CAVAILHÉ, *Filouteries au jeu*.)

2. Le change consiste à faire disparaître un ou même deux des jeux de cartes, à les enterrer dans des poches spéciales et à leur substituer des paquets préparés et séquencés d'avance. (CAVAILHÉ.)

3. D'ordinaire le baccara se joue avec deux cartes dont l'assemblage forme le point; et si le banquier veut bien y consentir, il distribue une troisième carte qu'il donne découverte au tableau qui la demande. Après mûres réflexions, les malins en ont ajouté une quatrième, qu'ils tiennent cachée dans leur main gauche, et qu'ils arrivent à substituer à l'une de celles qui leur sont données régulièrement. (Id.)

4. Faire sauter la coupe, c'est faire passer aussi invisiblement que possible le paquet inférieur sur le supérieur. (ROBERT HOUDIN, *Les Tricheries des grecs*.)

l'escroquerie au fait de tromper au jeu en retirant certaines cartes et en les faisant rentrer, de manière à s'assurer le gain de la partie en détruisant l'égalité des chances pour se les rendre plus favorables. (Arras, 11 novembre 1890, *Gazette des Tribunaux*, 4 janvier 1891.)

Le fait par le banquier, au jeu de baccara, de substituer aux cartes fournies par l'administration, battues par le croupier et posées sur la table, des cartes préparées à l'avance de manière à lui assurer le gain des parties, constitue « une manœuvre frauduleuse, au sens de l'article 405, ayant pour but de persuader l'existence d'une fausse entreprise, c'est-à-dire d'une partie loyale alors que tout gain devenait impossible. Caen, 4 juin 1891. — (*Pandectes françaises*, 1892, II, 81.)

De même, a été qualifié escroquerie le fait de se servir de cartes marquées<sup>1</sup>, soit que le

1. Le *Figaro* relate une tricherie de ce genre qui fut découverte dans un grand cercle parisien.

C'était vers neuf heures, après dîner. Il y avait, comme d'ordinaire, beaucoup de monde autour de la table du Quinze.

Le Quinze est un jeu fort à la mode, où gagne celui des joueurs qui compte quinze par les points de ses cartes ou qui approche le plus de quinze. On s'y relance comme à la bouillotte, et on y joue très cher.

Il y avait peu de temps que la partie était commencée, quand une des personnes présentes crut s'apercevoir que dans le paquet composé de cinq à six jeux, il y avait des cartes marquées.

Le fait fut malheureusement constaté : tous les cinq et toutes les figures étaient marquées, et voici comment : aux quatre angles, il y avait une petite rugosité obtenue par une piqûre d'aiguille préalablement imbibée de gomme arabique. La même marque était faite au

joueur ait lui-même marqué les cartes, soit qu'il ait seulement commis la fraude et en ait profité. Dans l'un et l'autre cas, la tricherie à laquelle le joueur coopère et s'associe est un acte de participation directe au délit (Sirey, 1883, iv, 8, — Cassation Belge, 24 juin 1882).

Le fait de se faire indiquer<sup>1</sup> par un compère, à l'aide de signes conventionnels, le jeu de l'adversaire.

milieu des cinq, et se sentait parfaitement au toucher. On comprend l'importance qu'il y avait, pour la personne qui tenait les cartes, à savoir qu'elle avait donné, par exemple, un cinq et une *bûche* (c'est-à-dire une figure ou un dix) à son adversaire. Dans ce cas, elle se gardait bien de relancer. Quand elle n'avait pas donné de cartes marquées, elle pouvait au contraire doubler et augmenter le jeu dans de fortes proportions. (*Figaro*, mardi 12 février 1884.)

1. L'imagination reste parfois confondue devant les entreprises de ces gredins.

A Pensa, près de Moscou, des Russes, ayant perdu des sommes énormes dans un tripot, s'avisèrent qu'ils avaient eu affaire à des grecs et prévinrent la police. Le banquier fut arrêté, les scellés furent posés dans le local et une enquête fut commencée.

Les murs et les plafonds étaient garnis de papier peint représentant des étoiles, et, au plafond, des trous étaient percés de çà et de là au milieu de ces étoiles.

A l'étage supérieur, un homme couché sur le parquet pouvait voir toutes les cartes des joueurs, et, au moyen de signaux dont les fils couraient le long du plafond et des murs, il indiquait, par de légers coups appliqués sur la semelle de la chaussure du banquier, les cartes des adversaires de celui-ci.

En France, et non plus en Russie, quatre grecs ont exploité un tripot agencé d'une façon analogue et même plus ingénieuse.

Le système des signaux se composait aussi de fils, mais ils ne venaient pas du plafond, et ne conduisaient pas à la botte du banquier. Ils partaient d'une lame du parquet qui faisait pédale et venait mettre en mouvement, au moyen de l'électricité, un ressort placé dans le rembourrage de la chaise du banquier. Un des complices se tenait debout, le pied sur la lame du parquet, et donnait le jeu des pontes au banquier en appuyant légèrement sur la pédale.

Le ressort, s'élevant de bas en haut, venait frapper à travers l'étoffe sur la cuisse du banquier. (HOGIER-GRISON, *Le monde où l'on triche.*)

De même, commet le délit d'escroquerie, le joueur qui se sert de cartes préparées à l'avance<sup>1</sup>, de manière à amener en sa faveur une série de coups gagnants. « Il substitue ainsi des pratiques déloyales aux chances de hasard, fait naître chez les joueurs ainsi trompés l'espérance d'un événement chimérique, et obtient par ce moyen coupable la remise de fonds ou valeurs. » (Cassation 16 décembre 1882, — Sirey, 1884, II, 85.)

... le joueur qui fait arriver dans son jeu, grâce à sa dextérité manuelle, les cartes qui assurent le gain des parties, car « il fait naître chez les joueurs l'espérance d'un événement chimérique, celui du gain des parties dans lesquelles se trouvaient en réalité supprimées toutes les chances aléatoires qui constituent le jeu loyal. » (Cassat. 16 mars 1860, — Sirey, 1860, I, 921.)

... celui qui, au poker, dispose les cartes de façon à s'attribuer les cartes maîtresses, « puisqu'il fait illusion aux autres joueurs, excite leur confiance en leur prétendant l'existence d'une éventualité de gain à leur profit, et assure ainsi pour lui-même le succès de la supercherie

1. Dans bien des cercles, les cartes sont à la disposition des garçons de jeu ou même du caissier des prêts. Le valet qui est dans la combinaison s'empare de trois des paquets, les décachette et les arrange en séquence, c'est-à-dire que, les présentant dans l'ordre, c'est le banquier qui gagnera tous les coups et n'en perdra qu'un de temps en temps, fort rarement pour amorcer le ponté. (Cavaillé, *Filouteries du jeu.*)

finale: » (Rennes, 10 novembre 1892, — Sirey, 1893, II, 260.)

7. Quelle qualification faut-il appliquer au fait de retirer l'enjeu après la perte de la partie ? y a-t-il vol ou escroquerie ?

La Cour d'appel, confirmant le jugement du Tribunal de Chambéry, a répondu qu'il y avait vol, et cette solution a été approuvée par la Cour suprême.

« Nous n'hésitons pas à penser, dit M. E. Villey<sup>1</sup>, que cette question a été résolue conformément aux principes du droit. En réalité, c'est une pure question de droit civil. A qui appartient la propriété du billet déposé sur la table comme enjeu ? Si elle était acquise au gagnant, il y a là soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ; si elle ne lui était pas acquise, il n'y a qu'une action indélicate ne relevant pas de la justice pénale. Il faut rappeler les principes en matière de jeu et de pari. Aux termes de l'article 1965 Code civil, « la loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari » ; mais, aux termes de l'art. 1967 Code civ., « dans aucun cas le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, vol, supercherie ou escroquerie ». On emploie une locution inexacte quand on dit que la loi ne

1. Note sous Cassation (S. 1892, I, 501).

reconnaît pas les dettes de jeu ; s'il en était ainsi, et que l'obligation fût radicalement inexistante, il y aurait lieu à répétition de ce qui aurait été payé indûment. La vérité est seulement que la loi refuse de munir une semblable dette d'une action. Mais ce qu'il importe de retenir, c'est que le paiement librement effectué transporte au gagnant la propriété irrévocable de la chose donnée en paiement. Or, que fait le joueur qui dépose sur le tapis une certaine somme à titre d'enjeu ? Il fait un paiement anticipé et conditionnel : il se dessaisit dès maintenant de sa propriété pour le cas où le coup serait perdu par lui. C'est ce qu'enseignent d'une manière générale Aubry et Rau : « Lorsque les enjeux ont été mis sur la table et confiés à un tiers, le dépôt constitue un paiement anticipé, fait sous condition, et le gain de la partie attribue définitivement au gagnant la propriété de l'objet du perdant. Le gagnant aurait pour réclamer cet enjeu une action en restitution contre le perdant qui le retirerait après la partie ou contre le tiers dépositaire qui refuserait de le lui remettre. » Et la raison de cette décision est que le gagnant qui réclame la mise de l'enjeu n'exerce plus une action pour dette de jeu ; il fait simplement valoir un droit de propriété. (Aubry et Rau, tome iv, p. 578, § 38, texte et note 20.)

« C'est là d'ailleurs la seule interprétation utile qui puisse être donnée du dépôt des enjeux.

On disait, devant la Cour de Chambéry, que le dépôt de l'enjeu ne pouvait être considéré que comme une promesse de paiement ou comme un nantissement d'une nature particulière, et l'on ajoutait : si c'est une promesse de paiement, elle est nulle comme s'appliquant à une cause illicite ; si c'est un nantissement, il est nul dans la forme, comme n'ayant pas été fait suivant les prescriptions des articles 2073 et suivants. Qu'il y ait là autre chose qu'une simple promesse de payer, cela est évident, puisque le propriétaire s'est dessaisi de la chose. Quant à l'idée de nantissement, outre qu'elle est manifestement contraire à l'intention des parties, elle serait suffisamment repoussée par cette règle d'interprétation juridique que, « lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun. » C'est là une règle de bon sens d'une portée générale, et qui doit être appliquée à tous les *negotia juris*. »

8. Le caractère de l'opération inverse <sup>1</sup> n'est

1. Cette opération est désignée sous le nom de *poussette* ; le « philosophe » la pratique de différentes manières, selon qu'il a ou non la main. Il place à cet effet son enjeu à cheval sur la raie indicatrice qui sert à distinguer au baccara, ce qui constitue l'enjeu de chaque joueur, qui est placé en dehors de la ligne vers le milieu du tapis, de sa provision pour les parties suivantes, qui reste en dehors de la ligne dans sa case, et il examine la distribution des cartes.

S'il a la main et qu'il abatte neuf ou huit, il allonge ses cartes sur le tableau en rasant le tapis, afin que le bord de sa manche pousse

pas douteux : il y a escroquerie, et non vol, dans le fait d'augmenter le chiffre de l'enjeu lorsque le résultat de la partie est devenu certain. En effet, à l'aide d'une manœuvre (l'exposition de l'enjeu), le joueur persuade l'existence d'un crédit imaginaire ou fait naître l'espérance d'un événement chimérique (le gain de l'enjeu

en avant son enjeu, et que celui-ci aille des trois quarts ou compte même en entier, profitant ainsi de ce que les joueurs de son tableau sont attentifs à son annonce de points, et ne remarquent pas la manœuvre ou feignent de ne rien voir, dans leur propre intérêt.

Vient-il à avoir la main, à avoir cinq ou au-dessous, il se fait donner une carte, simule de la prendre pour en étaler ensuite trois sur la table avec une annonce facétieuse. C'est, en réalité, pour attirer sa pièce avec son bouton de manchette, de façon qu'elle ne porte plus que d'un quart sur la raie.

Il fait encore la poussette avec plusieurs louis qu'il met en tas en face de lui.

S'il voit que l'*ayant main* de son côté a bon point, il touche à son enjeu comme pour aligner les pièces et vérifier ce qu'il a mis, mais en réalité, c'est pour ajouter une autre pièce.

S'il voit au contraire que son tableau va perdre, il fait la même chose; mais, cette fois, il enlève une pièce, qu'il laisse glisser dans la manche de son habit ou dans sa manchette, pour la faire retomber ensuite dans une main qu'il a soin préalablement de mettre sur ses genoux, tout en ayant l'air de jeter un coup d'œil sur la galerie qui l'entoure.

Le billet de banque à cheval a sur le louis cet avantage qu'on n'a pas toujours besoin de le toucher pour en modifier la valeur.

Si le propriétaire de ce billet est certain de gagner, d'après les cartes qu'il a vues ou lorsque l'*ayant main* de son côté a abattu huit ou neuf, il s'accoude sur la table et, d'un léger souffle, le fait avancer des trois quarts ou en plein, au lieu de moitié qu'il allait.

Si, au contraire, il est certain de perdre ou à peu près, il remplace son billet par les pièces d'argent; mais il ne remet sur le tapis que la moitié de ce qu'il avait joué : 50 fr., si le billet était de 100 fr., ou 25 fr. si le billet était de 50 fr.

Ce billet de banque à cheval est aussi l'objet d'un second genre de poussette dite *muette*.

Le joueur place un billet de banque de 100 fr. à cheval et dit très bas : un louis au billet. Comme le croupier n'a pu l'entendre, si le

exposé), et se fait ensuite remettre partie de la fortune d'autrui.

Il en a été ainsi décidé par la Cour de cassation. Elle statuait, dans l'espèce, sur le fait « de ne mettre d'abord à la table de baccara qu'un enjeu minime qui ne dépassait pas 5 francs et de l'augmenter ensuite en laissant tomber subrepticement sur ladite table une ou deux pièces d'or après avoir reconnu, par la vue des cartes, que le coup était favorable ou gagné ». Et la Cour de cassation a déclaré que l'art. 405 s'appliquait : « Attendu que les manœuvres forment un tout indivisible avec le résultat qu'elles ont produit, et présentent les caractères de manœuvres frauduleuses spécifiées par l'art. 405 ; qu'en effet, elles ont pour but et pour effet de créer, au profit de X..., un titre apparent de

tableau gagne, il lui paie la moitié de son billet, qui est empochée sans scrupule. Si, au contraire, le tableau perd et que le croupier veuille prendre la moitié de son billet, il réclame à haute voix cette fois, et en appelle même au témoignage de ses voisins, qui n'osent pas attester le contraire, n'y ayant pas fait attention.

Une autre poussette, qui se rencontre fréquemment dans les cercles, même chez des personnes dont l'honorabilité n'a jamais été suspectée, c'est celle qui consiste à attendre pour faire son jeu que l'*ayant main* ait touché les cartes, qu'il en ait vu une, sinon le point entier. De cette façon, elles jouent beaucoup, si elles prévoient qu'elles ont des chances de gagner, peu dans le cas contraire.

Evidemment, ce fait ne peut se produire à chaque coup, car la même serait vite éventée, et, d'ailleurs, le traditionnel « Rien ne va plus » empêche la fréquence de cette tricherie. Mais que le croupier, occupé à empiler les jetons et pièces de la banque ou plutôt à passer les cartes du tableau opposé à celui qui a la main, retarde quelque peu cette annonce, les tricheurs ne manquent pas l'occasion de tenter le coup, pendant que le banquier taille et alors qu'il n'y prend garde de son côté. (X. LEROY, *Le monde des jeux*.)

créance et de persuader l'existence d'un événement chimérique, celui du gain des parties dans lesquelles n'avaient existé en réalité ni les chances aléatoires qui constituent le jeu loyal, ni l'égalité des enjeux » (Cassation, 16 décembre 1882, — Dalloz 83, 1, 439.)

9. Les règles relatives à la complicité sont applicables en matière de tricherie au jeu. Il faut donc comprendre, sous la désignation de complices, tous ceux qui participent et coopèrent sciemment « aux dites manœuvres, et profitent personnellement des bénéfices illégitimes qu'elles procurent à leurs auteurs », soit en usant d'un subterfuge pour dévoiler le jeu de l'adversaire, soit en préparant, sachant qu'elles doivent servir au jeu, les cartes marquées de signes qui les rendent aisément reconnaissables aux joueurs initiés, soit en aidant à substituer un jeu de cartes préparées à l'avance à celui dont les combinaisons sont dues au hasard seul.

## CHAPITRE III

### JEUX INCRIMINÉS PAR LA LOI PÉNALE

#### *Jeux de hasard*

10. Les jeux se classent en 3 catégories :

1° Jeux dont le résultat dépend du seul hasard ;

2° Jeux dans lesquels le hasard est contrebalancé par l'intelligence et l'adresse ;

3° Jeux dans lesquels l'intelligence et l'adresse participent exclusivement.

La loi pénale n'incrimine que les jeux de hasard.

Les jeux d'exercice, ceux qui ne sont pas fondés sur le pur hasard, et auxquels se mêlent des calculs et des combinaisons sont utiles, les uns à développer les forces physiques, les autres à exercer les forces intellectuelles ; ils offrent un délassement avantageux et quelquefois nécessaire. Ils ne sont pas dangereux, parce qu'ayant un attrait qui leur est propre, il n'est pas nécessaire de leur en créer un dans un prix excessif.

Le jeu de hasard, au contraire, n'exerce ni l'esprit ni le corps, est même peu propre à le délasser ; il a pour principe l'amour du gain.

« Ce motif, déjà peu honnête, lorsqu'il ne s'applique pas à des objets utiles, porte souvent à de tels excès, qu'il était impossible que des lois ne s'occupassent pas d'en tarir, au moins d'en contenir la source. »

11. Que faut-il entendre par jeux de hasard?

La loi ne les définit pas.

En doctrine, deux théories :

L'une déclare que les jeux de hasard sont ceux où le hasard seul *préside*.

L'autre affirme que les jeux de hasard sont ceux où le hasard *prédomine* sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence.

La première théorie est en apparence plus simple. Elle est soutenue par MM. Chauveau et Faustin Hélie. M. Garraud en est partisan et formule contre la seconde certaines critiques. « Ce criterium, dit-il, me paraît moins sûr que le premier, car il laisse un trop large pouvoir d'appréciation aux tribunaux. »

Cet argument est inexact; dans les deux systèmes, le juge devra se livrer à un travail d'appréciation des circonstances de fait particulières à chaque jeu.

A quoi M. Garraud répond : « S'il est facile de reconnaître les jeux auxquels le hasard préside exclusivement, la question de savoir si, dans tel cas déterminé, la chance pure ou l'habileté du joueur est prédominante, est d'une application délicate, et nécessite une connaissance

approfondie des règles particulières à chaque jeu. »

Mais, pour prouver l'existence exclusive du hasard, ne faut-il pas user d'un expédient, démontrer que l'activité de l'homme n'a eu aucune part pour produire le résultat final, qui doit donner lieu à un gain ou à une perte?

La même difficulté existe donc dans les deux cas. Il faut savoir dans quelle proportion ces deux causes, la volonté de l'homme et le fortuit ont agi ; car ils ont pu agir à des degrés différents, et même l'un à l'exclusion de l'autre, et cette recherche délicate devra être faite dans chaque cas particulier, même si l'on ne considérerait comme punissables que les jeux de pur hasard.

M. Garraud ajoute : « Le Code pénal ne définit pas les jeux de hasard. Pour savoir ce qu'il entend par là, il faut remonter aux précédents. La loi romaine ne reconnaissait que deux sortes de jeux : elle n'autorisait que ceux qui consistaient dans les exercices du corps ; tous les autres étaient prohibés. *Ex aliis ubi pro virtute certamen non fit, non licet.*

« Dans notre ancien droit, seuls les jeux de hasard étaient prohibés ; mais on tolérait les jeux d'adresse, les jeux dits de *commerce*. Le Code pénal a conservé cette distinction, ce qu'il interdit, c'est la tenue des jeux de hasard, c'est-à-dire des jeux où le hasard amène seul le

résultat. Quel est, en effet, le jeu où le hasard n'a pas sa place, où le succès est dû exclusivement à l'habileté, à l'adresse, à la force des joueurs ? Il n'y a donc place que pour deux thèses : celle qui considère tous les jeux comme illicites, celle qui restreint la prohibition aux jeux dont le résultat dépend absolument et exclusivement du hasard. »

L'argumentation est erronée.

A Rome, la prohibition était générale et absolue. A part cinq jeux d'exercices, tous les autres étaient défendus, même s'ils tenaient à l'adresse et à l'exercice du corps.

Dans l'ancien droit, la désignation « jeux de hasard » comprenait tous les jeux prohibés, même les jeux d'adresse tels que palets, quilles, billes, boules : « *tous autres telz jeux<sup>1</sup> qui ne chéent point à exercer ne habiliter nos diz subgez à fait et usaige d'armes, à la deffense de notre dit royaume.* »

Enfin, MM. Chauveau et Faustin Hélie font observer que la seconde interprétation est contraire aux principes stricts du Code pénal.

On réfute cette objection par un argument tiré des travaux préparatoires.

Il résulte des travaux préparatoires que le Code pénal se rattache essentiellement au Code civil ; il en est la suite nécessaire et le complé-

1. Ordonnance du 3 avril 1369.

ment, et, pour sa confection, on s'est référé à la lettre et à l'esprit du Code civil, qui a servi de guide dans les matières correspondantes.

« La loi civile, dit Louvet, manquerait de sa première et plus forte sanction, si, à côté d'elle, il n'existait pas une loi pénale capable d'en prévenir ou, du moins, d'en punir les violations.

« Et c'est ainsi qu'au Code Napoléon, dont le grand et principal objet est de régler les principes et les droits de la propriété, se rattache essentiellement le projet de loi que j'ai l'honneur de vous soumettre. »

Or, en matière de jeu, il est probable que le législateur du Code pénal s'est servi de la distinction établie par le Code civil.

Il aura compris, comme l'a fait depuis Troplong sous l'article 1966, « parmi les jeux qui tiennent à l'exercice du corps », même les jeux qui tiennent à l'exercice de l'intelligence.

Les autres jeux, dépourvus d'action, ont été désignés sous la dénomination de jeux de hasard, avec la signification primitive de jeux prohibés.

Le second système, à notre avis, est plus rationnel. Si l'on devait exclure de la répression, conclut Frèrejouan<sup>1</sup>, les jeux auxquels participe, même dans la plus faible mesure, l'expérience

1. FRÈREJOUAN, *Jeu et pari*, p. 124

personnelle du joueur, presque tous devraient être tolérés et, parmi eux, les plus dangereux. Les combinaisons de l'intelligence trouvent leur place dans le baccara même, considéré cependant comme le type des jeux de hasard au point de vue qui nous occupe.

« Il y a d'abord, dit M. Villey <sup>1</sup>, un certain calcul de probabilités très difficile et fort problématique suivant la nature des cartes déjà sorties.

« Il y a ensuite un calcul de probabilités beaucoup plus positif, et très nécessaire pour savoir à quel point il est convenable de s'en tenir à son jeu, à quel point d'aller aux cartes. Qu'un joueur s'imagine d'aller aux cartes avec le point 6 par exemple, il perdra neuf fois sur dix, parce que, les dix ne comptant pas, il aura presque toujours un point inférieur.

« Il y a enfin, et surtout pour le banquier du moins, une opération intellectuelle. Le banquier n'arrive à son jeu qu'après avoir interrogé les pontes des deux tableaux et leur avoir donné des cartes, s'il y a lieu. Or, les cartes distribuées (elles sont toujours abattues sur la table) ont dû avoir une grande influence sur sa décision. Quelques exemples vont le démontrer. S'il a donné un 10, il sait que le jeu de son adversaire n'est pas modifié,

1. Note sous Cassation (Sirey, 1881, iv, 25).

les 10 ne comptant pas, mais que son adversaire a mauvais jeu en main, attendu que, les 10 ne comptant pas, il faudrait qu'il n'eût aucun point en main pour que le neuf fût bon, ou qu'il n'eût qu'un seul point pour que le 8 fût bon. Au contraire, s'il a donné un 4 ou un 5, il y a de grandes chances pour que le jeu de l'adversaire soit très beau. S'il a donné un 1, ce jeu ne doit pas dépasser 5 ou 6 tout au plus; souvent, il sera très inférieur. Si le banquier a donné une bonne carte à un tableau, une mauvaise à l'autre, voici un autre élément de calcul. Quel côté l'intéresse le plus, et jusqu'à quel point cet intérêt est-il modifié par les chances qu'il a contre l'autre côté ? »

La jurisprudence adopte la seconde opinion, et considère comme jeux de hasard tous ceux dans lesquels la chance prédomine sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence.

12. Elle a qualifié « jeux de hasard » :

Le cocangé (Cass. 14 fév. 1823. D. Rap. v<sup>o</sup> *Jeu*, n<sup>o</sup> 47) ;

La bouillotte <sup>1</sup> (Rennes, 30 mai 1839. S., 1845, II, 546) ;

1. La bouillotte se joue à quatre avec un jeu de piquet duquel on a retiré les 7, les 10 et les valets.

On distribue trois cartes, une par une, à chaque joueur en commençant par la droite.

La retourne sert à augmenter le point de celui qui en a la couleur. On ne peut entrer au jeu sans avoir une masse dont le maximum est fixé.

La mise est généralement du dixième de ce maximum, mais les

Les douze-points (Paris, 10 mai 1844, — P. 1844, II, 357, — P. ch.);

Le jeu de roulure (Nîmes, 20 nov. 1861, — *Annales des justices de paix*, — Dictionnaire, page 55);

Le chemin de fer<sup>1</sup> (Aix, 1<sup>er</sup> mai 1861, — Dalloz, 1851, v, 275);

Le Vendôme (même arrêt);

Le crache-cadet (Cass., 25 mars 1882, — Sirey, 84, I, 354);

Le jeu des quatre nations, dans lequel les

joueurs peuvent se relancer et même faire leur reste, c'est-à-dire tout l'argent qu'ils ont devant eux.

Lorsque tous les joueurs ont parlé, si deux ou plusieurs joueurs s'engagent, chaque joueur découvre son jeu, et les tenants cherchent, dans le jeu des autres, de quoi augmenter le leur; celui qui a le plus de cartes de la même couleur ou les plus fortes en points a gagné. En cas de concurrence, c'est le premier en cartes qui est déclaré gagnant.

L'as l'emporte sur le roi, le brelan l'emporte sur le point; mais dans la plupart des tripots, le brelan ne compte pas.

Si le premier engagé n'entre pas de son reste, le second a le droit de relancer.

A trois engagés, le deuxième a toujours le droit de relancer, mais il peut passer parole au troisième, dont la décision fait loi.

Tout joueur relancé peut relancer de nouveau jusqu'à concurrence de la somme qu'il a devant lui.

Le joueur relancé qui n'accepte pas la relance est obligé de payer une somme égale à son engagement.

On ne peut se retirer du jeu que lorsqu'on a quintuplé le minimum de sa masse d'entrée. (Cavailhé.)

1. Au baccara, « chemin de fer », on se sert généralement d'un sixain. Les cartes, mêlées préalablement, sont placées au milieu du tapis, et on tire au sort celui qui prendra la main le premier.

Le joueur qui commence la partie fait couper par son voisin de gauche et le croupier lui donne une poignée de cartes prises sur le dessus du paquet. Le voilà banquier, tandis que les autres joueurs sont des pontes. Il met devant lui la somme qu'il veut risquer, et le ponte qui lui tient cette somme dit : banco, en mettant son enjeu sur

chances des parieurs ne dépendent nullement des combinaisons de leur intelligence (Paris, 14 juin 1890, — *Gazette du Palais*, 1890, II, *Suppl.*, 26);

Le jeu des petits chevaux<sup>1</sup> (Paris, 14 décembre 1892, — *Gazette du Palais*, table 1892-1897);

le tapis. Le premier joueur à la droite est primé pour tenir le banco et, à défaut, le ou les joueurs suivants.

Le banquier donne, sans les découvrir, deux cartes au ponté, et il en prend deux pour lui-même dans l'ordre suivant :

- 1<sup>re</sup> carte au ponté,
- 2<sup>e</sup> carte au banquier,
- 3<sup>e</sup> carte au ponté,
- 4<sup>e</sup> carte au banquier.

Cela fait, le banquier regarde son point, et, s'il a neuf, le plus beau point de baccara, il abat son jeu, c'est-à-dire qu'il découvre ses deux cartes en disant: j'ai neuf.

En ce cas, le ponté est obligé également de découvrir son jeu, et il a perdu s'il n'a pas le point neuf. S'il a neuf, les points du ponté et du banquier étant égaux, le coup est à recommencer avec les cartes suivantes.

Si le banquier a le point huit, il doit encore abattre son jeu et le ponté, qui par suite est forcé de découvrir le sien, ne peut gagner que s'il a neuf.

A partir du point sept, le banquier n'a point le droit d'abattre, et doit demander au ponté s'il veut demander une troisième carte.

Le ponté regarde son jeu sans le découvrir; s'il a huit ou neuf, il abat et conséquemment a gagné d'autorité. S'il a un point inférieur à huit ou neuf, il est libre de refuser ou d'accepter une troisième carte offerte par le banquier.

De son côté, le banquier peut, si le ponté n'abat pas, tirer une troisième carte. (CAVAILHÉ.)

1. La table de jeu est carrée, et présente à sa surface huit rainures circulaires, distantes de 1 décimètre l'une de l'autre, et dans lesquelles tournent dans le même sens huit petits chevaux en carton ou en métal peint, numérotés 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8. Ces petits chevaux sont fixés sur des tiges de fer verticales formant, à d'inégales profondeurs dans la table, équerre avec leurs tiges horizontales que supporte un arbre en fonte, et à l'extrémité desquelles se trouve un contrepoids faisant équilibre. Ces huit branches sont lancées au moyen d'une autre équerre qui se trouve reliée au bas de l'arbre par un engrenage, et dont la

Le jeu de sept, variété du jeu de dés, jeu essentiellement de hasard avec enjeux placés sur cases numérotées. (Paris, 14 décembre 1892, — *Gazette du Palais*, table 1892-1897.)

La poule européenne<sup>1</sup>, qui, par son mécanisme et son perfectionnement, constitue, non un jeu de précision et d'adresse, mais bien un jeu de hasard susceptible de plusieurs combinaisons analogues à celles auxquelles se prête la roulette<sup>2</sup>. (Cassation, 14 février 1896, — *Pandectes françaises*, 1897, 1, 122.)

poignée fait saillie sur la table ou sur un côté de la table. Les petits chevaux, après avoir fait plusieurs tours autour du centre, s'arrêtent à des distances plus ou moins éloignées d'un point appelé but. Le cheval qui arrive le plus près du but, sans toutefois le dépasser même de la longueur d'un nez, est réputé gagnant. (X. LEROY, *Le monde des jeux*.)

1. Ce jeu se pratique au moyen de deux longues tablettes. L'une est recouverte de drap vert, l'autre, portant dans toute sa longueur des numéros dont le 6 est au milieu, est terminée par une gorge élevée de quelques centimètres au-dessus de la surface pleine de la tablette. Le joueur pose une espèce de petite bille de billard dans l'une des gorges, la lâche ou la lance par un coup de doigt imperceptible; elle glisse sur la gorge qui la renvoie, et finit par s'arrêter sur tel ou tel numéro. (*Journal Le Droit*, 16 juin 1894.)

2. A droite et à gauche d'une grande table sont inscrits alternativement en rouge et en noir, sur le tapis, 36 numéros depuis 0 jusqu'à 36. Ils sont placés en 3 colonnes.

Des lignes séparent ces nombres l'un de l'autre; au-dessus des numéros se trouve le zéro rouge et le zéro noir; dans les parties latérales sont tracées 3 cases marquées ainsi: d'un côté, impair, manque, rouge, et de l'autre, pair, passe, noir.

Au milieu de la table est un cylindre surmonté d'un moulinet, que fait tourner le banquier ou tailleur qui a les fonds ou qui dirige le jeu. La partie supérieure du cylindre porte un espèce de plateau qui présente les 36 numéros, le zéro et le double zéro mélangés et inscrits dans de petites cases où va retomber, en s'amortissant, une boule d'ivoire que le banquier a lancée dans la partie supérieure du cylindre, en même temps qu'il la fait tourner.

Le numéro de la case où s'arrête la boule est le numéro gagnant

Le baccara<sup>1</sup>. (Tribunal d'Aurillac, 25 décembre 1899. — *Pandectes françaises*, 1900, II, 235.)

13. Au contraire, n'ont pas été considérés comme jeux du hasard :

La bête ombrée (Trib. Chaumont, 27 mai 1826, — D. *Rép.*, v° *Jeu*, n° 71) ;

L'écarté<sup>2</sup>, jeu mixte mélangé de chances

qui détermine le sort des joueurs. Si le numéro sur lequel la boule s'est arrêtée est le 5, par exemple, qui est rouge, tous les joueurs qui ont placé leur argent sur le numéro 5 ou sur la couleur rouge, ou bien encore sur l'impair et sur la marque, ont gagné ; les autres ont perdu. (Van TENAC, *Académie des jeux*.)

1. La partie s'engage, au moyen de trois jeux de cinquante-deux cartes mêlées ensemble, entre un banquier et deux groupes de parieurs ou pontes, le premier placé à la droite du banquier, le second à sa gauche. Les pontes du même groupe prennent part au jeu par l'intermédiaire de l'un d'eux, lequel tient les cartes et joue au nom et pour le compte de tous. Chaque groupe joue d'une manière indépendante de l'autre groupe. Les enjeux étant faits, le banquier donne deux cartes à chacun des groupes et à lui-même. Si le banquier ou le ponte a le point 9 ou 8, tous les jeux sont abattus d'autorité. Si, au contraire, ni le banquier ni le ponte n'a le point 9 ou 8, chacun a le choix de prendre une troisième carte ou de s'en tenir à son jeu. Celui qui a le point le plus élevé gagne le coup. (E. VILLEY, note sous cassation, 1<sup>er</sup> décembre 1879, — Sirey, 1881. IV, 25.)

2. L'écarté se joue à deux personnes avec un jeu de trente-deux cartes. Chacun des joueurs a d'ordinaire un jeu avec lequel il *donne* à son tour.

La partie se joue en 5 ou 7 points, suivant que cela est convenu. On peut jouer en 5 ou 7 points *secs*, c'est-à-dire que celui qui fait ce nombre de points a définitivement gagné la partie ; ou bien on joue en partie liée, en sorte qu'il faut deux parties de cinq ou de sept points pour avoir gagné.

Les points que l'on fait à l'écarté sont les suivants : 1 point quand l'un des joueurs fait une ou plusieurs levées de plus que son adversaire ; 2 points quand il fait toutes les levées (ce coup s'appelle la *vole*) ; 1 point quand l'un des joueurs a le roi d'atout dans son jeu, 1 en plus s'il retourne un roi à la onzième carte. — Voici l'ordre dans lequel se range la valeur des cartes : le roi, qui est la plus forte carte ; viennent ensuite la dame, le valet, l'as, le 10 jusqu'au 7, qui est la carte la plus basse. (DUMESNIL, *Académie des jeux*.)

fortuites et de combinaisons intellectuelles; ces dernières dominant même le hasard et finissent par en triompher (Bordeaux, 18 avril 1844 — S. 1845, 2, 546. — Pau, 2 mai 1861, S. 1861, II, 424. — Cass., 31 juillet 1863, S. 1863, I, 551);

Le besigue (Cassation, 2 avril 1883, *Bull. cass. crim.*, n° 122);

Les quilles (Cass., 26 mai 1855, — S., 1855, I, 640);

Le piquet (Cass., 8 janvier 1857, D. 1857, I, 78);

La mouche, qui exige de la part des joueurs de l'habileté et certaines combinaisons (Cass., 18 février 1858, — S. 1858, I, 415; D. 1858, v. 219);

Le billard, dit « jeu de la poule », jeu dans lequel l'adresse se combine avec le hasard (Cass., 9 novembre 1861, — S. 1862, I, 326; D. 1861, v. 274);

Le jeu de quinze<sup>1</sup> (Bordeaux, 1<sup>er</sup> octobre 1861, — D., 1861, v. 274);

1. Le jeu de quinze offre avec la bouillotte beaucoup d'analogie, et tire son nom de ce que le gagnant est celui dont les points approchent le plus de 15 sans dépasser ce nombre. Les joueurs peuvent être 3-4-5-6. On prend deux jeux de 52 cartes dont on sépare les rouges (cœurs et carreaux) et les noires (piques et trèfles). On joue soit avec l'un des deux jeux ainsi formés, seul, soit avec le jeu rouge et le jeu noir alternativement. L'as vaut un point, le 2 deux points, le 3 trois points, les figures chacune 10 points. On tire les places au sort de la façon suivante: ayant réuni les 3-4-5-6 cartes les plus fortes, selon le nombre des joueurs, on les mêle; chacun en prend une, et tous se placent dans l'ordre de ces cartes, celui qui a la *donne*, à la droite du roi, celui qui a le valet, à la droite de la dame, etc. On est convenu par avance que celui qui aurait telle de ces cartes, le valet par exemple, ferait la *donne*. Ces préparatifs terminés, chaque

Le jeu du cardinal, dans lequel le gain de la partie n'est pas entièrement indépendant de l'habileté des joueurs. (St-Étienne, 21 novembre 1892, — *Gaz. Pal.*, Table 1892-1897);

Le jeu de billard, dit le national <sup>1</sup>, dans lequel, pour réussir, il faut savoir calculer à

joueur *se cave*, c'est-à-dire place devant lui la somme totale qu'il consent à risquer, puis met au jeu l'enjeu convenu. Le donneur, après avoir battu et fait couper, distribue à chaque joueur, en commençant par son voisin de droite et en terminant par lui-même, une carte qu'il prend en dessous du jeu et non comme aux autres jeux, en dessus. Le voisin de droite, puis les suivants disent, d'après les cartes, s'ils passent ou s'ils voient simplement le jeu, ou s'ils proposent une somme quelconque en sus des enjeux réunis, le tout comme à la bouillotte. Comme à la bouillotte, le premier qui propose peut être relancé par un autre, le relancer à son tour, etc. Lorsque tout le monde a parlé, le *tenant*, en commençant le plus près du donneur à droite, peut demander une carte, puis une seconde, puis une troisième, suivant son jeu et son inspiration. Celui qui vient après fait de même jusqu'au dernier. Chacun annonce ensuite son point. Celui qui a plus de 15 *crève*, celui qui a 15 ou le plus près de 15 gagne ou ramasse les enjeux. En cas d'égalité, c'est le plus près à droite du donneur qui gagne. Si tout le monde passe, on jette les cartes distribuées; on ajoute une nouvelle mise à la première, et le donneur fait une seconde distribution, sans mêler ni faire couper à nouveau. (*Grande Encyclopédie*, voir jeu de quinze.)

1. Le national consiste en un système d'appareils se plaçant sur un billard dont il occupe à peu près le quart. L'appareil est mis sur un plancher divisé par carrés, auxquels la bille a accès par des pentes inclinées.

Chacun de ces carrés porte le nom de France, Russie, Belgique, Angleterre, et se trouve exactement placé dans l'entre-croisement des tringles à un endroit où est adapté un drapeau aux couleurs de la nation.

Deux boules en ivoire sont placées sur le billard: une est à la disposition du banquier et l'autre à celle du joueur; tous les deux le placent à leur volonté. Le joueur, après avoir fait hisser le drapeau qu'il désire atteindre, se place à l'extrémité du billard, d'où il pousse sa boule, au moyen d'une queue, de manière à frapper celle du banquier et à la faire revenir sur le jeu après avoir touché une ou deux bandes. Les joueurs qui ont placé leurs mises sur le drapeau corres-

l'avance et prévoir les effets qu'on se propose d'obtenir (Aix, 25 mai 1892, — S., 1893, II, 19);

Le jeu de billard, lorsque aucun élément étranger ne s'y mêle. (Cass., 23 juillet 1898, — D., 1900, I, 305.)

14. Il appartient aux juges du fond de constater souverainement les faits qu'ils ont à apprécier. La Cour de cassation a compétence pour contrôler les conséquences légales que le juge du fond tire de ces faits, et pour rechercher si, des faits spécifiés par lui, le juge du fond a juridiquement déduit le caractère véritable du jeu.

Par application de ce principe, lorsque le juge du fond a décrit le jeu, ou lorsque les règles du jeu sont connues et certaines, la Cour de cassation décide si le jeu a le caractère que lui prête la poursuite.

Il est donc nécessaire que les Tribunaux et les Cours d'appel ayant à se prononcer sur les caractères d'un jeu que la poursuite qualifie « jeu de hasard », indiquent, avec précision et de manière à écarter toute équivoque, les éléments dont le jeu se compose, afin que la Cour de cassation puisse ultérieurement exercer

pendant à la case où la boule s'est arrêtée reçoivent 2-3-4 ou 5 fois la mise, selon que le drapeau porte ces numéros; si la boule a fait relever le drapeau qui a été abaissé sur l'ordre du joueur qui pousse les billes, lui seul reçoit en outre la moitié de sa mise. (FRÈREJOUAN, *Jeu et Pari*, p. 127).

son contrôle. Et il n'est pas moins évident que, pour écarter toute prévention, les juges du fond ne peuvent se contenter de déclarer qu'il n'est pas certain que le hasard prédomine sur l'adresse et sur les combinaisons de l'intelligence ; ils doivent affirmer, pour condamner, la prédominance du hasard et, pour acquitter, la prédominance de l'adresse.

Ainsi la Cour de cassation a cassé un arrêt qui manquait de précision à ces deux points de vue. « Il indiquait incomplètement les éléments de fait du jeu qu'il devait constater, et se contentait, pour justifier la relaxe, d'une solution dubitative ». (Cass. 24 juillet 1891, — Dalloz, 1892, I, 38).

---

## CHAPITRE IV

### DE LA TENUE DES JEUX DE HASARD

15. Certaines législations étrangères punissent les joueurs ; la loi pénale française ne punit que ceux qui facilitent aux joueurs les moyens de satisfaire leur passion.

A cet égard, elle distingue ceux qui organisent des jeux de hasard sur la voie publique et ceux qui tiennent des maisons de jeu.

Dans le premier cas, il y a contravention ; dans le second, il y a délit.

Cette différence se conçoit aisément. Dans le premier cas, le jeu de hasard, établi sur la voie publique, ne peut avoir qu'un caractère éphémère et passager, et ne saurait échapper aux investigations et à la surveillance de la police. Dans le second, au contraire, on se trouve en présence d'une organisation d'autant plus périlleuse, qu'elle est le plus souvent clandestine, et qu'elle peut même avoir un certain caractère de permanence.

SECTION I<sup>re</sup>

Tenue des jeux de hasard sur la voie publique

§ I<sup>er</sup>. — *Contravention*

16. Sont passibles d'une contravention « ceux qui auront établi ou tenu, dans les rues, chemins, places, lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ». (Article 475 C. p.)

1. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS DE LA CONTRAVENTION

17. La réunion de trois éléments constitue la contravention. Il faut : 1° avoir « établi ou tenu », des jeux ; 2° il faut que ces jeux soient « jeux de hasard » ; 3° qu'ils aient été établis ou tenus dans les « rues, chemins, places, lieux publics ».

18. 1° Il faut, dit la loi, *avoir établi* ou *tenu*.

La loi n'atteint pas ceux qui prennent part au jeu sans l'établir ou le tenir ; elle atteint ceux qui l'établissent ou le tiennent sans y prendre part.

Que signifient ces expressions *avoir établi* ou *tenu* ?

*Établir*, c'est mettre à la disposition du public les instruments de jeu et l'installation nécessaires pour engager une partie : table, tapis, tente, etc.

*Tenir* un jeu, c'est recevoir en dépôt les enjeux exposés par les joueurs, faire les fonctions de banquier.

Généralement, le maître du jeu, celui qui établit le jeu, détient les enjeux. Il arrive parfois qu'il prépose à cet office un de ses affiliés. La loi n'aurait pu atteindre ce dernier comme complice, car la complicité n'est pas punissable en matière de contravention. Aussi, la loi a désigné expressément le fait d'établir ou le fait de tenir.

Pour que la contravention existe, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu aucun préposé au jeu<sup>1</sup>, ni que celui qui « établit » ou qui « tient le jeu » perçoive un émolument sur les enjeux ou sur les instruments du jeu.

L'habitude n'est pas exigée; l'article 475 vise des faits accidentels. (Aurillac, 25 novembre 1899, — *Pandectes françaises*, 1900, II, 234.)

La peine serait également encourue, alors même que le contrevenant aurait eu pour objet de fournir une somme à un malheureux, de donner un secours aux victimes d'un accident.

19. 2° Il faut que ces jeux soient *jeux de hasard*. (Voir *supra*.)

20. 3° Il faut que le jeu ait été établi ou tenu dans les *rues, chemins, places ou autres lieux publics*.

Il ne faut pas s'attacher à la lettre du texte ;

1. Cass., 25 mars 1882 (Sirey, 1884, I, 354).

il faut comprendre par cette expression, « *rues, chemins, places ou autres lieux publics* », les lieux ouverts au public, dans lesquels il a libre accès pour y circuler ou s'y promener. Ainsi, la Cour de cassation considère comme lieu public « un terrain confinant à la voie publique et n'en étant séparé par aucune barrière, et ouvert à toute heure à la circulation publique sans autorisation et sans conditions ». (Cass., 25 mars 1882, — Dalloz, 1883, I, 48.)

En conséquence, doivent être assimilés aux « *rues, chemins, places ou lieux publics* » :

Les auberges, cafés, cabarets, hôtels ;

Les casernes ;

Les cabinets de lecture ;

Les voitures publiques ;

Les wagons de chemins de fer et autres dépendances d'une gare où le public est admis ;

Les casinos ;

Les salles de concert ;

Les bals publics ;

La pelouse d'un hippodrome, où le public est admis librement ou moyennant une rétribution. (Tribunal correctionnel de la Seine, 9 mai 1887, — Dalloz, 1888, I, 185.)

La publicité d'un lieu est une circonstance de fait que les juges peuvent et doivent constater.

Il a été jugé qu'il fallait déclarer lieu public :

Une salle dépendant d'un café où le cafetier laisse jouer à un jeu de hasard ;

Un terrain privé bordant la voie publique, où, par suite de la tolérance du propriétaire, le public est admis.

## II. — COMPÉTENCE

21. Les tribunaux de simple police connaissent des infractions à l'article 475.

## III. — PÉNALITÉS

22. L'article 475 dispose que les contrevenants « seront punis d'amende depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement ».

Et l'article 477 ajoute la confiscation : « Seront saisis et confisqués les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries établies dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs dans le cas de l'article 476. »

Cet article contient une double erreur.

D'une part, l'article 477 se réfère nécessairement à l'article 475, qui prévoit cette contravention dans son n° 5, et non à l'article 476, qui y est entièrement étranger. (Cass., 14 décembre 1832. — Sirey. 1833, I, 510.)

D'autre part, en appliquant aux cas prévus par l'article 475 le principe de la confiscation, l'article 477 n'indique que les jeux de hasard

tenus dans les rues, chemins, places ou *voies publiques*. Néanmoins, il se réfère, par son texte comme par son esprit, aux dispositions de l'article 475, qui le précède, et rend cette pénalité applicable à tous les cas de contravention énumérés au § 5 de cet article, donc non seulement aux jeux de hasard établis sur la *voie publique*, mais encore à ceux établis dans les lieux publics, tels que cafés, cabarets et autres lieux de même nature.

A été réformé par la Cour de cassation un jugement déclarant un sieur C. B. coupable d'avoir établi dans son cabaret un jeu de hasard, et refusant de prononcer la confiscation des objets saisis dans les termes de l'article 477.

La confiscation doit être prononcée dans tous les cas ; elle n'est pas une amende et ne peut être assimilée à une amende.

En effet, c'est une peine spéciale qui provient du caractère particulier de la contravention, et qui s'y trouve inséparablement attachée dans un but d'intérêt général et d'ordre public.

Le droit accordé au juge qui en est saisi de modérer l'amende lorsqu'il reconnaît et déclare l'existence de circonstances atténuantes, n'implique nullement celui de ne pas ordonner la confiscation des objets placés par la saisie sous la main de justice, « puisque le législateur l'a prescrite afin d'empêcher le renouvellement du fait dont elle est la conséquence ».

Un arrêt de la Cour suprême a cassé un jugement du Tribunal de police admettant une prévention de tenue de jeux de hasard sur la voie publique, et s'abstenant, à raison des circonstances atténuantes, de prononcer la confiscation des appareils et enjeux, laquelle est impérativement prescrite. (Cassation, 7 juillet 1854, — Sirey, 1854, I, 741 ; Dalloz, 1851, v, 266.)

La jurisprudence a même décidé que la confiscation s'étend aux tables qui n'étaient qu'accidentellement occupées par le prévenu dans un café où il s'était installé et qui, scellées au parquet, étaient manifestement la propriété du maître de l'établissement, resté étranger à la tenue du jeu. (Cass., 25 février 1893 ; — Dalloz, 1894, I, 312.)

Cette décision est absolument justifiée par les termes des articles 477 et 11 du Code pénal. Non seulement l'article 477 ordonne, sans aucune distinction et sans se préoccuper de savoir si le fait était habituel ou accidentel, la saisie et la confiscation des tables ayant servi aux jeux proscrits par l'article 475 ; mais la différence que l'article 11 établit entre le corps du délit, qui ne peut être confisqué qu'autant que la propriété en appartient au condamné, et les choses qui ont servi à commettre le délit, montre bien que, dans le cas prévu par les articles 475 et 477, la saisie et la confiscation doivent englober même les tables appartenant aux

maîtres de l'établissement dans lequel le jeu prohibé a été installé, encore qu'il n'y ait pris aucune part.

#### IV. — RÉCIDIVE

23. En cas de récidive, les délinquants sont punis d'une amende de 16 à 200 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois.

De plus, ils sont traduits devant le tribunal de police correctionnelle.

#### § II. — Délit

24. La loi du 17 mai 1885 punit des peines édictées contre le vagabondage « tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice des jeux illicites ». (Article 4 *in fine*.)

##### I. — ÉLÉMENTS DU DÉLIT

Pour constituer ce délit, il faut la réunion de plusieurs éléments. Il faut :

26. 1° Avoir *pratiqué* ou *facilité* le jeu sur la voie publique.

A la différence de l'article 475, qui frappe exclusivement ceux qui facilitent le jeu, la loi de 1885 frappe et ceux qui facilitent et ceux qui pratiquent le jeu : elle ne distingue pas, car elle a pour objet de réprimer le fait de vivre du jeu.

27. 2° Avoir pratiqué ou facilité des jeux « *illicites* ».

L'expression « jeux illicites » désigne, non seulement les jeux qui en eux-mêmes constituent un délit, tels que le jeu de bonneteau, et les jeux qualifiés « jeux de hasard », mais encore les jeux prohibés par les règlements administratifs.

L'article 475 eût été inapplicable à ces derniers jeux. Il a été jugé que le fait d'un cafetier d'avoir laissé jouer de l'argent à un jeu de cartes dans son établissement, peut bien être poursuivi comme contravention à un règlement de police qui le prohibe, mais non comme constitutif de la contravention de tenue de jeu de hasard, punie d'amende et de la confiscation par les articles 475 et 477 du Code pénal.

28. 3° Les avoir pratiqués et facilités « *habituellement* ».

Un fait isolé ne suffirait pas à constituer le délit spécial de la loi de 1885. Comme l'usure, ce délit est un délit d'habitude.

Il appartient aux juges d'apprécier les faits et de décider souverainement s'ils constituent ou non un délit.

29. 4° Les avoir pratiqués et facilités sur « *la voie publique* ».

Le commentateur de la loi interprète *voie publique* dans le sens de dépendance de la voie publique, de façon à atteindre certains cheva-

liers d'industrie, tels que les bookmakers, qui exercent leur métier sur les champs de courses, et les bonneteurs qui pratiquent leur industrie, au retour des courses, dans les trains ramenant vers Paris les amateurs de sport.

Le texte ne comporte pas une telle extension ; les mots « *voie publique* » doivent être entendus dans un sens plus restreint que ceux de « *lieu public* ».

Il a été jugé qu'il ne faut pas considérer comme « *voie publique* » :

La pelouse d'un hippodrome ;

Un wagon, car le public n'est pas admis à y pénétrer librement et sans contrôle ; il est même obligé, pour en avoir le droit, de verser une certaine somme d'argent.

30. Frèrejouan exige une cinquième condition : il faut que le jeu constitue l'unique ressource de ceux qui le pratiquent ou le facilitent.

Cette opinion doit être rejetée. La loi dit « habituellement » et non d'une manière absolue, à l'exclusion de toute autre profession ; car, à part la profession de souteneur qu'ils cumulent le plus souvent avec celle de bonneteur et que la loi a voulu justement réprimer en les soumettant toutes les deux aux mêmes dispositions pénales, ces individus peuvent exercer de temps en temps des professions comme celles de colporteur et autres, ce qui ne les empêche pas.

de tomber sous le coup de la loi de 1885, qui exige que le jeu soit leur moyen habituel, mais non principal ni unique de subsistance.

## II. — PÉNALITÉS

31. Les délinquants sont passibles :

- 1° D'un emprisonnement de 1 à 6 mois ;
- 2° De l'interdiction de séjour, qui remplace aujourd'hui la surveillance de haute police ;
- 3° De l'expulsion du territoire français.

A ces diverses pénalités s'ajoute la confiscation des instruments et accessoires du jeu.

## III. — COMPÉTENCE

32. Les Tribunaux correctionnels sont compétents en cette matière.

## SECTION II

### Tenue de maisons de jeu

33. La loi érige en délit le fait d'avoir tenu des maisons de jeu :

« Ceux qui auront tenu une maison de jeu de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au

moins et de six mois au plus et d'une amende de cent à six mille francs. Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code. Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés. » (Art. 410 Code pénal.)

§ I<sup>er</sup>. -- *Éléments du délit*

34. Pour constituer le délit de l'article 410, trois éléments sont nécessaires : 1° il faut avoir tenu une maison de jeux de hasard ; 2° il faut que les jeux pratiqués dans cette maison soient des jeux de hasard ; 3° que cette maison soit ouverte au public.

35. 1° Il faut avoir tenu une *maison de jeu*.

Qu'est-ce qu'une *maison de jeu* ?

Un établissement fixe destiné à l'exploitation du jeu.

A. — *Un établissement fixe*. — Donc, la jurisprudence a eu tort de qualifier « maison de jeu » une voiture dételée stationnant à demeure sur le champ de course, et munie du personnel et du

matériel nécessaire pour la formation et la constatation des paris. (Cassation 5 janvier 1877, — Dalloz, 1878, I, 191; Sirey, 1877, I, 481.)

B. — *Destiné à l'exploitation du jeu.* — Ce que la loi réprime, c'est l'organisation en vue de l'exploitation du jeu. Elle ne vise pas l'établissement ayant une autre destination que le jeu, et dont le maître se borne à tolérer, pour ne pas déplaire à ses habitués, quelques parties de jeux de hasard, où ceux-ci ne risquent que des sommes sans importance.

Toutefois, s'il avait dissimulé sous une fausse qualification le véritable objet des réunions, il se rendrait passible de l'article 410.

Ainsi, par application de ce principe, la Cour de Rennes a condamné une personne chez laquelle le public avait été admis à jouer, moyennant une rétribution sur les enjeux, bien qu'elle eût annoncé la danse comme objet de la réunion, et que le public dût être présenté par des affiliés pour être reçu dans la maison. (Rennes, 30 mai 1899, — Dalloz, *Rép. v<sup>o</sup> Jeu, Part.*)

36. Est-il nécessaire, pour qu'il y ait maison de jeu, qu'il existe des *administrateurs, préposés ou agents* ?

M. Morin <sup>1</sup> l'affirme : « Le délit spécifié par l'article 410 suppose une maison de jeu ayant des *administrateurs, préposés ou agents.* »

<sup>1</sup> MORIN, *Dictionnaire de Droit criminel.*

La Cour de cassation avait consacré cette doctrine dans un arrêt du 14 novembre 1840 (S. 1841, I, 95), d'après lequel « l'art. 410 concernait exclusivement les maisons de jeu proprement dites et ayant des *administrateurs*, *préposés* et *agents*. »

Ce système fut repoussé par la Cour d'appel de Montpellier, conformément à l'opinion professée par MM. Chauveau et Faustin Hélie, dans leur théorie du Code pénal. Ces auteurs déclarèrent formellement « que, si la loi a dû prévoir que la maison de jeu serait desservie par des banquiers, administrateurs, elle n'a point attaché à ces circonstances accessoires l'existence de la contravention. »

On conçoit très bien, en effet, que, si la circonstance qu'il existe des administrateurs préposés pour la tenue du jeu suffit à elle seule pour faire rentrer l'établissement dans la catégorie des maisons de jeu, l'absence de cette circonstance ne saurait empêcher que souvent il y ait, dans un pareil établissement, une véritable maison de jeu tombant sous l'article 410.

Comme le considère l'arrêt de Montpellier, le législateur, en faisant peser une culpabilité semblable sur ceux qui auront été reconnus banquiers, sur ceux qui auront tenu ou établi des loteries non autorisées et sur les administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, n'a fait qu'indiquer les personnes qui

participaient au délit, et rien, dans la rédaction de la disposition dont s'agit, n'indique qu'il ait voulu que l'existence de ces administrateurs, préposés ou agents, soit nécessaire pour qu'une maison de jeux de hasard rentre dans les prévisions de la culpabilité qu'elle contient.

« Attendu que, si l'article 410 n'était point entendu de cette manière, la loi deviendrait, dans beaucoup de cas, insuffisante ou impuissante contre ceux qui entretiennent des jeux de hasard, surtout dans les petites localités, où ces exercices ne sont ni moins fréquents ni moins dangereux pour l'ordre public et pour les familles ; — Attendu que ce n'est pas ce genre de délit que le législateur a voulu punir par le paragraphe 5 de l'article 475 du même Code ; car il est évident que ce n'est pas une amende de 6 à 10 fr. qu'il aurait jugée capable de retenir l'individu mal intentionné qui pourrait, en peu de moments, réaliser des bénéfices bien au-dessus d'une aussi faible somme ; que, d'ailleurs, une peine aussi minime n'aurait pu lui paraître proportionnée à un fait aussi grave. »

La Cour de cassation s'est prononcée dans le même sens par un arrêt du 13 mai 1844. (Sirey, 1844, 1, 782.)

37. 2° Voir plus haut *jeux de hasard*.

38. 3° Il faut que la maison de jeu soit *ouverte au public*.

Ont été déclarées « ouvertes au public » des salles de jeu annexées au casino d'une ville d'eaux ou d'une station balnéaire dans lequel le public était admis librement et sans distinction, pendant la saison estivale, sous la seule condition du versement préalable d'un droit d'entrée modique. (Douai, 28 février 1899, — *Pandectes françaises*, 1900, II, 285.)

Il n'est pas nécessaire que des personnes étrangères à la maison soient admises librement et sans présentation; il suffit qu'elles soient *admisses* sur la présentation des personnes intéressées ou affiliées aux réunions qui se tiennent dans cette maison.

La loi ne s'étend pas au particulier qui organise à son domicile une partie à laquelle prennent part les membres de sa famille et les personnes liées avec lui par des relations d'amitié, ou aux cercles fermés dans lesquels les sociétaires seuls ont accès, et peuvent participer aux jeux qui sont établis.

Il faut qu'il s'agisse d'un cercle véritablement fermé, et non d'un cercle où les formalités exigées pour l'admission sont purement illusoires, et ne constituent qu'un expédient imaginé dans le but d'éluder la loi.

La Cour de cassation belge a appliqué ce principe à un cercle qui, en dehors des sociétaires, admet des agrégés en nombre illimité, bien que l'admission de ces agrégés soit auto-

risée par le règlement soumis à l'autorité. (Cass., 24 novembre 1855. — Sirey, 1856, 1, 466.)

L'admission du public résulte des circonstances, et est laissée à l'appréciation des juges du fond.

Il a été jugé que l'admission du public ressort suffisamment du fait que les joueurs sont réunis à la suite d'un repas où ils étaient reçus sur l'invitation des directeurs, avec lesquels ils n'avaient eu précédemment aucune relation d'amitié ou d'affaires. (Narbonne, 8 avril 1889, — *Gazette du Palais*, Table 1887-1892, II.)

§ II. — *Sphère d'application de l'article 410*

39. L'article 410 s'applique-t-il aux établissements publics destinés à un autre usage que le jeu, dans lequel le public est admis à jouer ?

Certains auteurs déclarent que, dans tous les cas, l'article 175 leur est applicable, l'article 410 étant exclusivement réservé aux maisons de jeu clandestines qui échappent à la surveillance de la police.

Ce système n'a pas prévalu. La disposition de l'article 410, dit-on, est générale et absolue, et on n'y trouve rien dont on puisse inférer, soit qu'elle exclut les établissements ayant le caractère de lieux publics, soit qu'elle est inapplicable aux aubergistes, cabaretiers ou cafetiers qui tiendraient une maison de jeu de hasard.

D'autre part, l'article 475, en prononçant des peines de simple police contre ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics des jeux de hasard, n'a point dérogé à la généralité des dispositions de l'article 410, et a pour objet d'atteindre tout jeu de hasard qui, tenu d'une manière passagère et accidentelle, ne pourrait, par ces motifs, être considéré comme constituant l'établissement d'une maison de jeu.

Donc l'article 410 vise les établissements même publics (cafés, cabarets, auberges ou autres), dans lesquels les jeux de hasard sont tolérés habituellement ou d'une manière suivie.

La Cour suprême a décidé qu'il y avait lieu d'appliquer l'article 410 au maître d'un établissement public où l'on joue habituellement l'écarté, lorsqu'il est constaté que les cartes y sont tenues par un très petit nombre de personnes, toujours les mêmes, et que de nombreux joueurs viennent y risquer des sommes considérables, dans des mises engagées sur des parties dont ils ne connaissent pas les joueurs, ces sommes pouvant être regardées, en pareil cas, comme livrées aux chances de véritables paris.

On a fait une objection à cette théorie. L'art. 410 n'exige pas l'habitude comme condition du délit qu'il punit; un seul fait suffit à caractériser la tenue d'une maison de jeu, encore bien qu'il n'y ait eu répétition du même fait. L'habitude ne peut donc être exigée dans un établis-

sement public, puisqu'elle ne l'est pas dans un autre lieu.

Les auteurs, répond Frèrejouan, font une confusion: les deux textes, l'article 475 et l'article 410 prévoient deux hypothèses d'ordre essentiellement différent, mais qui ne s'excluent pas l'un l'autre.

S'il a été tenu dans un établissement public une partie de jeu d'une façon accidentelle, l'article 475 § 5 sera appliqué.

Si, au contraire, on y joue habituellement, il faudra appliquer l'article 410 ; car l'établissement public est transformé en maison de jeu.

Ainsi se rend coupable du délit prévu par l'article 410 le cafetier chez lequel ont été trouvées un jour de foire vingt-cinq personnes jouant au baccara, dans une salle réservée au-dessus du café, bien qu'il n'y ait eu ni répétition du même fait, ni organisation en vue de réunions ultérieures.

Pour apprécier s'il y a lieu d'appliquer soit l'article 475, soit l'article 410, les juges se détermineront d'après les circonstances, par exemple d'après le nombre de joueurs, l'importance des sommes engagées et les entraînements qui en sont la conséquence.

Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait tenue de maison de jeu, que le maître de l'établissement perçoive un intérêt personnel et direct sur les enjeux exposés par les joueurs.

§ III. — *A quelles personnes s'applique l'article 410 ?*

40. « A ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements. »

L'article 475 frappe des mêmes peines le fait d'avoir établi et le fait d'avoir tenu des jeux de hasard, tandis que l'article 410 fait une distinction. Le fait d'avoir établi une maison de jeu n'est pas suffisant pour constituer un délit ; il faut en même temps que la maison de jeu ait été établie et tenue.

C'est une anomalie de la loi, mais le texte est formel.

Du moins, celui qui aura établi la maison de jeu sans l'avoir tenue pourra être poursuivi comme complice ; car « il a procuré l'instrument qui a servi à l'action, sachant qu'il devait y servir ».

La loi assimile à ceux qui auront tenu la maison de jeu les banquiers de cette maison.

L'expression « banquiers » désigne, non les banquiers d'une partie de jeu, ainsi dénommés parce qu'ils sont appelés, alternativement, à donner et à tenir le jeu, mais les banquiers de la

maison, ceux qui dirigent les jeux, alors qu'ils sont associés ou intéressés pour une part quelconque avec celui qui tient le jeu.

Les banquiers sont punissables, encore que la maison n'ait pas été tenue d'une manière permanente, et même s'ils n'ont été banquiers que transitoirement. (Cassation, 2 avril 1819, — Sirey, 1819-1871.)

41. L'article 410 s'applique-t-il aux administrateurs, préposés ou agents des maisons de jeu?

D'après la construction grammaticale, les mots administrateurs, préposés ou agents se rapportent aux loteries ; faut-il conclure de là que les administrateurs, préposés ou agents des maisons de jeu ne sont pas atteints par l'article 410?

On peut dire, dans le système qui n'applique l'article 410 qu'aux banquiers, que, si l'intention de la loi, en ce qui touche les maisons de jeu, avait été d'atteindre d'autres préposés que les banquiers, il eût été tout à fait inutile de faire une mention spéciale de ces employés ; ils auraient été nécessairement compris dans ces termes génériques « administrateurs, préposés ou agents ». En les isolant, le législateur a manifesté l'intention de ne frapper, quant aux maisons de jeu, que ceux qui les tiennent et les banquiers qui les secondent. En matière criminelle, d'ailleurs, où tout doit être formel et

littéral, l'ambiguïté de la loi devrait nécessairement tourner au profit de l'inculpé.

Malgré ces raisons, nous pensons que l'article 410 doit être appliqué à tous les préposés des maisons de jeu, parce qu'en effet, il suffit de lire l'article 410 pour se convaincre que cet article a embrassé dans les mêmes dispositions les deux cas de maisons de jeu de hasard et de loteries non autorisées. Si, dans l'énumération qu'il fait des personnes qu'il frappe de sa sanction, il désigne d'abord ceux qui auront tenu des maisons de jeu et leurs banquiers, puis ceux qui auront établi des loteries non autorisées par la loi et enfin tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, la place qu'occupent ces derniers termes n'indique pas qu'ils se réfèrent seulement aux loteries ; on doit reconnaître qu'ils se réfèrent également aux maisons de jeu ; car les mots « ces établissements » sont généraux, et il semble évident que, si le législateur avait voulu ne parler que des personnes attachées aux établissements des loteries, il aurait formulé son intention d'une manière plus précise en disant « ces derniers établissements », au lieu de « ces établissements ».

C'est l'opinion émise par la Cour de cassation :

« Attendu qu'il n'y a aucune raison de considérer ces dernières expressions comme se référant seulement aux loteries ; que les maisons

de jeu de hasard et les loteries non autorisées sont des établissements de même nature ; qu'ils sont compris dans la même disposition pénale, et qu'on ne pourrait faire quelque distinction entre eux, relativement aux individus qui doivent être punis pour y avoir pris part, qu'autant que le texte de la loi le déciderait expressément, ce qui ne résulte nullement de la rédaction dudit article. »

Faut-il considérer comme administrateur, préposé ou agent, le propriétaire de l'immeuble dans lequel la maison de jeu a été établie et tenue ?

Il ne peut être considéré comme préposé, administrateur ou agent de la maison de jeu.

En effet :

Ou il a ignoré la destination de son immeuble.

Ou il a connu cette destination.

1° Il a ignoré la destination.

Dans ce cas, il n'est pas coupable. La matérialité du fait suffit, il est vrai, et la loi ne se préoccupe pas de l'intention ; mais il ne faut pas confondre intention avec volonté.

« La criminalité d'un fait, dit Garraud, n'est pas sans doute subordonnée à l'intention plus ou moins frauduleuse de celui qui le commet ; mais elle est subordonnée à la connaissance chez l'agent du fait incriminé et à sa volonté de violer la loi, au moyen de ce fait ; donc, pour

que le propriétaire soit condamné, il faudra prouver qu'il a voulu louer à un organisateur de maison de jeu. »

2° Il a connu la destination.

Alors, il se trouve dans une situation analogue à celui qui a établi une maison de jeu sans la tenir : il a procuré l'instrument qui a servi à commettre le délit, sachant qu'il devait y servir. Il doit lui être assimilé et déclaré complice.

#### § IV. — Pénalités

42. Les peines qui frappent les délinquants sont :

1° L'emprisonnement de deux mois au moins, et de six mois au plus ;

2° L'amende de 100 fr. à 6.000 fr. ;

3° Interdiction de certains droits civils, civils et de famille ;

4° Confiscation.

La confiscation porte : « sur tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles ou les effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés ».

Que faut-il entendre par « tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu » ?

Faut-il restreindre la confiscation aux sommes d'argent trouvées et saisies sur la table de jeu ?

Ce n'est pas l'opinion de la Cour de cassation : « Attendu qu'une telle interprétation rendrait presque toujours impossible l'application de cette peine, »

Elle excepte de la confiscation « les sommes dont les joueurs sont personnellement porteurs » ; car le joueur peut soutenir qu'il n'y a d'exposé au jeu que l'enjeu actuel, et rien ne prouve qu'il veuille courir de nouvelles chances.

Mais elle comprend parmi « les fonds et effets qui seront trouvés exposés au jeu » les sommes trouvées dans les poches des maîtres ou agents d'une maison de jeu, « dont la spéculation illicite consiste précisément à tenir les diverses sommes que les joueurs voudront exposer successivement au hasard de la partie ».

La Cour suprême a fait application de cette théorie dans une espèce où il était constaté que les valeurs saisies sur les agents dans le lieu et à l'instant même où l'on jouait, appartenaient à la société qui exploitait cette maison, qu'elles étaient, soit exposées au jeu, soit destinées à répondre des enjeux ultérieurs des joueurs.

Cette décision a été contestée par la doctrine. D'une part, on ne peut assimiler les sommes trouvées dans les mains des employés « à des appareils destinés au service des jeux » ; car, lorsque la loi a voulu parler des sommes d'ar-

gent, elle s'est servie de ce terme, et toutes les expressions de la loi pénale doivent être restreintes dans leur sens propre. D'autre part, la loi n'ordonne la confiscation que des sommes trouvées sur la table de jeu ; celles trouvées sur les préposés ne sont pas actuellement exposées au jeu, et ne tombent pas, dès lors, sous le coup de la confiscation. Au fond, les juges n'ont voulu établir qu'une présomption de fait : il leur a paru que les agents avaient dû recéler précipitamment les fonds exposés au jeu au moment où le flagrant délit avait été constaté. Cette considération de fait aurait suffi pour justifier la décision, et il eût été préférable de l'énoncer nettement plutôt que de poser une règle assez contestable.

Sont encore confisqués « les meubles et effets dont les lieux seront garnis et décorés », même s'ils n'appartiennent pas à ceux qui tiennent la maison de jeu.

La commission du corps législatif était d'avis qu'on devait se borner à la confiscation des fonds et effets exposés au jeu et de tous ceux y relatifs, en supprimant seulement de l'article ces mots : « les meubles et effets mobiliers dont les lieux sont garnis et décorés. »

« Il arrive souvent que ceux qui tiennent la maison de jeu ne sont pas propriétaires de ces objets. Un marchand, un tapissier, un loueur de meubles, peuvent les avoir vendus ou loués

à un individu, sans savoir la destination de l'appartement, et, par l'insolvabilité et la faute de ceux qui donnent à jouer, ils seraient victimes d'un fait qu'ils n'ont point connu. Il en pourrait être de même du propriétaire de la maison, qui serait privé des glaces et autres objets qui servent à la décoration de l'appartement. »

Le texte fut maintenu. Donc, il n'y a pas lieu de distinguer si les meubles et effets mobiliers dont les lieux sont garnis et décorés sont ou non la propriété de ceux qui tiennent les jeux ; la confiscation s'applique dans tous les cas.

Cette pénalité se justifie par ce motif qu'on peut imputer à laute une négligence qui a permis aux organisateurs de la maison de jeu d'exercer leur coupable industrie.

La confiscation s'étend, non seulement aux meubles et effets mobiliers qui garnissent et décorent la salle de jeu, mais encore aux meubles et effets mobiliers qui garnissent et décorent les pièces de l'appartement affecté à la maison de jeu. (Paris, 29 juin 1849, — Sirey, 1849, II, 426, — Dalloz, 1849, II, 181.)

Mais la confiscation ne doit porter que sur les objets qui sont un accessoire de la salle de jeu, qui seuls peuvent être considérés comme la garnissant et la décorant.

Elle ne saurait s'étendre aux objets qui sont affectés, en fait, à l'usage personnel du tenancier de la maison de jeu.

En effet la confiscation a pour but, dit la Cour suprême, de prévenir le renouvellement du fait dont cette confiscation n'est que la conséquence. (Cassation, 1<sup>er</sup> décembre 1899, — Dalloz, 1900, I, 296.)

5<sup>e</sup> Incapacités spéciales.

D'après l'article 45 § 11 du décret organique du 2 février 1852, les individus mentionnés en l'article 410 ne sont pas inscrits sur les listes électorales, et, d'après l'article 619 du Code de commerce, ils ne participent pas aux élections des chambres de commerce.

S'ils sont condamnés à l'emprisonnement, ils sont exclus des élections du tribunal de commerce. (Art. 2 § 3, loi du 8 décembre 1883.)

Si l'emprisonnement dure un mois au moins, ils ne peuvent plus exploiter des débits de boissons à consommer sur place. (Article 6, loi du 17 juillet 1880.)

L'incapacité cessera cinq ans après l'expiration de leur peine, si, pendant cinq ans, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Le débitant interdit ne pourra être employé, à quel que titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il ferait gérer ledit établissement, qui serait exploité par son conjoint, même séparé. (Article 7.)

En cas d'infraction, l'amende s'élève de 16 à 200 fr.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double, et le contrevenant pourra en outre être condamné à un emprisonnement de 6 jours à 1 mois. (Art. 8.)

§ V. — *Compétence*

43. Il appartient aux tribunaux correctionnels de juger les délits soumis à l'article 410

**Utilité du rétablissement des maisons de jeu**

44. Le législateur n'a-t-il pas commis une imprudence grave, en fermant les maisons de jeu ?

« En supprimant les jeux, s'écriait Cambacérès, ne sera-ce point là une illusion comme les honnêtes gens savent si aisément s'en créer ? et n'est-il pas à redouter que le jeu, que vous avez dépouillé de son manteau légal qui l'enveloppait, et sous lequel il était facile de le surveiller, ne parvienne bientôt à se ménager des retraites nombreuses et inaccessibles ?

« Il ne faut que mettre à nu le cœur humain, au fond duquel germent si généralement le besoin des émotions vives et la soif de l'or, pour

partager mes inquiétudes, tandis que, pour croire à l'efficacité d'un remède, il faut aux lois plus de force qu'elles n'en peuvent avoir. »

Les lois ne changent point les hommes ; elles les chagrinent seulement. Si toutefois elles les contiennent, ce n'est que jusqu'à la première occasion de les enfreindre. On la trouve bientôt cette occasion, lorsqu'on la cherche et qu'on la souhaite.

Le jeu supprimé a reporté son action aléatoire sur la société. Un mouvement d'impatience fébrile s'est emparé du commerce, de la Bourse, des différentes transactions. On brûle d'arriver. Le temps, la patience et le travail ne sont plus les moyens sur lesquels on fonde ses espérances.

Dans la haute comme dans la basse société, on pratique le jeu avec empressement, avec acharnement. On joue dans les cafés, même après leur fermeture. La même chose se produit dans les restaurants. On joue dans les familles entre intimes et connaissances. « La maîtresse de maison, par acquit de conscience, prend régulièrement le soin de déclarer qu'on ne risquera que cinquante centimes. Peine superflue, car bientôt on commence à ponter la pièce de 5 fr., et, à l'heure où le coq chante, l'or et les billets de banque s'étalent sur le tapis. » (G. DE M.)

On tolère les cercles et les casinos ; il n'est pas une petite ville qui n'ait un ou plusieurs cercles dans lesquels on joue ; il n'est pas une

station thermale dans laquelle on ne trouve un casino avec salle de concert et salle de jeux.

Aucune surveillance n'étant officiellement exercée, les chevaliers d'industrie peuvent se livrer à leur aise « au saut de la coupe et à toutes les aimables tricheries dignes de leur métier de fripons ». Ils circonviennent d'honnêtes et naïfs braves gens qui se trouvent lésés, à la fin d'une soirée, de sommes fabuleuses enlevées à la force des cartes biseautées.

Telles sont les garanties dont sont entourés les joueurs honnêtes par scrupule ou par naïveté, et les jeunes gens, viveurs ou étudiants, qui se trouvent amenés petit à petit à fréquenter des maisons clandestines « où l'on perd son argent, en même temps que l'on y gagne la fatigue, et le désavantage d'avoir fait connaissance de « philosophes » qu'on n'a pas le courage de saluer dans la rue, précisément parce qu'on les tient pour de vils chenapans. »

Au lieu de supprimer, n'eût-il pas été plus sage de réglementer ? On aurait ainsi localisé et surveillé un mal que l'on dit inévitable. Les honnêtes gens auraient été mis à l'abri des entreprises d'audacieux escrocs qu'on « n'exécute » que trop rarement, et l'État eût encaissé un revenu avec lequel on a le tort de ne pas compter ;

1. « Philosophes » et non philosophes, c'est-à-dire habiles dans l'art de filer la carte. (A. BERTHÉZÈNE, *Baccara*.)

car il constitue l'impôt qui pèse le moins sur la masse des contribuables. Rien que de volontaire dans sa perception : il se présente comme la compensation du plaisir que l'opulence seule peut se procurer longtemps ; il est basé sur le lucre, la mode, la passion, le désœuvrement. N'est-il pas préférable à toutes ces impositions directes ou indirectes dont le peuple est surchargé, et qu'il ne peut souvent acquitter ?



## DEUXIÈME PARTIE

---

PARIS AUX COURSES



## GÉNÉRALITÉS

### PARI SUR JEU DE HASARD

45. Tout jeu de hasard <sup>1</sup> contient en germe un pari, en ce sens que le résultat dépend d'un événement incertain auquel la volonté des parties reste étrangère. Il est évident en effet que, si je joue 100 francs à la roulette, je m'engage par là même à payer 100 francs, si l'événement prévu ne se produit pas, c'est-à-dire, si la bille ne s'arrête pas sur la combinaison que j'ai choisie, et qu'à l'inverse, le banquier s'engage à me verser une ou plusieurs fois ma mise, si l'événement prévu arrive, c'est-à-dire si la bille s'arrête sur ce même numéro.

Le jeu n'est alors qu'un pari.

Aussi le pari est-il, au point de vue pénal, entièrement assimilé au jeu de hasard.

C'est à propos des paris intervenus à l'occasion des courses de chevaux que s'est posée, dans la pratique, la question de savoir dans quel cas ces paris pourraient être considérés comme jeux de hasard.

Il est nécessaire de donner préalablement quelques explications sur les différentes sortes de paris qui se pratiquent aux courses.

1. FRÈREJOUAN DU SAINT, *Jeu et Pari*, p. 205.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### FORMES DES PARIS AUX COURSES

46. Les paris aux courses se présentent sous trois formes : *paris à la poule*, *paris mutuels*, *paris à la cote*.

#### *Paris à la poule*

47. Le *pari à la poule* est une sorte de loterie. On inscrit le nom des chevaux partants sur des bulletins qui sont déposés dans un chapeau, d'où le nom de pari à la poule ou au chapeau. On procède au tirage au sort, et les parieurs reçoivent un bulletin en échange d'une certaine mise. Le possesseur du bulletin qui porte le nom du cheval gagnant recueille la totalité des mises.

#### *Pari mutuel*

48. Dans le *pari mutuel*, toutes les mises qui sont engagées dans une course sont totalisées, et on divise la somme au prorata des mises effectuées sur le cheval gagnant, déduction faite d'un courtage.

Si, par exemple, l'ensemble des mises effectuées sur tous les chevaux partant dans une course donne un total de 1.000 fr., l'admi-

nistration du pari mutuel prélèvera d'abord un courtage, soit 6 °, ce qui laissera un chiffre net de 940 fr. à partager entre tous ceux qui auront « mis » sur le cheval gagnant. S'il y a dix personnes qui ont pris le cheval gagnant, ladite somme sera partagée entre elles, ce qui donnera à chacune 94 fr. ; de sorte que, si nous supposons l'unité de mise à 20 fr., on dira que chaque unité a rapporté 94 fr.

Les *paris mutuels* se font par unités d'égale valeur, 5 fr., 10 fr., 20 fr., 50 fr., 100 fr.

M. Luc-Louis Corboreu énumère, dans son rapport, les différents modes de paris mutuels usités dès cette époque.

1° Le pari mutuel par groupes, consistant à classer un certain nombre de chevaux, chacun sous un numéro différent et un autre groupe de chevaux sous un seul et même numéro. De la sorte, sur vingt chevaux, les quinze premiers sont classés sous un numéro différent, et un autre groupe de chevaux sous un seul et même numéro seize, qui pourra ainsi donner à son preneur cinq chances de gain.

2° Le pari par chevaux accouplés, consistant à classer sous un même numéro tous les chevaux de la même écurie, le propriétaire choisissant au dernier moment celui d'entre eux avec lequel il veut gagner. Le parieur, en ce cas, parie pour un cheval d'écurie désigné sous le nom de son propriétaire,

3° Le pari en combinaison, consistant en ce que le parieur, au lieu d'opérer sur une seule course, parie sur plusieurs courses, choisissant dans chacune d'elles un cheval qui, pour lui faire gagner un pari, doit arriver. On paie ainsi plusieurs chevaux à la fois.

*Pari à la cote*

49. On appelle *pari à la cote* le pari basé sur l'évaluation des chances probables attribuées à chaque cheval de gagner une course.

L'évaluation est faite d'après certains éléments, savoir : les antécédents du cheval, son état actuel, son entraînement, l'habileté du jockey qui le monte, en un mot d'après un ensemble de circonstances qu'il est, sinon facile, du moins possible, avec quelques connaissances sportives, de se rendre un compte assez exact. L'ensemble de ces éléments s'appelle la cote. La cote d'un cheval s'exprime 3/1 15/1, ce qui signifie que le cheval est considéré comme ayant trois ou quinze chances de perdre contre une de gagner.

Dans le fonctionnement de ce pari, deux éléments suffisent, un preneur et un donneur. (Ce dernier est aussi dénommé bookmaker.) Il tient au public ce langage : « Je prétends que tel cheval n'arrivera pas premier, et je *donne*, selon la cote du pari, 5, 6, 10, 100 pour 1 à la personne qui voudra parier contre moi. » Le

preneur accepte le pari, et reçoit, si le cheval gagne, 5, 6, 10, 100 fois la somme qu'il a versée.

Il se peut que le cheval ait à lui seul autant de chances de gagner que tous les autres réunis; il est pris alors à égalité.

Il se peut aussi qu'il en ait plus, on paie alors pour l'avoir, c'est-à-dire que le parieur ne touchera pas, si le cheval gagne la course, outre sa mise, une somme égale au montant de cette mise: il recevra, suivant les cas, le quart, la moitié, les trois quarts de cette mise.

Le bookmaker qui parie avec le public contre tous les chevaux, perd son pari sur le cheval vainqueur et le gagne sur tous les autres.

50. Le pari à la cote est dit *pari au livre* lorsqu'il s'exécute entre gens qui se connaissent et appartiennent au monde des courses. Le bookmaker inscrit, sur un registre à ce destiné, les noms et adresses de ses clients et le montant des paris. Il n'y a pas de dépôt préalable d'argent; les différences se règlent à terme et en dehors des hippodromes.

---

## CHAPITRE II

ÉTAT DE LA LÉGISLATION AVANT LA LOI  
DU 2 JUIN 1891

### *Pari à la poule*

51. Les paris à la poule ont été considérés comme loteries, tombant sous l'application de la loi de 1836. En effet, c'est par le tirage au sort que le parieur obtient le cheval gagnant; le gain est donc exclusivement attribué par la voie du sort.

### *Pari mutuel*

52. Dès 1875, les paris mutuels furent assimilés à des jeux de hasard par la Cour de cassation :

« Attendu qu'en indiquant le cheval sur lequel ils placent leurs mises, les parieurs qui fréquentent l'agence Oller ne font pas acte d'appréciation personnelle plus ou moins réfléchie, de calcul de probabilités plus ou moins rationnel, de choix plus ou moins éclairé ; qu'ils obéissent aveuglément au hasard ou aux entraînements du jeu, quand ils placent leurs mises sur tel ou tel cheval désigné sans discernement, en dehors de toutes combinaisons de l'intelli-

gence qui seraient basées sur des faits précis ou sur des renseignements plus ou moins exacts ; que le choix du cheval, même quand il s'applique à un cheval unique, comme dans les paris mutuels simples, est, dans ces conditions, purement fictif, et ne saurait modifier le caractère essentiel de ces paris, dans lesquels prédominent les chances du sort, les combinaisons de l'intelligence ne pouvant s'y mêler qu'exceptionnellement dans des proportions si faibles qu'elles ne sont pas appréciables. »

Juridiquement, le pari mutuel peut-il être qualifié jeu de hasard ? Est-ce donc le hasard qui prédomine dans le choix du cheval par le parieur ? Mais l'intérêt même du parieur l'engage à raisonner cette opération, et, dans la pratique, nous le voyons s'y évertuer consciencieusement ; d'ailleurs, ne lui en fournit-on pas de toutes parts les moyens ? Les renseignements quotidiens que la presse donne au public sur l'origine des chevaux, sur les épreuves qu'ils ont déjà subies, sur les dispositions physiques dans lesquelles ils se trouvent à la veille même de la course, ne permettent-ils pas au premier parieur venu d'affirmer que le choix qu'il a fait de tel ou tel cheval est un choix éclairé, une opération dans laquelle prédominent les combinaisons de l'intelligence ? Tout concourt donc à faire présumer que le hasard n'a pas été le seul guide du parieur dans le choix de tel ou tel cheval.

*Pari à la cote*

53. En ce qui concerne le pari à la cote, la Cour de cassation établit une distinction dans son arrêt du 18 juin 1875.

Elle déclare incidemment, et à titre d'affirmation doctrinale, que, dans certains cas, les paris individuels dits « paris à la cote », intervenus à l'occasion des courses de chevaux, peuvent ne pas être considérés comme jeux de hasard.

Il peut arriver qu'une cote loyalement établie, tenant compte des origines et des qualités de chaque cheval, de l'habileté des jockeys et de leurs antécédents, permette au preneur de tel ou tel cheval de faire un choix plus ou moins raisonné.

Dans ce cas, s'il est établi que l'esprit de combinaison a prédominé sur la chance pure, le pari ne sera pas un jeu de hasard, et par suite, échappera à toute répression pénale.

Tels sont les paris organisés par le Salon des courses ou Chambre des paris, association autorisée en 1862 par le préfet de police.

« Le Salon des courses<sup>1</sup> se compose des membres des principaux cercles qui demandent à en faire partie et y sont reçus de droit, et d'un certain nombre de parieurs admis sur présen-

1. Luc-Louis CORBONNET. Rapport sous Cassation (Sirey, 1875, 1, 386).

tation. Les membres du Salon organisent les bases du pari. La cote des chevaux s'établit comme celle des valeurs mobilières de la Bourse. Chaque parieur est muni d'un carnet sur lequel il inscrit ses paris; les carnets des joueurs se contrôlent l'un par l'autre. Cette association non publique a pour but de réglementer les paris individuels dits à la cote, parce que le taux des paris est proportionnel à la chance que chacun attribue aux chevaux engagés. Certaines agences ouvertes au public pratiquent aussi les paris à la cote. Les paris à la cote ayant un caractère individuel comme ceux que pratique le Salon des courses, bien que ces agences admettent le public, ces opérations n'ont pas pu rentrer dans les prévisions de la loi. »

Au contraire, la Cour décide qu'il y a jeu de hasard « lorsque celui qui provoque le public à parier avec lui n'a pas pour objet d'améliorer la race chevaline, mais uniquement de satisfaire la passion des parieurs en l'exploitant à son profit, et que ceux qui répondent à son appel sont obligés d'accepter ses conditions sans avoir la capacité ou la possibilité de les contrôler; qu'étrangers aux habitudes des courses, ne connaissant pas les chevaux qui devaient courir, ils n'auraient pas le moyen d'apprécier personnellement l'habitude de ces animaux; qu'enfin, dans de pareils cas, la chance prédominait sur l'adresse et sur les combinaisons

de l'intelligence, ce qui est précisément le caractère des jeux de hasard. »

En résumé, d'après la jurisprudence, au point de vue pénal, le pari à la cote est licite lorsqu'il a lieu, en vue de l'amélioration de la race chevaline, entre parieurs capables d'apprécier la cote et de raisonner les chances des chevaux engagés. Le pari à la cote devient illicite quand il s'agit de parieurs étrangers aux choses du sport et incapables d'apprécier la valeur de la cote.

Dans le premier cas, les combinaisons de l'intelligence prédominent; il n'y a pas jeu de hasard.

Dans le second cas, le parieur s'en remet purement et simplement aux chances du sort; il y a jeu de hasard.

54. Cette distinction est inadmissible, car le jeu de hasard doit être considéré en lui-même et indépendamment de toutes circonstances particulières.

Or, il est impossible d'affirmer que la victoire d'un cheval dans une course dépende plus du hasard que de sa valeur et de l'habileté de son jockey. Les paris qui s'engageront sur tel ou tel cheval auront donc pour base : d'une part, la valeur du cheval, ses qualités extérieures, l'étude de sa carrière passée, la connaissance des facultés de ses père et mère; d'autre part, la science et l'habileté du jockey, ainsi que sa

réputation. Le hasard viendra donc en dernier, et pour une bien faible part, appuyer ou combattre ces prévisions. Le parieur pourra se tromper ou s'exagérer ses propres connaissances ; il n'en reste pas moins vrai que le pari aura pour point de départ un calcul et un raisonnement de la part des parieurs, c'est-à-dire qu'il sera, pour la plus grande partie, exclusif du hasard.

M. Villey <sup>1</sup> formule d'autres critiques à l'appui de ce système : « L'arrêt reconnaît implicitement qu'avec une partie des parieurs, les paris étaient licites. L'agence de paris n'était donc pas une maison de jeu de hasard par sa nature ; mais elle l'est devenue, paraît-il, par la participation d'une autre catégorie de parieurs hors d'état d'apprécier les chances respectives des chevaux engagés ».

« Mais à quels signes le bookmaker les reconnaîtra-t-il ? Qui lui dira qu'il peut parier contre Pierre, parce qu'il connaît les chevaux, mais qu'il s'expose à la police correctionnelle en pariant contre Paul, parce qu'il ne les connaît pas ? »

Dans la matière qui nous occupe, et pour soutenir la distinction de la jurisprudence, il faudrait donc que le ministère public fit la preuve que le parieur avec lequel le bookmaker

1. E. VILLEY, note sous Cassation (Sirey. 1877, I, 481).

a parié à la cote, est ignorant en matière de courses. Comment faire cette preuve? Le parieur amené comme témoin à la barre, en admettant qu'il y vienne, reconnaîtra toujours qu'il a agi avec réflexion et en connaissance de cause. Et si l'on traduit devant le juge un bookmaker, sans lui faire connaître aucune des personnes avec lesquelles le bookmaker a engagé des paris? Tel est le cas du juge de police de Saint-Denis.

Le 14 avril 188\*, un jour de courses à Saint-Ouen, le bookmaker Kursen est surpris sur la pelouse du champ de course, au moment où il reçoit 5 francs d'une personne avec qui il vient de parier à la cote. Quelle personne? Le bookmaker répond qu'il ne la connaît pas, et le commissaire de police qui verbalise ne cherche pas à en savoir davantage.

Le juge, devant qui on poursuit Kursen, sous l'inculpation de tenue de jeu de hasard dans un lieu public, est fort embarrassé. On n'impute pas en effet à l'inculpé d'avoir fait une cote irrégulière; il y a donc lieu de présumer que cette cote offrait au public les garanties d'usage. Par conséquent, dit le juge, si la personne qui a parié au vu de la cote offerte par Kursen était capable d'appréciation, le pari devrait être tenu pour licite; mais, comme on ne fait pas connaître cette personne, et que la preuve de la contravention est tout entière à

la charge du ministère public, la relaxe de l'inculpé s'impose.

Aussi, la Cour de cassation a dû recourir à une fiction qui, en définitive, est le renversement absolu de toutes règles juridiques.

Dans son arrêt du 12 décembre 1887, elle a posé en principe que la généralité des paris sont ceux qui sont pratiqués avec des ignorants, et que le pari fait avec un parieur éclairé est l'exception.

D'où elle déduit cet axiome que, lorsque le bookmaker parie avec le premier venu, il parie nécessairement avec un ignorant.

Le ministère public est dispensé de faire la preuve, et c'est au prévenu d'établir qu'il a parié avec une personne au courant des choses du turf, c'est-à-dire qu'il se trouvait dans un cas exceptionnel.

55. L'embarras de la jurisprudence s'est trahi sous une autre forme.

L'article 410 frappe, comme délit, d'une forte peine et d'une amende considérable le fait d'avoir tenu une maison de jeux de hasard. L'article 475 punit, comme contravention, d'une simple amende, le fait d'avoir établi ou tenu dans les rues, chemins, places, lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. Quelle est la raison de ces peines différentes ? C'est que, dans le premier cas, la loi vise un établissement clandestin dans l'intérieur d'une

maison et, par conséquent, échappant plus aisément à la surveillance de la police ; tandis que, dans le second, elle vise un établissement s'étalant au grand jour, dans les lieux publics soumis à la surveillance constante de l'autorité, qui peut faire cesser la contravention aussitôt qu'elle se produit.

Or, la Cour de cassation étend l'article 410, non seulement aux agences publiques installées dans les boutiques ouvertes en pleine rue, mais encore aux installations volantes des parieurs de profession sur les champs de courses.

Un arrêt décide que l'article 410 est applicable à une voiture dételée stationnant à demeure, et munie du personnel et du matériel nécessaires pour la formation et la constatation des paris. (Cassation, 5 janvier 1877, — S., 1877, I. 481 ; D., 1878, I, 191.)

Cette décision est, et avec raison, contestée par M. Villey <sup>1</sup> : « C'est en vain que l'arrêt dit que l'expression « maison de jeu » (déjà très significative) ne doit pas être prise dans un sens matériel, que repoussent le texte et l'esprit de la loi.

« L'esprit, nous venons de voir quel il est ; quant à son texte, il nous semble très clair quand il précise le sens du mot « maison de jeu » en ajoutant : « Ceux qui y auront admis le

1. E. VILLEY, note sous cassation (SIREY, 1877, I, 451).

public soit librement, soit sur la présentation des affiliés », et qu'il ordonne de confisquer « les meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés ». Est-ce que tout cela peut s'appliquer à la voiture d'une agence dans laquelle personne ne pénètre, et qui ressemble infiniment plus à la tente ouverte sous laquelle le forain abrite sa loterie qu'à une maison de jeu ? Que la voiture soit détournée et stationnant à demeure, comme le relève l'arrêt, il importe peu ; car il est certain que le pari lui-même est accidentel et passager, puisqu'il ne s'exerce que durant les courses. Nous n'apercevons pas en quoi la situation serait modifiée par ce fait, que le directeur d'agence ferait disparaître sa voiture après chaque jour de course, pour la ramener à la course prochaine. Que cette voiture soit munie du matériel nécessaire, c'est précisément ce qui constitue l'établissement dans le sens de l'article 475 5°. Enfin, qu'elle ait plusieurs employés : c'est une circonstance qui ne paraît pas plus nécessairement étrangère à l'établissement de l'article 475 qu'elle n'est nécessaire à la maison de jeu. »

56. L'administration usait d'une large tolérance. Les bookmakers s'étaient multipliés ; les plus habiles qui s'étaient fait une clientèle prirent l'habitude de se tenir chaque course à la même place. Cette ingéniosité fut imitée. En même temps, la profession

réalisait des progrès : les bookmakers imaginèrent de suspendre à un piquet une pancarte sur laquelle s'étaient les noms de tous les chevaux avec la cote en regard de leur nom. Mais, bientôt, des intrus tentèrent d'usurper les meilleures places. De plus, les postes les mieux situés devenaient, les jours de pluie, le centre même d'un lac de boue. Alors survint un homme d'audace, Régimbaud, qui, sans mandat, sans autorisation, s'empara des hippodromes de Longchamp, de Vincennes et d'Auteuil. Il y installa, moyennant une rétribution locative, tout un matériel destiné à faciliter au « donneur » l'exercice de sa profession. Ce matériel se composait d'un banc qui élevait le bookmaker au-dessus de la foule, d'un piquet auquel était suspendue une tablette portant les listes, d'un pupitre à l'usage du teneur de livres et d'un immense parapluie de cotonnade bleue qui préservait le trafiquant contre le soleil et les averses. Ce matériel fut désigné sous le nom de *piquet*. Un piquet devint une charge comme une étude de notaire. « Avoir un piquet équivalait à un certificat de fortune » ; c'était une source de bénéfices considérables. On cite des propriétaires de piquets qui gagnèrent 1.500.000 fr. par an. Ces succès excitèrent des convoitises : un tiers offrit au conseil municipal de Paris 600.000 fr. pour avoir seul le droit d'exploiter les piquets. La proposition fut repoussée ; on s'éleva contre le jeu. Profitant

de cet incident, la Société d'encouragement adressa au préfet de la Seine une lettre dénonçant les abus des bookmakers, et demandant, sinon la suppression, au moins la réglementation des paris. Une commission fut chargée d'étudier la question des paris aux courses; elle conclut dans son rapport à la suppression des piquets des bookmakers. Les sociétés de courses protestèrent. Alors, le gouvernement se décida à agir.

Le préfet de la Seine fit sommation aux sociétés de courses de Longchamp, d'Auteuil et de Vincennes « d'avoir à interdire la pose des piquets et toute l'installation à l'usage des bookmakers sur l'hippodrome loué par la ville de Paris ».

Puis, le ministre, M. Goblet, lança une circulaire qui interdisait les paris de toute nature engagés sur les courses de chevaux, soit sur les hippodromes (à la pelouse ou au pesage), soit en dehors des hippodromes, et pratiqués par des individus faisant du pari une industrie spéciale.

L'article 410 était applicable à tous ceux qui opéraient avec un matériel d'exploitation, voitures, baraques, pancartes, piquets, poteaux indicateurs; car il y avait tenue de maison de jeu de hasard.

L'article 475 visait les individus agissant isolément et sans matériel proprement dit.

Dans tous les cas, les enjeux étaient confisqués.

Par cela même qu'une agence de paris fonctionnait, qu'un bookmaker s'installait sur un champ de courses, ils étaient réputés tenir un jeu de hasard, parce qu'ils étaient présumés s'adresser à des personnes ignorant les chances des chevaux engagés, aussi bien qu'aux parieurs éclairés.

57. Il arriva que les recettes des courses baissèrent dans des proportions considérables. On s'en émut en haut lieu. On comprit que les intérêts de l'élevage devaient nécessairement souffrir de la suppression des jeux sur les champs de course; et, comme le gouvernement ne pouvait immédiatement se déjuger, il autorisa alors les sociétés de courses à faire fonctionner sur les hippodromes le pari mutuel, reconnu pour être la forme de pari la plus loyale et la moins dangereuse, et qui fonctionnait plus généralement en Allemagne, en Autriche, en Russie.

Toutefois, comme le pari mutuel avait été condamné par la Cour de cassation, on dut recourir à un expédient. On décida qu'il serait effectué sur l'ensemble des mises un prélèvement en faveur de l'assistance publique. Le pari mutuel se trouvait ainsi assimilé aux loteries de bienfaisance, qui, en vertu de la loi de 1836, peuvent être autorisées par simple arrêté ministériel.

Cette assimilation est contestable, si l'on s'en réfère aux termes de l'article 2 de la loi du 21 mai 1836 : « Sont réputées loteries toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain par la voie du sort. »

Ainsi donc, le trait caractéristique de la loterie est que le gain soit acquis par la voie du sort.

Le sort, en effet, n'intervient pas dans la désignation du numéro attribué à chaque parieur, ni dans la désignation du cheval gagnant.

Dans la désignation du cheval gagnant, c'est évident, à moins de soutenir que les qualités du cheval, l'habileté du jockey, ne sont pour rien dans le résultat des courses.

Dans la désignation du numéro attribué à chaque parieur, puisque chaque parieur choisit son cheval. Dites, si vous voulez, que c'est un choix aveugle ! dites que c'est un choix guidé par la voie du sort, mais ne dites pas que le gain est acquis par la voie du sort !

En admettant l'assimilation des paris aux loteries, l'administration supérieure ne pourrait autoriser le pari aux courses que dans les conditions de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836. Or, aucune de ces conditions ne peut être remplie dans notre matière. Les paris mutuels ne sont pas des loteries d'objets mobiliers. Leur produit n'est pas exclusivement destiné à des actes de

bienfaisance. Le sport n'est pas précisément un art. Autant de caractères exigés par la loi et dont l'absence est de nature à empêcher toute possibilité d'autorisation administrative. La régularité des arrêtés ministériels ou préfectoraux qui ont permis à certaines sociétés sportives d'organiser et de faire fonctionner sur leurs hippodromes le pari mutuel, nous paraît donc difficile à défendre.

La Cour de cassation n'en a pas moins, dès 1888, admis la parfaite légalité du pari mutuel ainsi autorisé.

58. A côté du pari mutuel, on vit bientôt réapparaître le pari à la cote. Puis des agences, chaque jour plus nombreuses, se fondèrent dans l'intérieur de Paris. Elles s'intitulaient « Agences de commission au pari mutuel », et étaient censées centraliser les mises des parieurs pour les verser aux guichets du pari mutuel sur les champs de course. Le parquet s'émut et commença des poursuites.

Le tribunal correctionnel de la Seine avait reconnu valable la commission au pari mutuel; revenant sur sa première manière de voir, il avait décidé que le fait d'accepter des paris à la cote ou mutuels, soit pour son propre compte, soit comme commissionnaire, rendait celui qui les acceptait passible des peines portées par l'article 410 du Code pénal contre ceux qui tiennent des maisons de jeu de hasard. (Tribunal

correctionnel de la Seine, 10<sup>e</sup> chambre, 16 avril 1889, — *Gazette du Palais*, 1890, I, 656.)

La Cour de Paris, dans un arrêt du 30 octobre 1888, avait adopté la même opinion. (Paris, 30 novembre 1888, — *Gazette du Palais*, 1888, II, 467.)

Mais la Cour de cassation décida, dans un arrêt du 3 mai 1889, cassant celui de la Cour de Paris siégeant correctionnellement, que la Cour avait eu tort en refusant d'examiner l'articulation produite par les prévenus, à savoir qu'ils agissent exclusivement comme commissionnaires, se bornant, moyennant salaire, à recevoir les mises et à les verser selon les instructions qui leur étaient données aux guichets d'une loterie autorisée.

La Cour de cassation a reconnu que le fait articulé impliquait, si la preuve en était rapportée, un simple et légitime usage du contrat de mandat, et devait nécessairement déterminer l'acquittement des prévenus.

C'était l'opinion soutenue par Charton de Meur<sup>1</sup> : « Que l'on ne vienne pas dire que les commissionnaires au pari mutuel changent les conditions essentielles de la loterie en allant à ses guichets, pour le compte d'un tiers, prendre un certain nombre de tickets. Ils ne font en ce cas qu'exécuter un mandat pour le compte d'un

1. CHARTON DE MEUR. *Dictionnaire de jurisprudence hippique*.

client, comme un agent de change prend une valeur à lots aux guichets d'une société autorisée à l'émettre. »

D'après M. Charton de Meur, le pari mutuel autorisé constitue une loterie ouverte à tout le monde. Chacun peut directement ou par mandataire s'adresser aux guichets de cette loterie pour y prendre des billets ou tickets. Le mandataire, salarié ou non, qui se charge de cette commission et l'exécute fidèlement accomplit donc un acte parfaitement licite. Et, si une maison de commerce se fonde pour exploiter uniquement ce genre de commission, le caractère licite de l'opération ne disparaît pas par là même.

D'ailleurs, continue M. Charton, l'existence de ces agences, en principe du moins, n'est pas en contradiction avec l'arrêté ministériel qui a autorisé le pari mutuel sur les champs de courses, puisque c'est là que les agences, si elles exécutent réellement leur commission, doivent apporter l'argent qui leur est confié à cet effet. Si elles manquent à cette obligation, le parquet n'est pas désarmé ; car il pourra, en rapportant la preuve que le mandat n'a pas été exécuté, obtenir contre elles une condamnation en abus de confiance, ou même en escroquerie, ou bien encore pour tenue de maisons de jeux de hasard.

M. Garraud oppose à ce système des arguments décisifs.

Il faut, dit-il, s'en tenir strictement aux termes des autorisations accordées, et considérer comme illicites les paris qui seraient tenus en dehors de ces conditions, savoir :

1° Le pari mutuel n'est autorisé que sur les champs de courses ;

2° L'unité du pari est de 5 fr. au minimum ;

3° L'autorisation accordée est personnelle et ne peut être cédée.

Toutes les fois que les paris sont reçus, soit en dehors des champs de courses, soit par d'autres que des membres des sociétés autorisées, toutes les fois que l'unité de pari sera inférieure à 5 francs, on se trouvera en dehors des termes stricts de l'autorisation, et le droit commun reprendra son empire. C'est précisément ce qui se passe pour les agences fondées en dehors des hippodromes ; dans l'intérieur de Paris ou dans d'autres villes, pour servir d'intermédiaires entre les parieurs et les sociétés autorisées fondées sur les champs de courses.

Vainement invoqueraient-elles leur situation de simples intermédiaires des sociétés autorisées.

Ce moyen de défense ne pourrait être accueilli que s'il était en fait démontré :

1° Que les sociétés autorisées ont reçu la permission de se substituer des commissionnaires au pari mutuel :

2° Que le mandat donné à ces agences par celui qui les prend pour intermédiaire a pu avoir un objet licite.

Or, la situation est, à ces deux points de vue, forcément irrégulière.

D'une part, en effet, l'autorisation donnée aux sociétés hippiques est absolument personnelle ; aucune substitution d'agence ne peut avoir lieu.

D'autre part, le mandat proposé par les parieurs ne saurait avoir d'objet licite que s'il était donné dans les conditions mêmes de l'autorisation.

Or, les arrêtés ministériels ne permettent le pari mutuel que sur le champ de courses, là seulement, pas ailleurs. C'est qu'en effet, lorsque le pari est formé en dehors de l'hippodrome, dans une agence, plusieurs jours avant la course de Lyon pour Paris ou Marseille ou, à l'inverse, de Paris ou Marseille pour Lyon, les éléments d'appréciation résultant de l'état du cheval au départ, de sa monte, font défaut, et la part laissée au hasard est presque aussi complète pour le bookmaker que pour le parieur. Parier dans une agence, c'est donc parier à l'aveugle ; et, si l'on peut admettre, à la rigueur, que l'administration ait cru devoir autoriser le pari sur le champ de courses, on comprend qu'elle ait dû absolument interdire le pari par commission ou par intermédiaire.

La jurisprudence du Tribunal de la Seine a fait l'application de ces idées dans un jugement du 6 août 1889. La 7<sup>me</sup> Chambre a décidé qu'en autorisant diverses sociétés de courses à tenir le pari mutuel simple, l'autorité administrative n'a entendu conférer cette autorisation que sur l'hippodrome ; que cette autorisation est personnelle et ne peut être cédée. Par suite, une individualité quelconque, étrangère à la société, ne peut prétendre participer directement ou indirectement à l'autorisation, et exercer son industrie en dehors de l'hippodrome, sans s'arroger des droits supérieurs à ceux de la société même.

S'inspirant de cette théorie, le Ministre de l'Intérieur publiait, le 2 juin 1890, l'arrêté dont la teneur suit :

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 21 mai 1836 ;

Vu les articles 1 et 6 des arrêtés ministériels autorisant les sociétés de courses de chevaux à organiser personnellement la loterie dite « pari mutuel » sur leurs hippodromes ;

« Considérant qu'il s'est établi à Paris un grand nombre d'agences dites de commission, recevant les mises au pari mutuel des joueurs qui ne peuvent ou ne veulent pas se rendre sur les champs de courses ;

« Considérant qu'en droit, ces agences, en se substituant ainsi aux sociétés autorisées person-

nellement à organiser le pari mutuel sur leurs hippodromes, contreviennent aux dispositions formelles des articles 1 et 6 des arrêts précités ;

« Considérant qu'en fait, il est de notoriété publique que lesdites agences, opérant pour leur propre compte, ne portent pas aux guichets du pari mutuel les mises qui leur sont confiées, et frustrent ainsi l'assistance publique du prélèvement qui lui est réservé ;

« Considérant que ces agences ne se soumettent à aucune de ces conditions imposées aux sociétés de courses, autorisées à établir le pari mutuel ; qu'elles violent, notamment, la condition fixant le maximum de la mise, et qu'en abaissant le taux du pari, elles élargissent d'une manière dangereuse le champ de l'offre, limité par les arrêts précédents,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Les sociétés de courses de chevaux, dûment autorisées par les arrêts particuliers à organiser le pari mutuel sur leurs hippodromes, seront rigoureusement astreintes à conduire personnellement ou par des employés spéciaux, agissant sur leurs hippodromes pour leur compte et à leur place, toutes les opérations relatives au pari.

Article 2. — Il est interdit de participer au pari par l'entremise de mandataires, au moyen de commissions données en dehors du champ de courses.

« En conséquence, toute agence servant d'intermédiaire entre le public et les sociétés de courses devra cesser ses opérations, sous peine d'être poursuivie pour infraction au présent arrêté et à la loi du 21 mai 1836.

« Les préfets des départements sur le territoire desquels fonctionne le pari mutuel sont chargés d'exécuter les dispositions ci-dessus. »

Quand il fallut fermer, par mesure administrative, les agences de commission au pari mutuel qui pullulaient dans tous les quartiers de la capitale, quelques-unes d'entre elles, fortes des décisions de la Cour de cassation, refusèrent de se soumettre à l'arrêté ministériel, et le parquet dut intervenir.

Le Tribunal se plaça à un nouveau point de vue juridique ; il déclara que le pari mutuel organisé sur les hippodromes par les sociétés de courses ne pouvait être assimilé à une loterie régulièrement autorisée, puisqu'il ne remplissait pas les conditions prescrites par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance de 1844, aux termes duquel notamment une autorisation était nécessaire pour chaque journée de courses, que le pari mutuel ainsi organisé n'étant pas licite, la commission ne l'était pas davantage.

On se trouvait en présence d'une incohérence juridique. « Elle s'explique, dit M. Riotteau, par cette circonstance que l'on est réduit à accommoder des textes anciens à un état de choses

complètement nouveau, pour lequel ils n'ont pas été édictés. Pour qu'il y eût sécurité dans un sens ou dans l'autre, il faudrait légiférer en vue des faits actuels et des mœurs qui se sont peu à peu établis. »

59. Un projet de loi fut déposé à la Chambre en février 1891; ses dispositions concernaient l'application des règles de la comptabilité financière aux recettes provenant des prélèvements sur le pari mutuel.

L'organisation des sociétés de courses n'était visée qu'incidemment dans l'article 1<sup>er</sup>, aux termes duquel l'autorisation au pari mutuel ne pouvait être accordée qu'aux sociétés dont les statuts et les programmes auraient été approuvés par le ministre de l'Agriculture.

La discussion porta principalement sur la provenance des fonds du pari mutuel. Les uns interprétaient la loi comme une sanction légale donnée au jeu, dont la réglementation devait rester, selon eux, une question de police; les autres la considéraient comme le rétablissement officiel des jeux publics.

A la suite de cette discussion, M. le Ministre de l'Intérieur se déclara spontanément disposé à arrêter le jeu dans ses manifestations publiques, et s'engagea, si la loi était rejetée, à interdire le pari mutuel et le pari à la cote sur les champs de courses.

Le débat terminé, la Chambre refusa de

passer à la discussion des articles, et, peu de jours après, M. le Ministre faisait disparaître des hippodromes tous les signes extérieurs du pari mutuel et du pari à la cote. Le seul pari toléré fut le pari individuel et direct fait à terme, sans échange d'argent ni de tickets, qu'aucune jurisprudence n'avait atteint jusqu'à ce jour.

Cette décision causa, dans le monde de l'élevage et parmi les membres des sociétés de courses, une vive émotion. On se souvenait des résultats désastreux qu'avaient entraînés des mesures analogues prises en 1887 par M. Goblet. Le vote du 8 février devait avoir le même résultat. Aussi, M. Paulmier n'hésita-t-il pas à se faire devant la Chambre l'interprète de ces inquiétudes et de ces plaintes.

M. le Ministre de l'Agriculture intervint au cours de la discussion. Il reconnut que les progrès de la passion du jeu tenaient en grande partie à l'abus fait de l'institution des courses. Il s'engagea à déposer le lendemain un projet de loi réglant, non plus l'emploi des fonds provenant du pari mutuel, mais l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux. Ce projet devint la loi du 2 juin 1891.

---

## CHAPITRE III

ÉTAT DE LA LÉGISLATION APRÈS LA LOI DU 2 JUIN 1891

### SECTION I<sup>re</sup>

#### Justification de la loi du 2 juin 1891

60. La loi du 2 juin 1891 a été l'objet de vives critiques.

Si cette loi, dit-on, a été faite dans l'intérêt de l'élevage, elle manque complètement son but; car les courses ne servent en rien à l'amélioration de la race chevaline.

Mais personne n'a prétendu que les courses soient un moyen d'obtenir l'amélioration progressive de la race; elles sont la constatation des progrès obtenus et influent ainsi indirectement sur l'amélioration de la race.

Une comparaison dissipera toute obscurité.

Dira-t-on, par exemple, que les examens de licence en droit ou de doctorat en médecine ont pour but d'élever le niveau des connaissances juridiques ou médicales? Tout le monde sait que ces épreuves sont destinées à constater la somme des connaissances acquises par les candidats, après une préparation d'une durée déterminée.

Supposons qu'au bout d'un certain temps on s'aperçoive que les réponses sont généralement faibles. On en conclura qu'il y a, soit dans les programmes d'étude, soit dans la manière dont l'enseignement est donné, dans la préparation, en un mot, un vice quelconque; on le recherchera, et, quand on l'aura trouvé, on s'empresera d'y chercher remède. C'est par une série d'épreuves successives qu'on parvient à saisir si le niveau des études s'abaisse, se maintient ou s'élève.

Sur le turf, il en est de même: le régime spécial et le travail journalier compris sous la désignation d'entraînement, voilà les études; les courses, voilà les examens.

L'influence de l'entraînement est incontestable: il sert à éliminer les sujets qui ne peuvent supporter ces épreuves. Les vaillants seuls résistent et poursuivent leur carrière; de telle sorte que, les nullités et les médiocrités ayant disparu, il ne reste plus qu'une élite dont les courses, c'est-à-dire les épreuves publiques, opèrent le classement définitif.

Les courses, en servant les intérêts de l'élevage, contribuent à la défense nationale. L'art militaire moderne a transformé les conditions et les chances de la victoire. Le triomphe final appartiendra toujours à l'armée ayant les meilleurs éclaireurs à cheval, c'est-à-dire les cavaliers les mieux montés, les plus hardis, et c'est

la qualité de la monture qui fait toujours la hardiesse des cavaliers.

S'il était nécessaire de favoriser l'institution des courses dans l'intérêt de l'élevage, il était indispensable de maintenir les paris aux courses; car l'expérience a démontré que l'avenir des courses est intimement lié à la question des paris. Sans l'attrait du pari, les courses n'attireront pas la foule en tant que spectacle, et c'est de la foule seule que viennent les grosses recettes. Les subventions officielles et particulières ne suffiraient pas à payer les installations coûteuses, à fournir les primes sérieuses qui dédommagent les éleveurs de leurs peines, les indemnisent de leurs énormes dépenses et les encouragent à persévérer.

## SECTION II

**Loi du 2 juin 1891**

61. Art 4. — Quiconque aura, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, exploité le pari sur les courses de chevaux en offrant à tout venant de parier, ou en pariant avec tout venant, soit directement, soit par intermédiaire, sera passible des peines portées à l'article 410 Code pénal.

Sont réputés complices du délit ci-dessus déterminé et punis comme tels :

1<sup>o</sup> Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris dont s'agit, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux;

2<sup>o</sup> Quiconque aura, en vue de paris à faire, vendu des renseignements sur les chances des chevaux engagés;

3<sup>o</sup> Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront, dans tous les cas, applicables aux délits prévus par la présente loi.

Art. 5. — Toutefois, les sociétés remplissant les conditions prévues par l'article 2 pourront, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, et moyennant un prélèvement en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel de leurs champs de courses exclusivement, mais sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'article 4. Un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture déterminera la qualité des prélèvements ci-dessus visés, les formes et les conditions du pari mutuel.

### SECTION III

#### Prohibition de l'exploitation du pari

62. La loi réprime l'exploitation du pari. Ce qu'elle veut atteindre, c'est seulement une industrie malsaine, souvent malhonnête, qui a pour but, non pas de pratiquer le jeu par elle-même, mais d'y provoquer les autres et d'en tirer un bénéfice.

La loi punit sans distinction l'exploitation du pari *en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit.*

*En quelque lieu.*

Donc, le pari fait sur la pelouse, ainsi que le pari fait dans l'enceinte du pesage.

L'ancienne jurisprudence admettait une présomption de bonne foi et de validité pour ces derniers paris. « L'entrée au pesage étant de 20 fr., ceux qui consentent à faire ce sacrifice sont des gens qui s'intéressent véritablement aux courses et ont en la matière quelques connaissances sportives. »

*Sous quelque forme que ce soit.*

En conséquence, non seulement le pari à la cote, mais aussi le pari au livre. Les travaux préparatoires ne laissent subsister aucun doute sur ce point.

Dans son rapport, M. Riotteau s'exprime ainsi :

« Sous la pression des habitudes du jeu, le pari au livre s'est transformé et a fini par incarner l'ancien pari à la cote. Les piquets, les listes, les appels ont disparu; mais les donneurs les ont remplacés par de grands carnets sur lesquels ils inscrivent le nom et l'adresse du parieur, qu'ils sont censés connaître, et le montant du pari; l'argent ne s'échange pas pendant les courses comme auparavant; les paris se règlent à la fin de la séance.

« De l'avis des gens compétents, la situation est pire qu'elle n'a jamais été, la morale n'y a rien gagné, l'assistance publique y perd d'importants subsides et les sociétés une partie considérable de leurs ressources, au grand détriment de l'élevage. »

Puis il conclut : « Le seul mode de pari public toléré sera le pari mutuel organisé exclusivement sur les hippodromes en vertu d'une autorisation toujours révocable. »

La Cour suprême, conformément à ces principes, a jugé que les dispositions de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 prohibent d'une façon générale et absolue toute exploitation de paris de courses de chevaux sans aucune exception autre que celle qui résulte de l'article 5 de la même loi. (Cass., 9 juillet 1896, — Sirey, 1897, I, 153.)

Donc, les peines édictées par l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 sont applicables au pari au livre.

#### SECTION IV

##### Innovation de la loi du 2 juin 1891

63. Avant la loi du 2 juin 1891, le fait d'offrir le pari n'était pas punissable. La Cour de cassation avait décidé « que la simple annonce ou cri de la cote sur un champ de courses n'est pas par lui-même un fait illicite ; qu'en conséquence, doivent être relaxés de la poursuite ceux qui se bornent à crier ou annoncer la cote sans qu'aucun fait soit relevé contre eux. (Cassation, 8 décembre 1888, — Dalloz, 1889, I, 81.)

A l'appui de cette théorie, la doctrine<sup>1</sup> invoquait les arguments suivants : crier la cote en public ou l'offrir en public, c'est proposer une convention de pari ; ce n'est pas encore la former. Dira-t-on que la loi punit, non la contravention elle-même, mais le fait de tenir sur la voie publique des paris assimilés aux jeux de hasard ? Sans doute, mais l'établissement des jeux de hasard suppose quelque chose de plus que le fait d'offrir la cote, et nous ne voyons pas très bien comment l'invitation à gagner un

1. GARRAUD, *Théorie du Code pénal*, tome v.

pari serait punissable, alors que l'annonce des conditions de pari ne l'est pas. Pour que l'élément matériel de la contravention existe, il faut donc non seulement que le bookmaker ait offert au public de parier, mais encore qu'il ait lié effectivement un pari. Jusque-là, il y a tentative de tenir des jeux de hasard, et, en matière de contravention, la tentative n'est pas punissable.

64. Sous l'empire de la loi, il n'est pas nécessaire que le pari ait été engagé; il suffit qu'il ait été offert « à tous venants ».

Que signifie l'expression « à tous venants » ? M. Villey est d'avis que, par ces mots « à tous venants », le législateur a entendu rétablir l'ancienne distinction faite par la jurisprudence entre les parieurs éclairés et les parieurs étrangers aux habitudes des courses : « Cela ne révèle-t-il pas <sup>1</sup> la volonté du législateur de consacrer l'ancienne distinction faite par la jurisprudence entre le pari effectué entre les gens qui connaissent les chevaux et s'intéressent aux courses et celui auquel tout le monde est admis, et qui, à raison de l'absence de toute connaissance personnelle sérieuse, était qualifié « jeu de hasard » et proscrit comme tel ?

« N'est-ce-pas à ce dernier seulement que s'appliquent les considérations du rapport que

1. VILLEY, Note sous cassation (Sirey, 1897, I, 153).

nous avons rappelées ? Et dès lors, ne doit-on pas dire, malgré la formule un peu générale du même rapport, que c'est seulement l'exploitation de ce dernier genre de pari qui tombe sous le coup de la loi. ? »

La Cour de Paris s'est prononcée en ce sens. Elle a appliqué l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891 « aux fondateurs d'une association ayant en apparence pour but de concourir à l'amélioration de la race chevaline, qui ont installé dans les locaux de l'association des bookmakers autorisés à exposer la cote des chevaux et à traiter des paris avec les membres de l'association ; alors que les formalités d'admission dans l'association consistant uniquement dans une lettre d'adhésion aux statuts étaient insuffisantes pour entraver le libre accès du public ; alors que les paris aux courses se faisaient pour le compte d'individus n'ayant aucune connaissance spéciale en matière hippique, et ne se préoccupant ni de l'origine ni des qualités des chevaux engagés, de telle sorte que le pari constituait pour eux un véritable jeu de hasard. »

Telle ne paraît pas avoir été la pensée du législateur, si l'on consulte les travaux préparatoires, et notamment l'échange d'observations qui a eu lieu à la Chambre des députés.

« Nous vous proposons par l'art. 4, disait le rapporteur de la loi, la suppression de l'exploitation du jeu sous toutes ses formes. »

Et M. de Lamarzelle répondait : Vous vous montrez plus sévère que la Cour de cassation, car vous proscrivez même le pari au livre.

L'intention du législateur ne semble donc pas douteuse.

Selon M. Laya, offrir le pari à tout venant, c'est offrir le pari publiquement.

Cette théorie est inadmissible. En effet, l'article 4 doit être appliqué en dehors de toute publicité. C'est là une condition qui n'est en aucune façon exigée par la loi, et qui est manifestement contraire à l'intention du législateur. Que le jeu ait été offert dans un lieu public ou dans un lieu privé, dès lors qu'il s'agit de l'exploitation du pari aux courses en vue d'un bénéfice à réaliser, les peines de l'article 410 sont encourues. Mais, c'est précisément le pari offert à tous venants, hors des lieux publics, dans les officines où le bookmaker opérait loin des regards et des investigations de la police, que la loi a voulu atteindre et qu'elle a atteint, en effet, par cette formule, exempte de toute ambiguïté :

*Quiconque, en quelque lieu et sous quelque forme.*

Pour nous, nous estimons avec M. Garraud, que l'expression « à tous venants » sert à désigner le public pris en masse.

C'est aux tribunaux de constater et d'apprécier, si, dans tels cas déterminés, les faits incriminés constituent l'offre à tous venants. Ainsi,

la Cour de Paris a considéré que le fait par un individu d'imprimer et de répandre des circulaires dans lesquelles il offre de servir d'intermédiaire pour parier sur les courses de chevaux, impliquait nécessairement l'offre à tout venant, au sens de la loi du 2 juin 1891. (Paris, 3 juillet 1895, — Sirey, 1897, II, 75.)

## SECTION V

### Règles spéciales de complicité

65. Le législateur ne s'est pas occupé exclusivement des auteurs principaux ; il a visé spécialement les complices.

Sans cette précaution, il eût été difficile, sinon impossible, d'établir la complicité des individus mentionnés aux §§ 1, 2, 3 de l'article 4.

Or, la loi leur attribue de plein droit le caractère de complices. Dès lors, il n'y aura pas à rechercher si les éléments de la complicité sont réunis ; leur auteur sera réputé complice, encore bien qu'il offrît d'apporter la preuve contraire, et qu'il parvînt à démontrer sa non-participation au délit principal ou son ignorance.

Sont réputés complices, aux termes de l'art. 4 :

1<sup>re</sup> Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux ;

2° Quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés ;

3° Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter des paris dans son établissement.

*1° Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux*

66. Ce paragraphe fut inspiré aux législateurs de 1891 par le développement qu'avaient pris à cette époque les agences de paris. Elles s'étaient installées aux quatre coins de Paris, dans les cafés les plus connus, chez les marchands de vins, et jusque dans les bureaux de tabac.

Les journaux étaient remplis de leurs annonces : « Ce n'est pas sans crainte <sup>1</sup> que nous voyons se reconstituer les agences dont les annonces, chaque jour plus nombreuses, s'alignent dans les colonnes de certains journaux de sport. Elles servent d'intermédiaire entre le bookmaker et le parieur, qui est ainsi dispensé de se rendre sur le champ de courses. »

Et plus loin : « Il est de toute nécessité que la législation nouvelle atteigne, de la manière la plus complète, l'agence de paris aux courses hors des hippodromes, quel que genre de pari

1. Rapport Riotteau, Documents parlementaires, Chambre, 1891, 1, 825.

qu'elle exploite, les vendeurs de pronostics, tous les individus qui, en un mot, racolent les clients dans toutes les classes, et principalement parmi les classes laborieuses, qu'il faut désormais préserver de ce danger quotidien. »

La loi, en assimilant l'intermédiaire à l'auteur principal, a tranché la controverse qui séparait les Cours d'appel et la Cour de cassation.

Alors que les cours d'appel condamnaient les agences servant d'intermédiaires entre les parieurs et le pari mutuel, la Cour suprême les renvoyait de la poursuite, déclarant « qu'une agence qui offre au public de lui servir d'intermédiaire pour prendre, aux guichets des sociétés de pari mutuel autorisées, des tickets conformément aux ordres qui lui seraient donnés, n'était en réalité qu'une agence de commission, s'exerçant à l'occasion d'opérations de jeu dont la légalité ressortait des arrêtés ministériels, et ne pouvait être considérée comme une maison de jeux de hasard dont la tenue tombe sous le coup de l'article 410. (Cass., 19 mars 1838; 3 mai et 7 juin 1889, — Sirey, 1890, I, 233.

Depuis la loi de 1891, il ne serait plus permis de juger ainsi, et la Cour de cassation, conformément à ses nouveaux principes, a condamné un prévenu qui avait installé successivement dans divers locaux une agence de paris sur les courses de chevaux, recevait constamment des

paris par l'intermédiaire de courtiers après le résultat de chaque journée de courses, se rendait lui-même sur le champ de courses quand il y avait de gros paris, avait chez lui des listes apportées par ses courtiers, ainsi que des sommes d'argent qui lui avaient été données par les joueurs. (Cass., 22 fév. 1875, — Dalloz, 1889, 8, 414.)

*2<sup>e</sup> Quiconque aura en vue de paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés*

67. La vente de pronostics avait été d'abord déclarée licite<sup>1</sup> par un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, en date du 23 avril 1887.

Depuis, revenant sur sa première opinion, le Tribunal avait décidé le contraire, faisant

1. En doctrine, quelques auteurs se montraient favorables à ce système. Ils raisonnaient ainsi :

Où les renseignements sont sérieux, ou ils ne le sont pas.

S'ils sont sérieux, ils reposent sur les mêmes éléments qui servent aux bookmakers pour la confection de leurs livres : travail des chevaux dans les centres d'entraînement ; statistique des épreuves courues par les chevaux et du rang qu'ils y ont occupé (c'est ce qu'on appelle les performances) ; connaissance de leur état de santé, de leur degré de préparation, des accidents qu'ils ont pu éprouver, etc., etc.

C'est une étude de tous les instants, comparable à la pratique des affaires de la procédure et de la médecine.

Pourquoi donc ne serait-il pas permis à celui qui se consacre spécialement à l'étude des courses, de recueillir un profit de l'expérience qu'il s'est acquise, comme l'avocat et le médecin tirent une rémunération des conseils que le public leur demande ?

Si les renseignements ne sont pas sérieux, le public ne tardera pas à s'apercevoir qu'on le dupe, et il désertera en masse. (Paul FAUCHER, *Paris de courses et de jeux de hasard.*)

dépendre la culpabilité des vendeurs de pronostics d'une question de fait.

Les vendeurs n'étaient pas coupables si l'acheteur du pronostic en a fait un usage licite; c'est-à-dire s'il a parié au pari mutuel, ou bien s'il a parié au pari à la cote, étant au courant des choses de courses, et avec des personnes qu'il connaissait.

Dans tout autre cas, le vendeur de pronostics sera coupable d'avoir favorisé un jeu illicite.

La loi de 1891 a renversé la jurisprudence suivie en cette matière : toute distinction est désormais supprimée; le vendeur de pronostics est punissable dans tous les cas.

Appliquant ces principes, la jurisprudence considère qu'il y a vente de pronostics dans le fait de mettre en vente une feuille où les appréciations sur les chances des chevaux jouent un rôle capital, et dans laquelle notamment le même article de fond est reproduit chaque jour, de telle sorte qu'on peut dire que ladite feuille est achetée uniquement pour l'indication des chances de succès des chevaux engagés aux courses. (Tribunal correct. Seine, 24 juin 1892, — *Gazette du Palais*, 1892, II, 82.) Dans le fait de mettre en vente un journal dont le prix de vente est d'ailleurs si élevé, qu'il indique à lui seul que la feuille vendue n'est pas un journal, mais uniquement l'indication des chances de chevaux qui y figurent. (Tribu-

nal corr. Seine, 5 mai 1891, — *Gazette du Palais*, 1891. II, 12. )

Il faut se garder d'assimiler à ces feuilles certains journaux qui, incidemment, renseignent le lecteur sur les chevaux qui prennent part aux courses, et désignent dans chaque course le cheval gagnant.

Ce serait dépasser le but de la loi : la loi cherche uniquement à atteindre une escroquerie d'un genre spécial, qui consiste à simuler une science imaginaire pour se créer des bénéfices inavouables. Elle vise : « ces pronostiqueurs ambulants ou en chambre, pour la plupart anciens bookmakers n'ayant pas fait leurs affaires, et à la carrière desquels la police correctionnelle met un couronnement mérité. Pour ceux-là, en effet, le métier est bien simple. Il consiste à choisir une ou deux courses ayant un résultat invraisemblable, et à annoncer effrontément qu'ils ont désigné les vainqueurs à leurs correspondants. Comme les correspondants n'existent point, il ne se produit aucune protestation. Une clientèle se forme aussitôt autour de cet homme habile, et, pour peu que le hasard s'en mêle, il arrive parfois au pronostiqueur d'indiquer à ses clients le cheval gagnant qu'il a pointé sur le programme au hasard de son crayon, ou tiré au sort dans son chapeau ».

1. CHARTON DE MEUR, *Dictionnaire de jurisprudence hippique*.

68. La situation des vendeurs de pronostics se transforma. Pour éviter des poursuites et des condamnations, ils s'ingénierent à tourner la loi, et ils réussirent en installant à l'étranger des bureaux de correspondance.

Certains journaux consacraient toute une page, quelque fois plus, à leurs annonces retentissantes.

Ils prévenaient chaque jour le public qu'il suffisait de leur écrire en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, pour recevoir, moyennant argent, bien entendu, des renseignements sûrs, des certitudes sur les courses qui vont avoir lieu et sur le moyen d'y faire fortune avec un enjeu minime. Les correspondants installés à l'étranger étaient des compères servant purement et simplement d'intermédiaires aux vendeurs de pronostics, qui opéraient en France. Le télégraphe et le téléphone rendaient ce genre d'opérations très facile et très simple.

Il était impossible d'atteindre à l'étranger les correspondants en question. Le parquet avait songé à poursuivre les journaux et les avait menacés. Quelques-uns s'inclinèrent; les autres ne tinrent aucun compte des avertissements de la justice. En l'absence de textes précis, le parquet restait impuissant.

Un projet de loi fut déposé à la Chambre. Il proposait de qualifier comme complices des paris défendus par la loi, et par suite passibles

des peines édictées par l'article 410 du Code pénal :

Quiconque, par des avis, circulaires, prospectus, cartes, annonces, ou par tout autre moyen de publicité, aura fait connaître l'existence, soit en France, soit à l'étranger, d'établissements, d'agences ou de personnes vendant des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés.

Le 1<sup>er</sup> avril 1900, sur le rapport de M. Tillaye, la proposition de loi était acceptée par le Sénat. Le § 2, article 4 de la loi du 2 juin 1891 fut ainsi modifié :

Quiconque aura, en vue de paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès de chevaux engagés, ou qui, par des avis, circulaires, prospectus, cartes annonces, ou par tout autre moyen de publicité, aura fait connaître l'existence, soit en France, soit à l'étranger, d'établissements, d'agences ou de personnes vendant ces renseignements.

*3° Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement*

69. Ce n'est pas, en effet, sur le champ de courses que le pari est le plus dangereux ; c'est en dehors, lorsque le parieur devient le client de ces agences, qui le guettent dans les cafés ou les cabarets chaque jour plus nombreux, qui vont presque le chercher dans les anti-

chambres, les ateliers et les magasins. Il fallait également frapper ceux qui sont les complices de cette industrie en lui prêtant des établissements.

Se rend complice du délit spécifié le cafetier qui reçoit par fil spécial les résultats des paris engagés sur les courses de chevaux de la journée, les fait afficher immédiatement, et permet ainsi aux joueurs qui fréquentent son établissement de régler les paris engagés entre eux. (Paris 9 février 1899, — *Gazette du Palais*, 1899, I. 846).

## SECTION VI

### Exception en faveur du pari mutuel

70. La loi du 2 juin a admis une exception en faveur du pari mutuel, organisé dans certaines conditions par les sociétés de courses autorisées.

ARTICLE V. — Toutefois, les sociétés remplissant les conditions prescrites par l'article 2 pourront, en vertu d'une autorisation spéciale, et toujours révocable du ministre de l'Agriculture, et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement, mais sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'article 4.

Le pari mutuel est toléré à condition qu'il soit organisé : 1° par les sociétés de courses ; 2° avec une autorisation spéciale et toujours révocable du ministre de l'Agriculture ; 3° moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage ; 4° sur les champs de courses exclusivement.

*1° Autorisation de faire courir*

71. Avant d'être autorisé à faire fonctionner le pari mutuel, il faut qu'une société soit autorisée à faire courir. Elle obtient cette autorisation à la condition : 1° qu'elle ait pour objet l'amélioration de la race chevaline ; 2° que ses statuts aient été approuvés par le ministre de l'Agriculture après avis du conseil supérieur des haras.

*2° Autorisation de faire fonctionner le pari mutuel*

72. L'autorisation de faire fonctionner le pari mutuel est soumise à certaines formalités imposées par le décret du 7 juillet 1891.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Les sociétés de courses autorisées conformément aux articles 1 et 2 de la loi du 2 juin 1891 qui voudront installer le pari mutuel sur leurs champs de courses, devront adresser annuellement à cet effet au

ministre de l'Agriculture, par l'intermédiaire des préfets des départements dans lesquels existent leurs hippodromes, une demande spéciale d'autorisation qui devra être accompagnée :

1° D'un état certifié conforme des comptes en recettes et des dépenses de l'exercice précédent ;

2° Du budget de la société pour l'exercice en vue duquel est demandée l'autorisation d'installer le pari mutuel :

3° Et d'un relevé des dates des journées de courses prévues par le même exercice, avec l'indication du nombre de courses par journée.

ART. 2. — Les autorisations de fonctionnement du pari mutuel délivrées par le ministre de l'Agriculture sont annuelles.

Toutefois, ces autorisations pourront toujours être retirées en cours d'exercice, soit pour cause d'inexécution des prescriptions de la loi du 2 juin 1891 ou des décrets des arrêtés pris en exécution de ladite loi, soit pour des raisons d'ordre public.

### *3° Prélèvements*

73. Le prélèvement effectué sur les paris est réglementé par le décret du 7 juillet 1891, qui en fixe la quotité et en détermine l'emploi,

« ART. 2. — L'arrêté d'autorisation fixera, pour chaque société de courses, la quotité du prélèvement qu'elle pourra faire sur les recettes brutes du pari mutuel pour ses frais d'administration. »

« ART. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout autre prélèvement :

« 1° 2 % en faveur des œuvres locales de bienfaisance ; le montant de ce prélèvement devra être versé dans le délai de 8 jours, à Paris, à la Caisse des dépôts et consignations, et dans les départements, aux caisses des trésoriers payeurs généraux et receveurs particuliers préposés de la Caisse des dépôts.

« 2° 1 % en faveur de l'élevage. Le montant de ces prélèvements devra être versé également dans un délai de 8 jours, à Paris, à la recette centrale des finances et dans les départements à la trésorerie générale.

« Un bordereau, établi par le président de la Société et visé par le préfet du département, sera remis à l'appui de chaque versement.

« ART. 4. — Les sommes provenant des prélèvements faits en faveur des œuvres d'assistance, seront centralisées à la Caisse des dépôts et consignations et inscrites à un chapitre intitulé :  
« Produits du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance, »

Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un titre distinct, intitulé : « Produits du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage » pour être rattachés au budget du ministre de l'Agriculture, dans la forme usitée en matière de fonds de commerce.

ART. 5 — Les sommes provenant du prélèvement de 2 % seront administrées et réparties entre les œuvres locales de bienfaisance par les soins d'une commission spéciale qui sera ainsi composée :

Le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Intérieur, présidents;

Trois sénateurs et trois députés désignés par les ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur;

Le vice-président du conseil supérieur de l'assistance publique, vice-président;

Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur ;

Le directeur de l'administration départementale et communale;

Le directeur général de la comptabilité publique;

Le chef de service de l'inspection générale des finances ;

Un inspecteur des finances désigné par le ministre des Finances ;

Le directeur des haras ;

Deux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture désignés par le ministre de l'Agriculture.

Deux secrétaires désignés, l'un par le ministre de l'Agriculture, l'autre par le ministre de l'intérieur.

Le paiement des fonds au profit des œuvres locales de bienfaisance sera effectué, d'après des états de répartition produits à la Caisse des dépôts et consignations, par le président de la commission ou à son défaut par le vice-président.

ART. 6. — Les sociétés de courses autorisées en exécution de la loi du 2 juin 1891 et du présent décret sont placées, au point de vue de leur gestion financière et des opérations du pari mutuel, sous la surveillance et le contrôle de l'inspection générale des finances, qui peut se faire représenter les registres, pièces comptables et tous autres documents qu'elle jugera nécessaire aux vérifications ci-dessus visées.

En outre, dans les départements autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise, les mêmes droits appartiendront aux trésoriers généraux et receveurs des finances.

*4<sup>e</sup> Localisation du pari mutuel*

74. Le pari mutuel ne peut légalement fonctionner que sur les hippodromes et aux seuls guichets ouverts par la société.

Le projet primitivement voté par la Chambre des députés ne contenait pas ce dernier paragraphe de l'article 6: « Sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'art. 4, » lequel interdit tout pari par intermédiaire.

Au Sénat, on fit remarquer l'incertitude qui en résultait sur la question de savoir si les sociétés autorisées seraient admises à fonder des annexes du pari mutuel en dehors de leurs hippodromes. Admettre une semblable tolérance, c'était s'exposer à revoir le pari mutuel fonctionner dans la plupart des établissements publics où les joueurs affluaient avant l'arrêt de 1890. Le Sénat, nettement opposé au retour de semblables éventualités, a fait ajouter dans le texte de loi le membre de phrase dont il s'agit, et qui a été adopté sans discussion par la Chambre des députés.

Il résulte donc que le pari par intermédiaire est interdit aux sociétés de courses, lesquelles ne peuvent avoir, en dehors de leurs hippodromes, et notamment dans les cafés ou autres établissements publics, aucun agent autorisé à recevoir le dépôt préalable des enjeux.

#### Critique de la loi du 2 juin 1891

75. Puisque les paris sont nécessaires à l'institution des courses, pourquoi avoir toléré le pari mutuel et supprimé le pari à la cote ?

En quoi l'un est-il préférable à l'autre ?

En faveur du pari mutuel, on fait valoir deux considérations :

1° Le pari mutuel offre plus de garanties que le pari à la cote. Le public peut s'adresser à un bookmaker insolvable ou malhonnête, qui, sans attendre la fin de la course, prendrait la fuite avec l'argent de ses clients.

Cette objection est puérile. Si les financiers<sup>1</sup> de toute catégorie, depuis les agents de change jusqu'aux courtiers, font des krachs qui compromettent la fortune publique, en vendant des valeurs qu'ils n'ont jamais eues et en achetant des titres qu'ils savent pertinemment ne pouvoir jamais payer, pourquoi ne ferme-t-on pas la Bourse ? Pourquoi ne supprime-t-on pas courtiers et agents de change ? Parce que sans doute les financiers qui partent avec les fonds de leurs clients sont l'exception, et qu'à tout prendre, le remède serait plus désastreux que le mal. Or, il est certain que la proportion des industriels qui auraient pris la fuite sans régler leurs paris est inférieure à celle des spéculateurs qui sont passés en Belgique ou qui furent écroués à Mazas.

Après tout<sup>2</sup>, qui dit que la société des courses se borne à prélever, sur les sommes qui lui ont

1. X..., *Question des courses*.

2. X. LEROY, *Le monde des jeux*.

été confiées, 3 %, seulement pour les œuvres de bienfaisance et l'encouragement de l'élevage ?

Quelle garantie y a-t-il dans le travail de répartition des 15, 20 ou 30 tribunes où il a été délivré des tickets de 5, 20 ou 100 fr. ? Il faudrait un contrôleur administratif par tribune pour surveiller d'abord l'inscription des paris à la feuille du tableau, ensuite la totalisation de cette feuille, et enfin, à la répartition générale, un fonctionnaire de l'État.

Et de fait, des fraudes ont été commises. A la suite de contestations de certains joueurs plus avisés, l'administration du pari mutuel a été forcée de changer les chiffres qu'elle avait primitivement affichés, et de verser aux gagnants une somme supérieure à celle annoncée tout d'abord.

2° Le pari mutuel assure la régularité des épreuves; il se prête peu à la fraude par laquelle on fait gagner un cheval délaissé, en pariant, en cachette ou au dernier moment, en sa faveur.

C'est une erreur. Le jour où un propriétaire, un entraîneur, un jockey voudront faire ce qu'on appelle « un coup », ils réussiront tout aussi bien avec ce genre de pari qu'avec l'autre. Le public aura parié dans une très grande proportion le cheval que sa qualité ou ses performances passées indiquent comme le gagnant à peu près certain. Pendant ce temps—

là, un intéressé misera sur les autres concurrents proportionnellement à leurs chances respectives. Le jockey du favori retiendra son cheval, et encaissera ensuite un bénéfice considérable.

Le pari mutuel ne présente donc pas plus d'avantages que le pari à la cote. Il n'est pas non plus un pari plus scientifique

En effet :

Quand on joue à la cote un cheval à 10/1, on ne le jouerait pas s'il était à 5/1, estimant que sa chance de gagner est de plus d'un onzième, mais de moins d'un sixième.

Au pari mutuel, on n'est fixé qu'après la fin des opérations sur la quotité du gain possible, puisque, jusqu'à la fin, de nouveaux paris peuvent modifier la proportion existante.

Indépendamment de cet inconvénient capital pour le parieur de ne pas savoir si la cote sera en rapport avec la chance que ses calculs attribuent à son favori, le pari mutuel a ce résultat, très fâcheux aux yeux des gros joueurs, qu'une forte mise abaisse au pari mutuel la cote même du parieur qui l'engage, tandis que le bookmaker abaisse seulement la cote, et, par conséquent, le bénéfice éventuel des joueurs qui viennent ensuite.

Enfin, le pari mutuel a exercé une influence néfaste sur la masse par ses répartitions inespérées. Il a développé le goût du jeu dans toutes

les classes : le petit employé, l'ouvrier, la mère de famille et même l'enfant ont commencé à parier et à fréquenter les courses. Et ainsi les courses, qui servaient autrefois de passe-temps pour quelques riches désœuvrés, sont devenues pour beaucoup un besoin et une habitude.

Si donc (et tel est le but que l'on doit poursuivre), il faut enrayer le mal et restreindre la passion du jeu le plus possible, la logique et la justice imposent le devoir d'accorder la liberté des paris. Il faut laisser fonctionner, à côté du pari mutuel, le pari à la cote et le pari au livre en faisant payer aux bookmakers une redevance élevée, et en exigeant d'eux des garanties de solvabilité et de moralité. De cette façon, on créerait une nouvelle ressource de cinq à six millions par an, qui viendrait s'ajouter aux prélèvements du pari mutuel, et permettrait de supprimer les subventions accordées aux sociétés de courses par l'État, les départements et les villes.



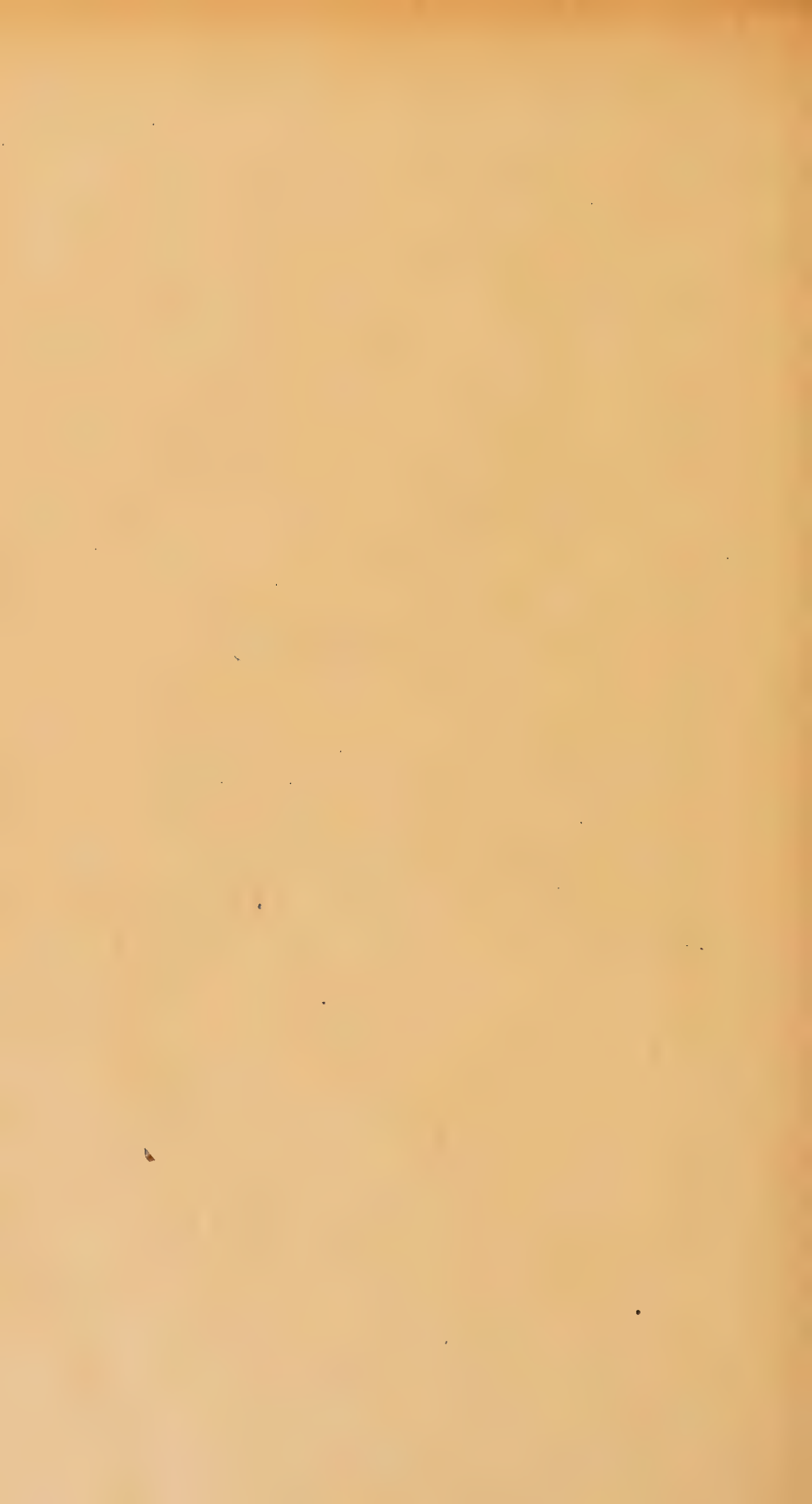
## TROISIÈME PARTIE

---

### DES LOTERIES

---

76. Au point de vue pénal, la loi assimile aux jeux de hasard les loteries. Toute loterie, en effet, est un jeu de hasard, puisqu'elle consiste essentiellement à poursuivre la réalisation d'un bénéfice important attribué par la voie du hasard, moyennant une mise ou enjeu minime.



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### NOTIONS HISTORIQUES

77. La loterie existait chez les Hébreux et chez les Égyptiens.

A Rome, dans les représentations publiques, les empereurs faisaient parfois jeter à la foule des lots dont profitaient les plus heureux et les plus adroits. Auguste inventa un genre original de loterie. Il mettait en vente des tableaux dont l'envers seul était exposé ; l'acquéreur ignorait la valeur de son acquisition ; souvent on obtenait pour une somme modique, des peintures d'un grand prix, et quelquefois, on payait très cher des œuvres sans mérite. Sous Néron, une loterie fut organisée au profit du peuple et des sénateurs furent autorisés à en organiser pour eux-mêmes. Héliogabale, par divertissement, faisait figurer parmi les lots gagnants, à côté de sommes importantes en or ou en argent et d'œuvres d'art inestimables, une collection de mouches, un chien mort, ou tout autre objet dérisoire. C'est l'origine de la tombola.

78. Il ne reste pas trace de loterie pendant l'époque gallo-romaine et le moyen âge.

La première loterie officielle parut sous François I<sup>er</sup> en 1539. Un édit donnait à un sieur Jean Laurent la permission d'établir des loteries à Paris et en province, moyennant un droit de 200 livres ; le prix du billet était fixé à 10 sous.

Les Italiens qui vinrent en France à la suite de Marie de Médicis, perfectionnèrent la loterie. Les lots en nature furent remplacés par des lots en argent.

Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, on en fit un tel abus, que le Parlement intervint et en régla l'exploitation.

Sous Louis XIV, il y eut des loteries de toutes sortes : loteries de libéralité, loteries de spéculation particulière, loteries de charité et loteries commerciales. En 1660, le roi organisa une loterie à l'occasion du mariage de M<sup>lle</sup> de Nantes et du duc de Bourbon.

La loterie est alors considérée comme ressource d'État. Un premier essai fut tenté en 1700 ; les billets émis représentaient un capital de dix millions ; 455 lots étaient attribués aux gagnants et leur assuraient 500.000 livres de rente. De cette façon, le grand Roi pourvut de pompes à incendie vingt-quatre quartiers de Paris, et fit construire le pont Royal et l'hôpital général de Paris.

Louis XV créa des loteries nouvelles à chaque besoin d'argent : loteries de l'Hôtel de Ville, en

1741 ; des Enfants trouvés, en 1754 ; des Communautés religieuses et de l'École royale militaire, en 1757 ; de Piété, en 1772, etc., etc.

En 1776, un arrêt du Conseil d'État constituait la loterie nationale. Elle était dirigée, sous les ordres du contrôleur général des finances, par un intendant et douze administrateurs. L'intendant fut supprimé en 1777, et les administrateurs réduits à six ; ils recevaient un traitement de dix mille livres et 10 % sur les bénéfices. Les frais s'élevaient environ à 600.000 livres, d'après un rapport présenté par Lebrun à l'Assemblée constituante le 3 juillet 1790.

Dans cette année, le service de la loterie fut rattaché au ministère des Finances, service de comptabilité. Une caisse de recouvrements était placée sous la surveillance directe du ministre.

Trois ans après, Thuriot faisait à la convention la proposition de supprimer les loteries ; le décret fut rendu sans débat.

Rétablie par le Directoire le 9 vendémiaire an VI, la loterie nationale devenue plus tard loterie royale, continua à fonctionner sous le Consulat, l'Empire, la Restauration et le Gouvernement de Juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1836. (Loi du 21 avril 1832.)

Quant aux loteries particulières, elles demeuraient prohibées depuis l'arrêt du Conseil d'État (1776), qui fut confirmé par la loi du 21 vendémiaire an II.

## CHAPITRE II

### ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA LOTERIE

79. Aux termes de la loi du 21 mai 1836, article 4 : Sont réputées loteries et interdites comme telles les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

Pour qu'il y ait loterie, il faut donc : 1° que l'opération ait pour objet de faire naître l'espérance d'un gain à réaliser ; 2° que le gain se réalise par la voie du sort ; 3° que l'opération présente un certain caractère de publicité.

Il y a controverse sur le point de savoir si le gain doit être obtenu en échange d'un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec l'enrichissement qu'il procure.

80. 1° Il faut que l'opération ait pour objet de faire naître l'espérance d'un *gain* à réaliser.

Ainsi, dix personnes se réunissent pour mettre en commun la même somme d'argent, acheter un nombre égal d'objets de même valeur et tirer au sort celui qui doit devenir la

propriété de chacun des participants: il n'y aura pas loterie, car chaque intéressé reçoit la même valeur et une valeur équivalente à celle qu'il a mise en commun.

81. 2° Que le gain se réalise par la *voie du sort*.

Peu importe le procédé: numéros extraits d'une roue, nom extrait au hasard d'un dictionnaire d'adresse.

Tombe sous le coup de la loi l'attribution de la prime aux acheteurs d'un journal, déterminée par une combinaison mathématique entre le nombre des exemplaires tirés chaque jour et le chiffre des exemplaires restés invendus, ce dernier chiffre étant nécessairement soumis à des variations qui impriment à la combinaison un caractère aléatoire. (Cass., 9 janvier 1885, — Sirey, 1885, I, 404.)

Il n'est pas nécessaire que les lots ou primes soient ou non l'objet principal de l'opération; il suffit que le hasard doive décider du sort de la prime réunie à la vente d'un objet quelconque, (Lille, 5 janvier 1899, — Dalloz, 1899, II, 345.)

82. 3° Que l'opération ait un certain caractère de *publicité*.

Il y a loterie dès qu'il y a offre au public « encore bien que, dès l'avis du refus d'autorisation, il aurait été publié que la loterie n'aurait pas lieu, et qu'en effet, il n'ait pas été procédé au tirage des billets. » (Rouen, 4 juillet 1845, — Dalloz, 1853, II, 85.)

La jurisprudence relève un caractère de publicité :

Dans le fait par un marchand d'offrir au public, pour tout achat fait dans son magasin, un billet donnant droit aux chances de gain, par voie du sort, d'objets exposés à son étalage (Tribunal correctionnel d'Angoulême, 30 mars 1889, — *Droit*, 11 mai 1889);

Dans le fait par un journal de publier des bons d'actions d'une caisse de solidarité en annonçant que les participants devront, après s'être fait inscrire dans les bureaux, justifier qu'ils ont acheté consécutivement trente numéros du journal, ladite annonce suivie, chaque jour, d'un avis invitant le bénéficiaire désigné à passer à l'administration du journal (Lyon, 11 avril 1892, — *Sirey*, 1892, II, 314) ;

Dans le fait par un journal d'offrir au public, pour déterminer des abonnements, de participer aux chances d'un tirage au sort portant sur des billets de place de théâtre pour les premières représentations (Paris, 5 février 1883, — *France judiciaire*, 1882-1883, p. 391);

Dans le fait par l'administration d'un journal d'offrir en prime aux acheteurs de ce journal des billets de théâtre qui sont tirés au sort entre lesdits abonnés. (Paris, 13 février 1883, — *Sirey*, 1885, II, 179.)

83. Faut-il que le gain soit obtenu en

échange d'un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec l'enrichissement qu'il procure ?

La loi de 1836 a été diversement interprétée. Dans une première opinion, on formule ainsi la prohibition : interdiction d'offrir à une certaine catégorie de personnes, dans certaines conditions de publicité, un avantage dû au tirage au sort.

La seconde interprétation peut se résumer dans la même formule, à la condition d'y ajouter quelques mots et de dire : interdiction d'offrir à une certaine catégorie de personnes, avec publicité, en échange d'un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec l'enrichissement qu'il procure, un avantage dû au tirage au sort.

Le tribunal de Lyon avait adopté cette théorie, et il avait considéré que le caractère gratuit était exclusif de la loterie prohibée.

Dans l'espèce, il s'agissait de tickets adressés gratuitement par un journal à des personnes autres que les abonnés et acheteurs, dont l'une, désignée par le sort, se trouvait gagner chaque jour un lot.

Mais la Cour a infirmé la décision en déclarant qu'à tort les premiers juges avaient exonéré le prévenu des poursuites, par ce motif que les bénéficiaires de la prime n'avaient rien déboursé pour l'obtenir; que la loi est muette sur la condition prétendue d'un débours dont le tribunal fait un élément essentiel du délit; que les termes

des articles 2 et suivants de la loi sont généraux, et ne font aucune distinction de ce genre.

La Cour de Lyon reproduit la même doctrine dans un arrêt du 24 juillet 1895.

Le système contraire est soutenu par le tribunal de Lille. La loterie, déclare-t-il, est une sorte de jeu qui exige des mises réciproques. S'il n'est pas nécessaire qu'elles soient soumises l'une et l'autre au pur hasard comme dans le pari, elles n'en doivent pas moins se rencontrer chez les deux parties. Pour qu'il y ait loterie, il ne suffit pas qu'il y ait un sacrifice pécuniaire unilatéral : celui de la personne qui supporte les primes ou lots dans l'espoir de réaliser un bénéfice plus ou moins considérable par l'accroissement de sa clientèle ou de sa vente ; il faut qu'un pareil sacrifice soit imposé également à ceux entre lesquels le sort doit déterminer l'attribution de ces primes ou lots. Elle n'existe donc pas, du moins au sens de la loi de 1836, lorsqu'il y a distribution purement gratuite d'objets à un certain nombre de personnes par la voie du sort. C'est ce qui se produit en réalité lorsque les lots sont acquis aux gagnants sans que personne, parmi les porteurs de supplément ou prospectus numéroté, ait rien eu à déboursier pour se le procurer.

Cette solution se justifie par un argument tiré de l'esprit de la loi et par un autre emprunté au texte même de cette loi.

Ce à quoi le législateur a voulu mettre obstacle, c'est à l'acquisition, moyennant une somme généralement modique à la portée de tous, d'une chance plus ou moins considérable de réaliser un gain en comparaison et intrinsèquement énorme. Il considère comme immoral et dangereux l'attrait exercé par le désir d'obtenir, en dehors du travail et par un procédé facile et en apparence peu coûteux, des sommes infiniment supérieures à la rémunération du travail soutenu et prolongé. Les gens qui vivent dans cette espérance perdent peu à peu le goût du travail pour s'absorber dans une attente souvent vaine, toujours démoralisante. Ajoutez à cela la disparition de l'épargne populaire, qu'amènent des opérations de ce genre pratiquées d'une façon générale.

Il n'en est plus ainsi lorsque les numéros, tickets ou billets de loteries se trouvent être distribués gratuitement. D'une part, l'épargne n'en souffre pas ; d'autre part, le goût du travail n'est pas atteint, puisque, à la différence des billets que tout le monde peut se procurer à la seule condition de verser le prix d'acquisition, personne ne peut compter sur la libéralité dont les billets distribués à tout venant font l'objet.

Si toutefois il y avait danger, il serait nécessaire que le législateur intervînt, car la prohibition ne résulte pas de la loi de 1836.

L'argument de texte paraît plus probant. La loi se sert des mots « ventes et opérations » qui impliquent nécessairement le fait de fournir quelque chose pour recevoir autre chose en échange. Ceci paraît plus certain encore, si l'on remarque qu'il s'agit « d'opérations offertes au public ». Il y a donc une sorte de marché, un sacrifice proposé à l'autre partie en s'ingéniant d'ailleurs à le lui faire paraître le moins onéreux possible. Rien de semblable dans la donation pure et simple d'un titre donnant chance de se voir attribuer la prime.

Un argument d'un ordre identique pourrait être tiré du mot gain, qui désigne la contre-partie d'un effort fourni, d'une valeur engagée, surtout si on le rapproche du verbe *acquérir*. Acquérir un gain ne peut s'appliquer à l'attribution à titre gratuit d'une libéralité.

La thèse juridique du Tribunal de Lille mérite donc d'être préférée à celle que la Cour de Lyon a consacrée.

Il a été jugé qu'il n'y a pas loterie dans le fait par un journal de faire distribuer gratuitement sur la voie publique des suppléments donnant, avec les premières pages d'un feuilleton, l'annonce d'une tombola gratuite, la liste des lots offerts, ainsi que des numéros permettant aux porteurs de suppléments de participer aux tirages, avec avis que les numéros gagnants seront communiqués aux requérants. (Lille,

5 janvier 1899,—Dalloz, 1899, II, 345.) De même, l'offre et l'envoi d'une prime par un journal, bien qu'ayant pour but d'encourager le public à prendre un abonnement, n'en conservent pas moins leur caractère de gratuité, et la prime constitue un don gracieux. (Trib. corr. Seine, 23 janv. 1900,—*Gazette du Palais*, 1900, I, 300.)

Il convient d'ajouter que la loi reprendrait son empire, si l'avantage auquel concourent éventuellement les porteurs de suppléments, billets ou autres titres numérotés, a entraîné, sous une forme quelconque, un sacrifice pécuniaire de la part de ceux qui le possèdent. Donc s'il a été nécessaire que le public, tout en ayant obtenu, sans bourse délier, les numéros participant au tirage au sort, déboursât une certaine somme (par exemple pour l'acquisition d'un journal) pour connaître la décision du sort, il y a sacrifice pécuniaire, et l'opération présente les caractères d'une loterie tombant sous l'application de la loi.

Peu importe l'étendue de ce sacrifice; il n'est pas nécessaire que la totalité de la mise soit perdue.

Les acheteurs d'un journal sur lequel se trouve un numéro de loterie ou qui accompagne un ticket, ne perdent pas pour cela l'intégralité de leur mise, parce que le sacrifice pécuniaire qu'ils ont fait leur a procuré, en même temps que ce ticket auquel était attachée

la chance de gagner, le journal lui-même, qui a pu représenter pour eux une valeur d'un certain intérêt.

En résumé, toute opération, bien qu'elle soit licite et valable, tombe par conséquent dans les prévisions de la loi dès qu'il s'y joint l'acquisition d'un gain dont le bénéficiaire est désigné par la voie du sort.

Application de ces principes a été faite :

A l'administration d'un journal qui avait mis à la disposition de l'ensemble de ses abonnés une certaine quantité d'objets destinés à être distribués entre eux par la voie du sort, à l'aide d'une combinaison de numéros (Trib. corr., Seine, 14 mars 1883, — *Gazette du Palais*, 1882-1883, 450);

A l'administration d'un journal quotidien qui avait attribué chaque jour aux acheteurs du journal une prime de 100 fr., dont le hasard déterminait le bénéficiaire (Cass., 9 janvier 1883, — Sirey, 1885, I, 404);

A un journal qui avait attribué des primes, au moyen d'un tirage au sort, à ceux des enfants ou neveux de ses abonnés justifiant de certaines récompenses dans les établissements d'éducation auxquels ils appartiennent. (Lille, 5 janvier 1899, — Dalloz, 1899, II, 345.)

Au contraire, il a été jugé que le fait de libraires qui donnent en prime aux acheteurs de leurs livres des billets d'une loterie autorisée

ne tombent pas sous la prohibition de la loi. (Cass., 9 août 1850, — Sirey, 1850, I, 689.)

Dans cette opération, on ne retrouve pas, comme dans les autres hypothèses, le fait d'avoir offert à certaines personnes l'espérance d'un gain destiné au sort.

En effet, tout acheteur avait droit à la prime promise, à la seule condition de se rendre acquéreur de livres pour une somme déterminée ; le hasard n'intervenait donc pas pour lui attribuer la prime. La circonstance que cet avantage consistait dans l'abandon d'un billet de loterie ne suffisait pas à modifier le principe, puisque les billets offerts ayant été légalement émis (c'était l'hypothèse), pouvaient être librement acquis par le libraire et librement distribués par lui, pourvu qu'ils ne le fussent pas par la voie du tirage au sort.

---

## CHAPITRE III

### VALEURS A LOTS

84. Faut-il étendre la prohibition de la loi de 1836 aux titres offrant aux souscripteurs des chances de gain livrées au hasard d'un tirage au sort ?

Ces titres se divisent en deux catégories :

Les uns, émis à un taux déterminé, sont remboursables à un taux supérieur uniforme pour tous les porteurs ; l'époque de remboursement seule est déterminée par le sort. La différence entre le taux de remboursement et le taux d'émission constitue la *prime*.

Les autres remboursés à un taux variant suivant les éventualités d'un tirage au sort. Les titres favorisés se voient attribuer des lots généralement très élevés et hors de proportion avec la mise. La différence entre le taux d'émission et la somme attribuée au porteur favorisé par le tirage s'appelle le *lot*.

85. I. En ce qui concerne les *obligations remboursables avec primes*, il faut distinguer :

1° Les obligations, dès le début productives d'intérêts. La prime, relativement minime, ne constitue qu'un bénéfice accessoire. Il n'y a pas contravention à la loi de 1836, parce qu'il y a

égalité ou à peu près entre les porteurs d'obligations, qu'ils soient remboursés plus ou moins tôt : le tirage au sort ne crée pas le gain ; il ne joue qu'un rôle peu important qu'on peut négliger.

2° Les obligations non productives d'intérêts donnant lieu au remboursement par voie de tirage au sort d'une prime beaucoup plus forte que la somme versée. Dans ce cas, le tour du remboursement, déterminé par le sort, créera un gain au profit des uns et au préjudice des autres. Il y a loterie ou tout au moins une opération présentée au public avec offre de primes ou bénéfices quelconques dus au hasard.

Telles sont les sociétés dites de capitalisation, dans lesquelles chaque adhérent reçoit, contre versement de sa cotisation, une police libérée lui donnant droit à une somme déterminée payable à terme fixe, ou plus tôt si le numéro de la police sort au tirage au sort. (Cassation, 18 décembre 1899, — *Pandectes françaises*, 1900, 1, 481).

M. J. Lefort<sup>1</sup> est d'avis contraire, et prétend que ces sociétés ne sont pas illégales, car les porteurs de police ou bons de capitalisation sont tous appelés à réaliser le même gain ; le tirage n'intervient que pour avancer l'époque de l'exigibilité.

1. Note sous Cassation, arrêt précité. P. 1900, 1, 431.

Cette thèse est péremptoirement réfutée par M. Frèrejouan. Si les intérêts dont le souscripteur est privé étaient accumulés pour lui être remboursés dans un délai plus ou moins éloigné, sous forme d'augmentation de capital, ce serait alors une caisse d'épargne d'un genre spécial; mais l'opération comprend un autre élément, le lot, dont la valeur ne peut être constituée qu'à l'aide d'une perte subie par la presque totalité des souscripteurs sur les intérêts qui leur seraient légitimement dus.

86. En ce qui concerne les *obligations à lots*, pas de distinction à établir: il y a loterie dans tous les cas. En effet, celui qui touche le lot réalise un bénéfice à l'aide d'un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec l'enrichissement procuré. Ce bénéfice, il le doit au hasard d'un tirage au sort auquel il est engagé à participer par un appel fait au public.

En principe l'émission dite des *valeurs à lots* est interdite. Le législateur peut apporter une exception à la loi du 18 mai 1836 pour favoriser certaines entreprises ou certains établissements, pour attirer vers eux les capitaux et assurer le succès d'un emprunt. Mais il indique les conditions sous lesquelles la création et la vente de valeurs à émettre pourront avoir lieu; ces conditions ont pour objet: la valeur du titre, le revenu annuel qui y est attaché, l'importance des gains aléatoires, le nombre des tirages au sort et le

taux du remboursement. Elles doivent être évidemment considérées comme rigoureuses à ce point que tout écart de nature à créer des chances autres que celles que l'autorisation a eues en vues, serait nécessairement réputé constituer par lui-même une loterie distincte, tombant à ce titre, à défaut d'autorisation, sous l'application de la loi de 1836.

« Etablir une loterie, dit M. le conseiller Nouguiér, ce n'est pas seulement créer une loterie nouvelle; c'est aussi offrir au public la possibilité de prendre part à une loterie préexistante et autorisée, après en avoir modifié les conditions essentielles. »

Autrement, c'est permettre d'imaginer, sous le couvert de l'autorisation primitive, des combinaisons susceptibles de dénaturer complètement l'opération en vue de laquelle l'autorisation avait été accordée; c'est tenter les petites bourses, développer dans leur esprit des désirs irraisonnés, transformer en une opération aléatoire un placement sérieux.

Des banquiers ont pensé que, relativement aux valeurs à lots autorisées, la spéculation reprenait la liberté de ses allures; que ces valeurs étaient complètement en dehors du système de la loi prohibitive et pénale, et ils ont imaginé diverses combinaisons.

SECTION I<sup>re</sup>

Première combinaison

87. Elle consiste à séparer et céder séparément la créance du capital et des intérêts comptants d'avec l'espoir d'un émolument fortuit.

La Cour de cassation a déclaré cette scission illicite et punissable, la loi d'autorisation ayant réuni ces deux éléments, le lot et le prêt.

C'est aussi l'opinion soutenue par la doctrine.

« Une loi spéciale <sup>1</sup> déroge dans une certaine mesure, sous certaines conditions, à la loi de 1836 ; elle veut faire réussir une opération sérieuse de prêt en y joignant successivement l'appât d'un gain éventuel. Elle exige de celui que le sort et son prestige attirent, un déboursé un placement d'une certaine importance. Elle moralise ainsi ce que l'espoir d'un gain sans travail a de peu digne d'encouragement. Elle pondère et combine les conséquences de la dérogation qu'elle apporte à une loi de moralité et de protection pour les gens vivant au jour le jour, parmi lesquels la loterie faisait le plus de victimes. Séparer la chance d'un lot d'avec la créance d'une somme prêtée, c'est, en modifiant

1. Note sous cassation (SIREY 1866, I, 340).

les conditions de l'émission autorisée, perdre l'immunité de cette autorisation. On retombe alors sous la loi générale qui prohibe et punit les loteries et appels au hasard par la voie d'un tirage au sort. L'application sévère de la loi est d'autant mieux justifiée dans l'espèce, que le caractère pur de la loterie reparait sans mélange dans l'acte de celui qui achète la chance du sort. Il s'expose à perdre son prix qui est une mise, un enjeu, si le sort se prononce contre lui. »

Constitue donc une opération prohibée par la loi de 1836 l'émission de billets représentant une fraction des chances de lots attachées à des obligations avec primes créées régulièrement par une compagnie financière. (Cass., 10 fév., 24 mars, 4 mai 1886, Sirey I, 340).

De même est illicite la cession des chances, dans le tirage des lots des obligations du Crédit foncier, faite séparément des titres auxquels elles se rattachent, alors même que ces chances seraient cédées entières et non fractionnées. (Rouen, 15 janvier 1866, Sirey 1866, II, 266.)

## SECTION II

### Deuxième combinaison

88. Dans cette combinaison, le banquier divise le titre en coupures donnant droit chacune à une portion du capital remboursable, et

droit éventuel à une portion des lots dépendant du hasard.

Cette opération tombe sous le coup de la loi ; car les conditions de l'autorisation légale accordée à un emprunt avec lots sont modifiées :

1° Les coupures d'obligations n'émanent pas de l'établissement à qui l'autorisation a été accordée. Les cessionnaires partiels d'un titre divisé auraient désormais pour débiteur, non plus l'établissement qui fait l'emprunt, mais le banquier cédant.

2° Le montant de l'obligation a été fixé de façon à subordonner la chance à un placement sérieux. En divisant le titre, on abaisse le déboursé pour courir la chance ; on aboutit à cette annonce fallacieuse : cent mille francs pour cinq francs.

La jurisprudence a déclaré qu'il y avait délit de loterie non autorisée :

Dans l'émission de coupures d'obligations du Crédit foncier, bien que ces coupures donnent droit, non seulement à une part des chances de lots, mais aussi à une part du revenu, si, par ce moyen, la chance de lots se trouve attribuée à des capitaux inférieurs à la somme précise et invariable fixée par la loi comme condition de la création d'obligations à primes (Cass., 10 février, 24 mars et 4 mai 1866, — Sirey, 1866, I, 340) ;

Dans l'émission de titres représentant des fractions d'obligations du même genre, inférieures au taux des coupures autorisées pour la compagnie elle-même. (Même arrêt.)

Il est évident que les conditions de l'autorisation étaient dénaturées. Sans doute, ces espèces offraient quelques nuances.

Dans la première espèce, les chances étaient accompagnées d'une part proportionnelle dans le revenu produit par les obligations, ce qui, au premier abord, semblait conserver au titre fractionné son caractère primitif.

Dans la seconde, le caractère de ce titre pouvait sembler mieux conservé encore, puisque le porteur n'avait fait que fractionner des coupures opérées pour la compagnie elle-même, en vertu du décret d'autorisation.

Quelles que fussent ces nuances, ces diverses combinaisons étaient entachées du même vice radical. Au moyen du fractionnement des obligations et de la réduction de chacune des fractions à des proportions arbitraires, elles apportaient une modification essentielle à l'opération première, à savoir : la substitution d'un enjeu variable à la mise fixe et invariable déterminée par le décret d'autorisation.

### SECTION III

#### Troisième combinaison

##### VENTE A CRÉDIT DE VALEURS A LOTS

89. On appelle ainsi la vente faite de la main à la main ou par contrat, moyennant un prix débattu entre les parties et payable par acomptes mensuels.

Cette opération est licite et présente des avantages moraux et sociaux : elle stimule l'économie et pousse à la capitalisation. Les valeurs à lots sont ainsi mises à la portée de ceux qui n'ont pas encore amassé le montant du prix, mais à la condition de faire par eux un effort énergique et soutenu pour l'acquérir.

Malheureusement, les banquiers vendeurs exploitaient l'attraction exercée par les valeurs à lots sur la classe laborieuse. Ils envoyaient, dans les centres ouvriers et dans les campagnes, des agents qui faisaient valoir les nombreux tirages au sort, la modicité du premier versement, les facultés accordées pour le paiement du surplus, et faisaient assumer, en fait, des charges hors de proportion avec les avantages concédés.

A cette usure exorbitante s'ajoutait un risque réel : la vente ne portait pas toujours sur un titre déterminé, ou le titre, ayant bien été spécifié, était cependant donné en nantissement

par le vendeur, qui l'avait lui-même acheté sans posséder le capital, et avait besoin de se procurer des fonds.

Les manœuvres frauduleuses des agents échappaient presque toujours à l'application de l'article 405 du Code pénal, soit parce qu'elles se réduisaient à de simples propos, soit parce qu'il n'y avait pas de témoins.

Quant à l'abus de dépôt, il n'était pas sûrement atteint par l'article 408. Les tribunaux correctionnels pouvaient, en effet, se considérer comme désarmés par la stipulation dans le contrat, au profit du vendeur, d'un droit de rétention du titre jusqu'au paiement intégral du prix. Ce droit n'était-il qu'un droit de gage, et, par conséquent, y avait-il eu dépôt ? La question était controversée.

Pour mettre fin à cet état de choses, il était nécessaire que le législateur intervînt.

90. Le 25 octobre 1890<sup>1</sup>, M. Royer, député de l'Aube, déposait une proposition de loi « tendant à réprimer les abus commis en matière de vente à crédit de valeurs de bourse. » Lui-même faisait le rapport définitif après un rapport sommaire de M. Vallé ; et la Chambre, après une prise en considération du 20 janvier 1891, adoptait la proposition sans discussion, le 23 janvier 1893

1. LÉVY-ALVARÈS, notes, *Annuaire de législation française*, année 1900, p. 50.

Au Sénat, le rapport de M. Cordelet, déposé le 21 juillet 1893 au nom de la commission, estimait que la proposition était justifiée dans son principe ; mais il était d'avis de la modifier sur certains points, en la complétant sur d'autres. Le Sénat la modifia effectivement d'une façon importante, dans ses séances du 18 décembre 1893 et 19 janvier suivants ; la proposition retourna à la Chambre le 25 janvier 1894.

Là, un nouveau rapport fut déposé, le 17 mai 1894, par M. Clausel de Coussergues, qui proposa un texte sensiblement différent. Postérieurement, des amendements furent déposés, et la commission, après les avoir examinés et avoir apporté encore quelques modifications au texte, chargea M. Bertrand de fournir des explications nécessaires dans un rapport supplémentaire, déposé le 8 juillet 1899.

Survint alors l'expiration de la sixième législature ; le gouvernement considéra la proposition comme devenue caduque, et, afin d'en reprendre le principe, il déposa, le 25 octobre 1898, un projet qui fut renvoyé à la commission de réforme judiciaire et de législation civile. Mais, suivant la jurisprudence parlementaire, la proposition votée par le Sénat n'avait rien perdu de sa valeur par le changement de législature, et la commission la prit pour base de son examen en se livrant à l'étude des deux textes. Le projet de loi du gouvernement n'était que le

texte élaboré par la commission de la précédente législature, après le retour de la proposition votée par le Sénat. La commission de la réforme judiciaire, s'inspirant surtout de l'intérêt qu'il y avait à voir aboutir, après tant de traverses, une réforme si simple et regardée comme urgente, pensa qu'il y avait lieu de s'en tenir au dispositif voté par le Sénat; le garde des sceaux, dans un même sentiment, se rallia à ce texte.

A la suite du dépôt du rapport de M. Chastenet, la Chambre adopta, à la date du 7 mars 1900, sans discussion, après déclaration d'urgence, la proposition de loi qui avait été votée par le Sénat, et dont elle était saisie depuis le 24 janvier 1894. La loi fut promulguée le 18 mars 1900.

La loi de 1900 n'a pas prévu toutes les clauses usitées dans les ventes à tempérament de valeurs à lots.

Nous traiterons, dans un paragraphe premier, les clauses qu'elle a visées, et, dans un paragraphe second, celles qui sont demeurées sous l'empire de la loi de 1836.

## § 1<sup>er</sup>

### CLAUSES VISÉES DANS LA LOI DU 18 MARS 1900

#### *1<sup>o</sup> Majoration du prix*

91. Avant la loi de 1900, la Cour suprême disposait qu'aucune loi n'interdit de vendre des

valeurs à lots légalement autorisées en accordant à l'acheteur la faculté de se libérer du prix par acomptes mensuels, et en fixant ce prix lorsqu'il a d'ailleurs été librement débattu et accepté, à une somme plus élevée que celle résultant du cours de la bourse. (Cass., 8 juin 1888, — Sirey, 1889, I, 112. — Cassation, 17 juillet 1893, — Sirey, 1894, I, 193.)

Un parti contraire soutenait qu'il y avait modification d'une des conditions essentielles de la loi d'autorisation, qu'il y avait modification de la valeur du titre.

A cela, on objectait que la valeur légale du titre n'est pas le prix. On ne peut sans doute fractionner le titre en le vendant : peut-on fractionner le prix ? Evidemment ; cela résulte du principe de la liberté des conventions. « Quant à la manière dont le prix sera payé, en une fois ou par termes, par fractions minimales, la loi spéciale qui a autorisé l'émission n'a rien disposé à cet égard ; le droit commun s'applique. » (J. E. Labbé.)

Les adversaires de ce système répondaient :

La loi corrige le vice de l'ancienne loterie qui, pour une très légère somme risquée, faisait espérer une fortune. L'espérance d'un bénéfice aléatoire est subordonnée, dans les combinaisons aujourd'hui exceptionnellement permises, à un déboursé d'une notable importance, à un déboursé ayant le caractère d'un véritable prêt à

intérêts. La vente dans laquelle le prix est divisé en fractions minimales détruit cet équilibre légal.

92. La loi de 1900 a clos le débat. Elle reconnaît la validité de la clause en litige, mais elle impose, à peine de nullité, certaines formalités aux vendeurs pour sauvegarder les intérêts des acheteurs.

En pratique, les vendeurs n'inséraient la clause de « paiements fractionnés » qu'au prix d'une majoration considérable de la valeur des titres vendus. De l'aveu même des directeurs de plusieurs maisons de vente à crédit, l'exagération du prix correspondait au moins aux deux cinquièmes et, plus ordinairement, aux trois cinquièmes de la valeur du titre de la bourse. On cite des exemples où cette exagération atteignait quatre cinquièmes et presque neuf dixièmes de la valeur. C'était augmenter outre mesure la dépense à faire et l'épargne à réaliser. « Le banquier<sup>1</sup> arrive ainsi à faire payer 185 fr. des titres cotés 108 fr. à la Bourse : cela impressionne défavorablement. On a l'air de dire aux ouvriers, aux cultivateurs : « Pauvres exploités, on vous fait payer 185 fr. ce que vous pouviez avoir pour 108 fr.; on vous trompe, on abuse de votre ingénuité. »

Pour empêcher ces abus, le législateur oblige le vendeur à indiquer dans le contrat

1. E. LABBÉ, note sous Cassation (Sirey, 1883, 1, 233.)

l'un des cours de la Bourse cotés dans les quatre jours précédents. (Art. 2, § 1<sup>er</sup>.)

La Chambre<sup>1</sup> avait proposé le cours de la veille. On fit remarquer que, les ventes étant faites par des intermédiaires qui se transportent au fond des campagnes, il leur serait matériellement impossible d'indiquer dans l'acte de vente le cours de la Bourse de la veille.

Le délai de huitaine fut rejeté également comme étant trop long : dans un intervalle de huitaine pouvaient se produire des variations assez importantes dans les cours ; il était préférable de limiter davantage le délai.

Le délai fut limité à quatre jours. Avec la diffusion des journaux qui se répandent dans toutes les parties de la France, il est bien certain que les intermédiaires employés par les maisons de vente à crédit pourraient, à la rigueur, connaître le cours, sinon de la veille, au moins de l'avant-veille. Comme il leur est accordé un délai de quatre jours, on ne pourra pas dire qu'il y a une impossibilité matérielle à exécuter la loi.

Grâce à cette formalité, l'acheteur saura au moins que le titre qu'il paie avec un prix majoré a une valeur beaucoup moindre à la Bourse, et qu'il pourrait, par conséquent, se le procurer par d'autres voies et à des conditions moins onéreuses.

<sup>1</sup> Documents parlementaires, Chambre, 1894, p. 822.

93. La loi stipule en outre que les paiements fractionnés ne peuvent être échelonnés sur une durée de plus de deux ans. (Art. 3.)

Cette prescription fut édictée dans le but de remédier à la trop grande liberté qui était laissée à ceux qui font ces opérations ; ces derniers étendaient la durée du paiement sur trois, quatre, cinq et même six ans. Or, les titres ne produisent à l'acheteur (puisque ce sont des valeurs à lots) qu'un revenu extrêmement faible, qui ne dépasse pas 1 fr. 50 %, et qui n'atteint certainement pas 2 %, si on tient compte de la majoration ; et le vendeur se fait payer, sous forme de commission et sous forme d'intérêt, 12 % de ses avances. Si l'opération se prolonge, c'est au grand dommage de l'acheteur.

*2º Interdiction de stipuler un délai pour la détermination du titre*

94. La jurisprudence avait décidé qu'il y avait infraction à la loi de 1836 :

Lorsque le contrat ne donnait à l'acquéreur le droit de connaître les numéros du titre que douze jours après le troisième versement (Limoges, 1<sup>er</sup> mai 1884, — Sirey, 1885, II, 32) ;

Lorsque l'acheteur n'aura droit à aucun lot depuis l'achat du titre jusqu'à notification qui lui sera faite du numéro de ce titre (Paris, 10 novembre 1886, — Dalloz, 1886, II, 231) ;

Lorsque l'acquéreur est laissé, pendant un temps plus ou moins prolongé, dans l'ignorance du numéro du titre qui lui est vendu. (Cassation, 29 janvier 1887, — Sirey, 1887, I, 238);

Lorsque le vendeur ne fera connaître à l'acquéreur les numéros des titres par lui acquis qu'après le versement du premier terme mensuel (Cassation, 9 décembre 1887, — Sirey, 1888, I, 37, — Dalloz, 1888, I, 491);

Toutefois, il était admis que le vendeur pouvait se réserver le droit de prendre un délai moral suffisant avant de faire connaître à l'acheteur le numéro du titre vendu.

Ainsi, lorsque, dans les quinze jours de l'engagement, le vendeur doit faire connaître au souscripteur le numéro de l'obligation acquise (Cass. Belg., 18 juillet 1887; — Sirey, 1888, IV, 30).

95. La loi nouvelle ne concède aucun délai pour la détermination du titre.

Le vendeur est tenu d'indiquer dans l'acte de vente le numéro de chacune des valeurs vendues. (Art. 2, § 2.)

Solution rationnelle : L'acheteur était privé, pendant un certain temps, du droit aux coupons et aux lots ; l'opération n'avait donc pas pour effet la transmission pure et simple du titre tel qu'il avait été légalement constitué.

*3<sup>e</sup> Interdiction au vendeur d'engager le titre*

96. Les vendeurs à crédit de valeurs à lots avaient coutume de garder entre leurs mains les valeurs vendues, et de se réserver le droit de les mettre en gage dans leur intérêt.

Une première théorie enseignait que cette clause était contraire aux règles du droit civil en matière de vente.

Elle aura pour effet éventuel de rendre la livraison par le vendeur de l'objet vendu temporairement ou définitivement impossible ; c'est-à-dire que le vendeur aura pu, à son gré, disposer du titre vendu, rendre la livraison de ce titre possible ou impossible, selon qu'il aura usé ou non de cette faculté de le donner en gage à ses propres créanciers.

Un tel pouvoir est incompatible avec les droits de propriété que le contrat de vente confère à l'acheteur ; il constitue en réalité une condition potestative prohibée par l'article 1174 du Code civil, condition qui entache d'une nullité absolue le contrat qui la renferme, encore bien que le vendeur n'ait pas fait usage de la faculté qui lui était ainsi réservée par les conventions.

En ce sens, plusieurs arrêts :

Est nulle, comme contraire aux principes essentiels qui régissent le contrat de vente, la

clause par laquelle le vendeur à crédit de valeurs à lots, tout en s'engageant à livrer, après paiement intégral du prix, les valeurs par lui vendues s'est, dans l'acte même de vente et avant toute livraison, par une condition formelle, fait confirmer le droit de pouvoir donner en gage les mêmes valeurs à son profit et selon sa seule volonté. (Paris, 2 novembre 1892, — Sirey, 1894, II, 293.)

La clause autorisant le vendeur à tempérament de valeurs à lots à mettre en gage les titres vendus, est une condition potestative entraînant la nullité du contrat. (Trib. Seine, 21 janvier 1898, — *France judiciaire*, 1898, II, 371.)

Spécialement doit être annulé le contrat par lequel le vendeur à tempérament de valeurs à lots est autorisé à demeurer nanti, jusqu'à complet paiement, des valeurs par lui vendues, et à les mettre en gage, et par lequel l'acheteur se réserve de se faire, en toute occasion, représenter les titres acquis par lui. La contrariété de ces clauses est incompatible avec la validité du contrat. (Amiens, 21 février 1899 — *Gazette du Palais*, 1899, I, 711.)

Cette façon de juger fut écartée comme antijuridique. Aucun des principes du contrat de vente ne peut empêcher le vendeur et l'acheteur de convenir que le vendeur, restant en possession de la chose par lui

vendue, pourra la mettre en gage. Aucune des conditions essentielles à l'existence d'une vente n'est atteinte ; le vendeur même n'est soustrait à aucune des obligations qui résultent du contrat ; il n'en reste pas moins tenu de délivrer et conserver la chose et de garantir l'acheteur.

Il n'y a pas non plus condition potestative ; il n'y a pas même de condition. La condition est l'événement dont dépend l'existence de l'obligation, non pas la clause qui affecte plus ou moins son mode d'exécution. L'obligation est pure et simple, le vendeur devra dégager les titres au jour de la livraison, s'il les a donnés en gage. S'il ne peut pas les livrer, c'est à ses risques et périls.

L'article 1174 a voulu prohiber, non pas même toute condition potestative, mais seulement celle qui fait dépendre le lien juridique de la seule volonté du promettant, de son bon plaisir.

Il est clair qu'il n'y a rien de tel dans notre espèce : peu importe que le vendeur puisse plus tard se mettre dans l'impossibilité de livrer les titres vendus ; il n'y a pas plus de condition potestative dans notre hypothèse que dans tout contrat dont l'exécution suppose un fait à accomplir par le débiteur, si bien que, s'il ne veut ou ne peut le faire, le créancier devra se contenter de dommages-intérêts.

La Cour de cassation s'est rangée à cette dernière opinion.

« La loi de 1836 n'interdit pas de convenir que les titres vendus pourront, jusqu'à parfait paiement pour l'acheteur, être conservés pour le vendeur ou déposés par lui sous sa responsabilité chez des tiers, même en garantie d'avances faites : cette dernière clause ne saurait pas, par elle-même et à elle seule, constituer le pacte comissoire contraire à l'article 2078 Code civil, qui interdit au gagiste la vente du gage sans les formalités légales. » (Cass., 17 juillet 1893, — Sirey, 1894, 1, 193);

Dans un autre arrêt, il est dit :

« Le droit, notamment réservé au vendeur de déposer les titres en gage chez des tiers jusqu'à l'époque de l'exigibilité de la livraison, affecte, non l'existence du contrat de vente et des obligations qui en résultent, mais seulement son exécution, et ne constitue point, dès lors, la condition potestative prohibée par l'article 1174 du Code civil. » (Cass., janv. 1900, — *Gazette du Palais*, 1900, 1, 373.)

97. Le législateur de 1900 s'est arrêté à une solution contraire. Dans l'intérêt des acheteurs (pour les prémunir contre les risques d'insolvabilité du vendeur), il annule toute clause autorisant le vendeur à engager les titres vendus.

Art. 4. Le vendeur est tenu de conserver le titre vendu. Il ne peut ni s'en dessaisir ni

le mettre en gage. Il doit le représenter à toute réquisition de l'acheteur.

Toute stipulation contraire est nulle.

§ 2

CLAUSES NON VISÉES PAR LA LOI DU 18 MARS 1900

*1<sup>o</sup> Faculté réservée à l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements*

98. En principe, pour que la vente soit licite, il faut qu'elle soit ferme, obligatoire de part et d'autre, non résoluble à la volonté de l'acheteur.

Il faut donc éviter de légitimer une opération dans laquelle l'acheteur, après avoir versé quelques francs, après avoir reçu l'indication du numéro, après avoir couru la chance de gagner une somme considérable, voire 100.000 fr., serait libre de se désister de l'opération en perdant ce qu'il a versé. Cet acheteur n'a pas acheté une obligation avec l'accessoire d'une chance ; il a mis à la loterie avec faculté de devenir propriétaire d'un titre, d'une créance de placement, s'il lui plaisait de continuer les versements successifs.

La jurisprudence est d'accord avec la doctrine.

Il a été jugé que l'opération présentait un caractère délictueux ;

Lorsque l'acheteur a la faculté de renoncer au contrat après avoir fait un ou plusieurs versements (Limoges, 1<sup>er</sup> mai 1884, — Sirey 1885 II, 32. — Cassation, 29 janvier 1887, — Sirey, 1887, I, 238.

Lorsque l'acheteur peut s'affranchir du paiement du prix de la valeur achetée en acquérant seulement, par le versement d'un terme, droit à une chance de lots. (Cassation, 15 mars 1887, — Dalloz, 1888, I 489.)

*2<sup>o</sup> Stipulation d'une prime de remboursement en cas d'amortissement sans lot.*

99. Par cette clause, le banquier vendeur s'engage à payer une prime (par exemple, de 50 fr.) au cas où, avant le paiement du prix, le sort désignerait le titre vendu par un remboursement au pair.

La doctrine interprète cette clause comme une illégitime modification des conditions du titre autorisé. Le banquier, en ajoutant un lot de plus à ceux que le tirage au sort faisait espérer, faisait naître l'aliment d'un jeu entre lui, vendeur, et l'acheteur. Il courait la chance de payer 50 fr., même sans avoir reçu autant de l'acheteur, si le tirage au sort désignait très promptement le titre pour un remboursement au pair ; mais il courait la chance inverse de gagner un prix de revente supérieur au prix

d'achat en Bourse, dans le cas plus probable où, pendant les délais de paiement, le numéro du titre ne sortait à aucun des tirages. Une pareille alternative dépend du sort, et rend l'opération aléatoire entre les parties.

La jurisprudence a consacré cette opinion, et décidé qu'il y avait délit de loterie non autorisée lorsque, pour grossir l'aléa légalement attaché à la valeur, le banquier vendeur s'oblige à payer à l'acquéreur une prime dans le cas où, avant libération complète, le titre viendrait à remboursement sans être accompagné d'un lot. (Cassation, 8 juillet 1882, — Sirey, 1883, I 233.)

*3° Liquidation de l'opération en cas de non-paiement  
d'acomptes*

100. En cas de non-paiement d'une traite, après l'expiration d'un délai de 2 mois et le sixième jour à compter de la fin de ce délai, il est stipulé que le titre acheté sera considéré comme revendu à la Bourse, au cours moyen, pour le décompte de ce que l'acheteur reste devoir.

Cette revente, envisagée comme mode d'exécution du gage, a paru irrégulière.

Elle est, a-t-on dit, contraire à l'article 2078 du Code civil et même à l'article 93 du Code de commerce. La loi civile et même la loi commerciale imposent aux créanciers gagistes des for-

malités protectrices de l'intérêt du débiteur, dont aucune clause ne peut les affranchir. Tout au moins faut-il un exploit au débiteur en retard ; les formalités ne sont pas remplies ici.

Les partisans de la théorie contraire font observer que la clause litigieuse peut se justifier, non pas comme réalisation du gage par le créancier, mais comme résolution de la vente pour inexécution avec dommages-intérêts. Il est permis de convenir qu'en cas d'inexécution, une vente sera résolue, sans que le juge puisse retarder la résolution par un délai, et même sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Les dommages-intérêts que peut devoir l'acheteur, en cas de résolution pour inexécution, peuvent être fixés à l'avance par une sorte de clause pénale. C'est l'objet du décompte, d'après lequel, sous déduction du prix du titre vendu au cours moyen de la bourse à un jour déterminé, le surplus du prix est exigible de l'acheteur.

Les tribunaux sont hésitants, mais la Cour de cassation a décidé qu'il y avait pacte commissaire prohibé.

En se fondant seulement sur la prohibition de l'article 2078, on ne peut prononcer que la nullité de la clause et non celle du contrat (art. 2078) ; si, au contraire, on peut découvrir une fraude à la prohibition des loteries, le contrat est nul.

Quoi qu'il en soit, il y a là une source de difficultés, et la loi nouvelle a failli (mais seulement failli) les trancher.

*4<sup>e</sup> Remplacement du titre amorti*

101. Le vendeur s'oblige, pour le cas où le titre vendu sortirait au tirage avant le paiement intégral du prix et sans être favorisé d'un lot, à le remplacer par un autre titre de même nature.

Cette stipulation éventuelle, favorable à l'acheteur, modifie-t-elle une des conditions essentielles sous lesquelles la création et la vente de valeurs ont été autorisées ? La loi spéciale d'autorisation détermine la valeur du titre, le revenu annuel y attaché, l'importance des gains aléatoires, le nombre des tirages au sort et le taux du remboursement. En quoi la clause ci-dessus peut-elle porter atteinte à ces conditions ? Elle a uniquement pour objet de garantir l'acheteur qui consent à acquérir une obligation à lots, moyennant un prix souvent supérieur à sa valeur nominale, contre la possibilité d'un remboursement au pair, qui pourrait lui être imposé par le tirage au sort, avant qu'il ait payé la totalité de son prix d'achat. Dans ce cas, le vendeur s'engage éventuellement à transporter les chances qu'il lui vend sur un autre titre de même nature, de

manière que la situation ne soit pas modifiée à son préjudice avant le paiement intégral du prix convenu. Cette convention ne modifie en rien la nature ou la valeur des chances attachées à chacun de ces titres. Il semble donc impossible qu'elle puisse donner à la vente le caractère d'une loterie prohibée, et exposer le vendeur à des poursuites correctionnelles pour contravention à la loi du 11 mai 1836.

La Cour de Limoges a opiné en sens contraire: « Cet engagement n'est autre chose qu'une nouvelle prime offerte à l'acheteur, qui ajoutait ainsi l'espérance d'un gain qui n'a pas été autorisé. » (Limoges, 1<sup>er</sup> mai 1844. S., 1885, II, 32.)

La Cour de cassation a confirmé cette manière de voir : (Cass., 31 janvier 1885, S., 1885. I, 240.)

« Attendu que l'engagement pris par le vendeur, pour le cas où, avant sa libération complète, le numéro du titre viendrait à remboursement sans être accompagné d'un lot, de le remplacer par un autre titre, grossissait l'aléa légalement attaché à chaque obligation, et modifiant ainsi l'une des conditions essentielles déterminées par la loi d'autorisation ; que, dès lors, les demandeurs ont créé une opération aléatoire nouvelle qui leur est propre, et que l'article 2 de la loi de 1836 assimile à une loterie. »

Les auteurs déplorent la rigueur de la jurisprudence,

« Qu'est-il arrivé<sup>1</sup> ? Les vendeurs ont renoncé à cette clause, certainement avantageuse à l'acheteur; ils n'ont pas sensiblement diminué les prix des valeurs à lots qu'ils vendent à tempérament, car ils tâchent toujours d'obtenir le plus possible.

« Nous avouons que, si nous regrettons l'exagération dans le prix de vente, si nous réprouvons les moyens employés pour trouver des acheteurs crédules, la combinaison du remplacement d'un titre sorti au tirage sans lot, remplacement aux frais du vendeur, ne nous paraissait pas particulièrement mauvaise et détestable. La jurisprudence n'a peut-être pas à se féliciter beaucoup à cet égard de sa sévérité. »

L'opinion adoptée par la jurisprudence est cependant conforme à la loi de 1836. La clause condamnée modifie les conditions essentielles imposées par la loi de 1836.

En effet, l'acheteur à la Bourse, lorsque son titre est amorti, ne participe plus à aucun tirage, tandis que le client du banquier prend part à de nouveaux tirages. La loi est donc violée, car elle n'attribue qu'une chance à chaque obligation, tandis que la clause insérée par le banquier vendeur fait profiter son client de plusieurs chances.

1. E. LABBÉ, en note (Paris, 26 octobre 1886, Orléans, 20 novembre 1886, Trib. de Nontron, 18 août 1886 — Sirey, 1887, II, 49).

### SECTION III

#### Quatrième combinaison

##### *Association entre acquéreurs*

102. Le banquier procédait ainsi :

Il se rendait acquéreur d'une certaine quantité de valeurs de diverses natures, et offrait d'aliéner les chances du tirage dont ces valeurs étaient appelées à bénéficier au profit, par exemple, de vingt personnes, moyennant un vingtième du prix total.

De cette façon, il acquérait, sans bourse délier, la propriété de titres, tandis que l'acheteur ne recevait que le droit à la participation aux lots.

Cette opération était sans conteste illicite, puisque l'acheteur ne recevait, en somme, qu'un billet de loterie.

103. Une combinaison plus ingénieuse fut inventée. A chaque acheteur, il était proposé de s'associer à dix-neuf autres acheteurs de valeurs du même genre. En vertu de cette association administrée par un banquier vendeur, jusqu'à paiement intégral du prix d'achat, chaque associé participait à tous les tirages des valeurs comprises dans le groupe. Il acquérait le droit à un vingtième des lots attribués par le sort.

aux autres titres, et il cédait dix-neuf vingtièmes du lot que son titre gagnerait. Il avait ainsi l'espérance de gagner plus souvent, mais son gain était beaucoup amoindri.

Le Tribunal correctionnel condamna le banquier, disant qu'il avait proposé au public une opération dans laquelle un gain est acquis par la voie du sort, et cela dans des conditions autres que celles fixées par l'autorisation concernant les valeurs à lots émises et négociées.

En appel, la Cour de Paris suivit la thèse du Tribunal.

La doctrine protesta contre cette décision, et M. Labbé entreprit de démontrer que l'association entre les titulaires de valeurs à lots n'est pas contraire à la défense de la loi de 1836.

« Elle multiplie les chances,<sup>1</sup> les occasions de gain, mais elle diminue l'importance des gains. Elle marche en sens contraire de l'esprit de loterie. La loterie enflamme la cupidité par l'énormité du gain qu'elle offre, certaine que le joueur ne fera pas attention à la rareté de sa réalisation. L'association ou mutualité rend les chances du gain plus fréquentes, mais en même temps, les gains plus modérés. Ceux qui entreront dans l'association sont ceux qui auront la sagesse de reconnaître que 100.000 fr. à gagner sur un million de chances contraires est une

1: E. LABBÉ, note sous Cassation (Sirey 1883, 1, 233).

chimère, qu'il vaut mieux se contenter d'un vingtième, en diminuant dans la même proportion le nombre de chances contraire. Une hypothèse, peu réalisable, il est vrai, mettra notre pensée en relief. L'association de tous les porteurs de valeurs à lots serait l'anéantissement de la loterie. Chacun ne recevrait plus l'équivalent des intérêts retenus sur le capital prêté par lui ou ses auteurs. Une association restreinte marche vers la loterie. Donc, s'il est vrai que la mise en commun des chances autorisées change les conditions fixées pour l'acquisition des lots, elle les change pour s'éloigner du type que la loi de 1836 réprouve, la loterie.»

Cette théorie est spécieuse; il y a vraiment modification des conditions essentielles de la loi d'autorisation, car le banquier diminue dans une proportion notable l'importance des lots, et il accroît la perspective de gagner plus souvent.

M. E. Labbé répond par cet argument: La mutualité entre les propriétaires de valeurs à lots est-elle licite? Celui qui provoque à une opération licite est-il punissable?

Sans doute, il n'y a pas délit, si un certain nombre de propriétaires s'associent spontanément; mais l'opération change de caractère si l'autorisation se forme sur l'initiative d'un individu. Il y a appel au public pour entrer dans la combinaison, laquelle a pour résultat de modi-

fier pour les porteurs, l'attribution des lots attachés au titre primitif. En conséquence, l'infraction à la loi sur les loteries est constituée puisqu'il y a appel au public, mises, modifications à l'attribution des lots acquis par le sort.

## CHAPITRE IV

### EFFETS DE LA PROHIBITION AU POINT DE VUE PÉNAL

#### SECTION I<sup>re</sup>

##### Dans quel cas y a-t-il délit ?

104. Pour qu'il y ait délit, il suffit qu'il y ait commencement d'exécution par un appel fait au public.

Peu importe que les billets aient été ou non distribués, que le prix soit ou non payé.

Il n'est pas nécessaire que l'on ait procédé au tirage des lots, ni que la loterie ait un caractère permanent.

#### SECTION II

##### Personnes punissables

105. D'après l'art. 4 de la loi du 18 mai 1836, les peines de l'art. 410 seront encourues « par les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur seront assimilées. Ceux qui auront colporté ou distribué des billets, ceux qui, par des

annonces, affiches, avis ou par tout autre moyen de publicité, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets, seront punis des peines portées en l'article 411 du Code pénal »

La loi distingue donc deux catégories de personnes punissables :

- 1° Les auteurs principaux ;
- 2° Les complices.

#### § 1<sup>er</sup>

##### AUTEURS PRINCIPAUX

106. La loi considère comme « auteurs principaux » les *auteurs*, *entrepreneurs* ou *agents* des loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées, c'est-à-dire ceux qui participent directement au fait matériel constitutif de l'infraction.

Les « *auteurs* » sont ceux qui imaginent, préparent et forment l'entreprise de la loterie sans l'organiser matériellement.

Les « *agents* » comprennent tous ceux qui acceptent un emploi, soit dans l'administration centrale, soit dans les diverses agences secondaires, et contribuent par leur service au fonctionnement régulier de l'exploitation.

§ 2

COMPLICES

107. Sont réputés complices ceux qui participent au délit en procurant aux auteurs les instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à perpétuer l'infraction.

La loi vise deux cas spéciaux de complicité :

D'une part, ceux qui auront colporté ou distribué les billets ;

D'autre part, ceux qui, par des avis, annonces ou par tout autre moyen de publicité, auront fait connaître au public l'existence de la loterie et facilité ainsi l'émission des billets.

On remarque dans ces dispositions une anomalie : la loi punit plus sévèrement les agents que les complices. Or, ces individus sont plus dangereux, puisqu'ils participent au délit par aide et assistance. C'est à eux surtout qu'est dû le succès de la loterie : ce sont eux qui, par leur activité et leurs promesses, parviennent à détourner les capitaux et leurrer le public. Réduits à leurs propres ressources, privés des intermédiaires qui placent leurs billets, ou des journaux qui, par leur publicité, font connaître l'existence de la loterie et les chances qu'elle présente aux souscripteurs, les organisateurs seraient à près impuissants.

108. La loi atteint, comme complices, les gérants des journaux.

Ceux qui se bornent à publier les numéros gagnants tombent-ils également sous le coup de la loi ?

M. Frérejouan<sup>1</sup> propose une distinction.

S'agit-il d'un tirage final, le fait seul de publier les numéros gagnants ne nous paraît pas tomber sous le coup de la loi par ce motif que, la loterie étant close, cette publication n'a pour effet ni de faciliter l'émission des billets, puisqu'il n'en peut plus être émis, ni de faire connaître l'existence de la loterie, puisque ses opérations étant terminées, elle a cessé d'exister.

S'agit-il, au contraire, d'une loterie ayant un caractère permanent comme celle de la ville de Hambourg, ou comme la plupart des valeurs à lots, ou tout au moins d'une loterie donnant lieu à divers tirages successifs, l'annonce des numéros sortis à un premier tirage constitue un délit punissable, parce qu'elle renferme un encouragement à participer aux tirages suivants par l'acquisition des billets restant en circulation.

Interprétation mal fondée, car la loi ne distingue pas; elle punit ceux qui auront porté à la connaissance du public l'existence d'une loterie prohibée, et cela sans se préoccuper de

1. FRÉREJOUAN, *Jeu et pari*, p. 329.

la moralité de l'annonce, de son caractère intéressé ou désintéressé, du but poursuivi par le journal ; le fait matériel de la publication suffit pour être incriminé, car il a fait connaître l'existence d'une loterie, et la loi ne distingue pas si celle-ci est en train d'être établie, en cours d'exploitation, ou si l'opération vient d'être terminée par un tirage définitif.

D'ailleurs, le journal ne participe-t-il pas à la perpétration du délit en procurant aux personnes qui, en violation de la loi, ont acheté des billets d'une loterie prohibée, la possibilité de connaître le résultat du tirage, et de bénéficier ainsi éventuellement d'un gain illicite.

## SECTION IV

### Pénalités

#### *Auteurs principaux*

109. Les *auteurs, entrepreneurs, agents*, sont punis des peines de l'article 410 C. p., qui consistent en un emprisonnement de deux à six mois, et une amende de 100 fr. à 6.000 fr.

En outre, ils peuvent être frappés de pénalités accesssoires.

Le juge *peut* prononcer l'interdiction (de 5 à 10 ans) de certains droits civiques, civils et de famille énumérés dans l'art. 42 du Code pénal.

Mais il *doit* dans tous les cas ordonner la confiscation de tous les fonds ou effets mis à la loterie, meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des loteries, meubles et effet mobiliers dont les lieux sont garnis et décorés.

Que ces objets appartiennent aux organisateurs du jeu ou soient confiés par des tiers étrangers, peu importe, ils doivent être saisis ou confisqués.

S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation prononcée par ledit article sera remplacée, à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie, par une amende qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de l'immeuble.

#### *Complices*

110. Les complices sont condamnés à une amende de 100 fr. à 2.000 fr. et à un emprisonnement de 15 jours au moins et de 3 mois au plus.

En cas de seconde et ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende portés en l'article 411 pourront être élevés au double du maximum.

Il pourra, dans tous les cas être fait application de l'article 463.

*Sphère d'application de l'article 475*

110. L'article 475 est resté en vigueur. D'aucuns pensent qu'il est uniquement applicable aux petites loteries qui y sont mentionnées, et qui ne sont punissables que d'une simple amende, tandis que l'article 410 s'appliquerait aux grandes loteries.

Ce criterium est insuffisant, car où finit la petite loterie, où commence la grande loterie ? Un autre criterium a été proposé, que nous croyons plus plausible.

Si la loterie présente un certain caractère de permanence et de clandestinité, l'art. 410 doit s'appliquer ; dans le cas contraire, c'est l'article 475. D'où :

L'article 410 concerne les loteries qui se tiennent dans les maisons privées, qui emploient pour leur réussite des intermédiaires.

L'article 475 est restreint au camelot qui, les jours de fête, s'installe dans les rues, et qui, publiquement, cherche à gagner sa vie en plaçant lui-même les quelques billets qui doivent donner aux favorisés, la propriété de quelque objet peu important.

Les individus passibles de l'article 475 sont punis d'une amende de six à dix francs.

L'article 477 ajoute la confiscation :

« Seront saisis et confisqués les tables, instruments et appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins, voies publiques, ainsi que les enjeux, fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs. »

En cas de récidive, l'amende est portée de 16 fr. à 100 fr.; l'emprisonnement s'élève de six jours à un mois.

## SECTION V

### Compétence

112. Lorsqu'il y a délit, la compétence appartient aux tribunaux correctionnels; en cas de contravention, ce sont les tribunaux de simple police qui statuent.

---

## CHAPITRE V

### LOTÉRIES AUTORISÉES

113. « Sont exceptées des dispositions ci-dessus les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des objets de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. » (Article 5, loi du 18 mai 1836.)

Pour être permise, une loterie doit remplir certaines conditions. Il faut : 1° qu'il s'agisse d'une loterie d'objets mobiliers ; 2° que la loterie ait pour objet une œuvre de bienfaisance ou l'encouragement des arts ; 3° qu'elle soit soumise à certaines formalités.

1° Qu'il s'agisse d'une loterie d'objets mobiliers. Les loteries d'argent sont comprises dans les « loteries d'objets mobiliers. »

2° Que la loterie ait pour objet une œuvre de bienfaisance ou l'encouragement des arts.

Il suffit que la loterie ait un caractère général, soit organisée dans l'intérêt d'une région, d'un département, d'une commune.

La loi n'exige pas que la loterie intéresse le pays tout entier.

3° Qu'elle soit soumise à certaines formalités.

Ces formalités sont déterminées par l'ordonnance du 29 mai 1844.

Art. 1<sup>er</sup>. — Les autorisations pour l'établissement des loteries désignées en l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, sont délivrées par le préfet de police pour Paris et le département de la Seine et, dans les autres départements, par les préfets, sur la proposition des maires. Ces autorisations ne seront accordées que pour un seul tirage; elles énonceront les conditions auxquelles elles auront été accordées, dans l'intérêt du bon ordre et dans celui des bénéficiaires.

Art. 2. — Lesdits tirages se feront, sous l'inspection de l'autorité municipale, aux jours et heures qu'elle aura déterminés. L'autorité municipale pourra, lorsqu'elle le jugera convenable, faire intervenir dans cette opération la présence de ses délégués ou de commissaires agréés par elle.

Art. 3. — Le produit net des loteries dont il s'agit sera entièrement et exclusivement appliqué à la destination pour laquelle elles auront été établies et autorisées, et il devra en être valablement justifié.

---

## CONCLUSION

---

Le hasard est un élément inévitable des choses d'ici-bas ; la science financière s'est ingénieuse à l'utiliser comme appât et comme moyen de crédit ; elle a réussi en créant les valeurs à lots.

Les valeurs à lots ont mis en mouvement les capitaux qui fécondent le commerce et l'industrie ; c'est par elles que les grandes administrations facilitent le placement de leurs titres, et accroissent la somme de leurs affaires et de leurs bénéfices ; c'est par elles que les États attirent l'argent dont ils ne peuvent se passer, et prélèvent, sur les passions inévitables du public, de quoi satisfaire les plus vrais besoins du même public, et lui alléger l'effort de payer les dettes qu'il n'a pas le courage de regarder en face.

Si elles rendent d'incalculables services, elles « développent des désirs irraisonnés, et font entrevoir des espoirs qui ne sont le plus souvent que des déceptions ». C'est

pourquoi le législaieur, en les autorisant, doit user d'une extrême réserve, pour empêcher qu'elles ne présentent les mêmes dangers que la loterie.

A raison de son action moins apparente, la loterie n'est pas moins pernicieuse que le jeu.

Ce que le jeu fait d'un coup, la loterie l'opère peu à peu « comme le filet d'eau qui mine par la base ce que la poudre et le fer n'abattraient qu'incomplètement par le faite. »

De petites mises incessamment répétées et graduellement accrues finissent par absorber la fortune ; elles empêchent plus sûrement encore la richesse de se former, en décourageant le travail et l'épargne.

« En détournant<sup>1</sup> de l'application, de l'économie, de la vie régulière, la loterie accoutume à attendre la fortune comme une manne, d'autre chose que des effets qui la conservent et la conquièrent : elle abaisse les hommes en les poussant plus à convoiter qu'à mériter. Elle les porte à l'oisiveté, à l'impatience, aux comparaisons injustes et envieuses, à l'irritation quand la roue leur est contraire, à la dissipation quand elle leur est favorable, à l'imprévoyance et à l'irréflexion toujours. Elle engendre, en un mot, les habitudes les plus opposées à la prospérité

1. PASSY, *Question des jeux*.

publique, les plus déplorables au point de vue du bonheur domestique et de la tranquillité sociale. »

Vu :

*Le Professeur Président de la Thèse,*  
LEBRET.

Vu

*Le Doyen de la Faculté,*  
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Université de Caen,*  
E. ZEVORT.



# TABLE DES MATIÈRES

|                       | Pages. |
|-----------------------|--------|
| INTRODUCTION. . . . . | 1      |

## PREMIÈRE PARTIE

### Du Jeu

|                                                                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — NOTIONS HISTORIQUES. . . . .                                                              | 11 |
| CHAPITRE II. — DÉLITS COMMIS AU JEU . . . . .                                                                          | 23 |
| CHAPITRE III. — JEUX INCRIMINÉS PAR LA LOI PÉNALE. —<br>JEUX DE HASARD . . . . .                                       | 40 |
| CHAPITRE IV. — TENUE DE JEUX DE HASARD . . . . .                                                                       | 55 |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Tenue de jeux de hasard sur la voie<br/>publique ou dans les lieux publics.</i> . . . . | 56 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Contravention . . . . .                                                                          | 56 |
| I. — Caractères constitutifs de la contravention. . . . .                                                              | 56 |
| II. — Compétence. . . . .                                                                                              | 59 |
| III. — Pénalités. . . . .                                                                                              | 59 |
| IV. — Récidive. . . . .                                                                                                | 62 |
| § 2. — Délit. . . . .                                                                                                  | 62 |
| I. — Éléments du délit . . . . .                                                                                       | 62 |
| II. — Pénalités . . . . .                                                                                              | 65 |
| III. — Compétence . . . . .                                                                                            | 65 |
| SECTION II. — <i>Tenue de maisons de jeu</i> . . . . .                                                                 | 65 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Éléments du délit. . . . .                                                                       | 66 |
| § 2. — Sphère d'application de l'article 410. . . . .                                                                  | 71 |
| § 3. — A quelles personnes s'applique l'art. 410 . . . . .                                                             | 74 |
| § 4. — Pénalités . . . . .                                                                                             | 78 |
| § 5. — Compétence. . . . .                                                                                             | 83 |
| Sur l'utilité du rétablissement des maisons de jeu. . . . .                                                            | 83 |

## DEUXIÈME PARTIE

|                                                                                                                                                  | Pages. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Des paris aux courses                                                                                                                            | 87     |
| GÉNÉRALITÉS. — PARI SUR JEU DE HASARD . . . . .                                                                                                  | 89     |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — FORMES DES PARIS AUX COURSES. . . . .                                                                               | 91     |
| CHAPITRE II. — ÉTAT DE LA LÉGISLATION AVANT LA LOI DU<br>2 JUIN 1891. . . . .                                                                    | 94     |
| CHAPITRE III. — ÉTAT DE LA LÉGISLATION APRÈS LA LOI DU<br>2 JUIN 1891. . . . .                                                                   | 118    |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Justification de la loi du 2 juin 1891.</i> . . .                                                                 | 118    |
| SECTION II. — <i>Loi du 2 juin 1891.</i> . . . .                                                                                                 | 120    |
| SECTION III. — <i>Prohibition de l'exploitation du pari.</i> . . .                                                                               | 122    |
| SECTION IV. — <i>Innovation de la loi du 2 juin 1891.</i> . . .                                                                                  | 124    |
| SECTION V. — <i>Règles spéciales de complicité.</i> . . . .                                                                                      | 128    |
| 1 <sup>o</sup> Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris,<br>ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux. . . . .                       | 129    |
| 2 <sup>o</sup> Quiconque aura, en vue de paris à faire, vendu des<br>renseignements sur les chances de succès des che-<br>vaux engagés . . . . . | 131    |
| 3 <sup>o</sup> Tout propriétaire ou gérant d'établissement public<br>qui aura laissé exploiter le pari dans son établis-<br>sement. . . . .      | 136    |
| SECTION VI. — <i>Exception faite en faveur du pari mutuel.</i> .                                                                                 | 136    |
| 1 <sup>o</sup> Autorisation de faire courir . . . . .                                                                                            | 137    |
| 2 <sup>o</sup> Autorisation de faire fonctionner le pari mutuel. . .                                                                             | 138    |
| 3 <sup>o</sup> Prélèvement. . . . .                                                                                                              | 139    |
| 4 <sup>o</sup> Localisation du pari mutuel. . . . .                                                                                              | 142    |
| Critique de la loi du 2 juin 1891 . . . . .                                                                                                      | 143    |

## TROISIÈME PARTIE

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| Des Loteries                                              | 147 |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — NOTIONS HISTORIQUES. . . . . | 149 |
| CHAPITRE II. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA LOTERIE. .     | 152 |

|                                                                                                                       | Pages. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAPITRE III. — VALEURS A LOTS . . . . .                                                                              | 162    |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Première combinaison</i> . . . . .                                                     | 166    |
| SECTION II. — <i>Deuxième combinaison</i> . . . . .                                                                   | 167    |
| SECTION III. — <i>Troisième combinaison. — Vente à crédit<br/>des valeurs à lots</i> . . . . .                        | 170    |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>Clauses visées par la loi du 18 mars 1900</i> . .                                            | 173    |
| 1 <sup>o</sup> <i>Majoration du prix</i> . . . . .                                                                    | 173    |
| 2 <sup>o</sup> <i>Interdiction de stipuler un délai pour la détermination du titre</i> . . . . .                      | 177    |
| 3 <sup>o</sup> <i>Interdiction au vendeur d'engager le titre</i> . . .                                                | 179    |
| § 2. — <i>Clauses non visées par la loi du 18 mars 1900</i> .                                                         | 183    |
| 1 <sup>o</sup> <i>Faculté réservée à l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements</i> . . . . . | 183    |
| 2 <sup>o</sup> <i>Stipulation d'une prime de remboursement en cas d'amortissement sans lot</i> . . . . .              | 184    |
| 3 <sup>o</sup> <i>Liquidation de l'opération en cas de non-paiement d'acompte</i> . . . . .                           | 185    |
| 4 <sup>o</sup> <i>Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit</i> . . . . .                             | 187    |
| SECTION IV. — <i>Quatrième combinaison. — Association entre acquéreurs</i> . . . . .                                  | 190    |
| CHAPITRE IV. — EFFETS DE LA PROHIBITION AU POINT DE VUE<br>PÉNAL . . . . .                                            | 194    |
| SECTION I <sup>re</sup> . — <i>Dans quels cas y a-t-il délit ?</i> . . . . .                                          | 191    |
| SECTION II. — <i>Personnes punissables</i> . . . . .                                                                  | 194    |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>Auteurs principaux</i> . . . . .                                                             | 195    |
| § 2. — <i>Complices</i> . . . . .                                                                                     | 196    |
| SECTION III. — <i>Pénalités</i> . . . . .                                                                             | 198    |
| SECTION IV. — <i>Compétence</i> . . . . .                                                                             | 201    |
| CHAPITRE V. — LOTERIES AUTORISÉES . . . . .                                                                           | 202    |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                  | 204    |









